

ETATS FINANCIERS 2014

www.msf.fr



ASSOCIATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE



Charte de MSF

Médecins Sans Frontières est une association privée à vocation internationale. L'association rassemble majoritairement des médecins et des membres des corps de santé et est ouverte aux autres professions utiles à sa mission. Tous souscrivent sur l'honneur aux principes suivants :

- a. Les Médecins Sans Frontières apportent leurs secours aux populations en détresse, aux victimes de catastrophes d'origine naturelle ou humaine, de situations de belligérance, sans aucune discrimination de race, religion, philosophie ou politique.
- b. Œuvrant dans la plus stricte neutralité et en toute impartialité, les Médecins Sans Frontières revendiquent, au nom de

SOMMAIRE



© Isabel Corthier

1	Rapport du trésorier _____	7 - 12
	Présentation des comptes combinés _____	13 - 24
2	Etats financiers combinés _____	27 - 65
3	Présentation de MSF _____	67 - 103
4	Les missions de l'association MSF _____	105 - 109

l'éthique médicale universelle et du droit à l'assistance humanitaire, la liberté pleine et entière de l'exercice de leur fonction.

c. Ils s'engagent à respecter les principes déontologiques de leur profession et à maintenir une totale indépendance à l'égard de tout pouvoir, ainsi que de toute force politique, économique ou religieuse.

d. Volontaires, ils mesurent les risques et périls des missions qu'ils accomplissent et ne réclameront pour eux ou leurs ayants droit aucune compensation autre que celle que l'association sera en mesure de leur fournir.

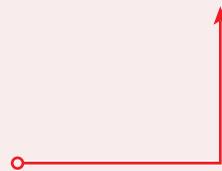


1

Rapport du trésorier et Présentation des comptes combinés

Rapport du trésorier _____ 7

Présentation des comptes combinés _____ 13



Rapport du trésorier

L'ACTIVITE DE L'ANNEE 2014

L'évolution des dépenses de missions traduit imparfaitement l'activité de l'année. Si celles-ci affichent en effet une augmentation modeste de 3 M€ (soit +2 %) entre 2013 et 2014, plusieurs tendances doivent être explicitées.

L'année 2014 est tout d'abord représentative d'une très forte année d'urgences avec un volume de dépenses engagées supérieur de 60% à celui de 2013 et dépassant même le niveau « record » de l'année 2011.

Une telle concentration de moyens sur ces interventions a été rendue possible par les décisions de fermeture de projets mises en œuvre ces deux dernières années et qui ont contribué à une diminution de 8% des dépenses des activités programmées.

Même si d'autres projets ont été développés, ramenant la diminution des activités programmées à 5%, ces dernières ont souffert de cette concentration de moyens - notamment humains - sur les urgences ainsi que de la complexité et de la dangerosité des contextes d'interventions. Cette limitation s'est fortement ressentie, et s'est traduite par des retards de concrétisation ou des reports de projets.

Enfin, les dépenses de missions de l'année précédente incluaient une subvention versée à la section espagnole de MSF pour ses actions en Colombie, subvention qui n'a pas été reconduite en 2014.

L'activité propre de la section française (hors support et subventions aux autres centres opérationnels du mouvement qui se sont significativement comprimés) se traduit plutôt par une augmentation de 4% des dépenses de missions menées par elle.

Urgences

Les dépenses d'interventions initiées en urgences s'élèvent à 35,4 M€ pour l'association.

Elles ont été portées par les réponses aux conflits centrafricain, sud soudanais et syrien pour près de 28 M€, dont plus de la moitié a été engagée dans les pays limitrophes en assistance aux réfugiés.

Les projets ouverts sur la fin de l'année au Libéria et en Guinée suite à l'épidémie Ebola ont représenté 3,3 M€.

L'ensemble de ces contextes a contribué pour plus de 19 M€ à l'augmentation des dépenses d'interventions d'urgences. Cette hausse a été compensée pour près de 5 M€ par un moindre investissement sur la République Démocratique du Congo (sur le plan épidémique et sur l'assistance aux réfugiés et déplacés) et par nos activités aux Philippines majoritairement considérées en 2014 comme des activités programmées.

Activités programmées

Les deux principales missions de notre centre opérationnel, d'un point de vue financier, sont le Soudan du Sud (10,2 M€) suivi de l'Irak et de la Jordanie (9,3 M€). Les autres missions importantes ont été la République Démocratique du Congo (8,7 M€), Haïti (7,6 M€), le Mali (6,9 M€), le Yémen et la République Centrafricaine pour les projets préexistants au conflit (5,7 M€ chacun), le Pakistan (4,8 M€), le Kenya (4,6 M€), et le Nigéria (4,0 M€).

Les dépenses des activités programmées sont en recul de près de 5% par rapport à l'an dernier suite au retrait de la Somalie en 2013 ainsi qu'aux décisions de fermetures de projets prises sur les deux années précé-

dentes, le développement des interventions en Afghanistan, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Philippines ne compensant que partiellement cet impact.

LA PRESENTATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

Les comptes ci-après intègrent ceux des associations MSF France, Epicentre, MSF Logistique, MSF Assistance, de la Fondation MSF, des SCI MSF et Sabin et de la SARL Etat d'Urgence Production. Ils sont intitulés comptes combinés. Le compte d'emploi des ressources (CER) est établi selon le cadre suivant (voir tableau ci-contre).

Le résultat et les réserves

Au niveau international, le mouvement MSF - dont les comptes seront approuvés par l'Assemblée Générale Internationale du 25 juin prochain - a bénéficié cette année d'un soutien exceptionnel de la part de ses donateurs. Cette générosité extraordinaire, pour laquelle nous exprimons toute notre reconnaissance aux donateurs, est à lier à la forte visibilité dont MSF a bénéficié dans le cadre de la réponse à l'épidémie d'Ebola. Elle s'est effectuée pour l'essentiel sur les derniers mois de 2014. Malgré un volume opérationnel record en termes financiers, dépassant de 14% celui de l'année précédente et représentatif des interventions de MSF en République Centrafricaine, au Soudan du Sud et dans les principaux pays touchés par l'épidémie d'Ebola, le mouvement enregistre un excédent historiquement élevé de l'ordre de 200 M€.

Cette situation a permis un début d'harmonisation des situations financières des cinq

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COMBINE SIMPLIFIE AU 31 DECEMBRE 2014

en millions d'euros (M€)	2013	2014	Variation	dont ressources issues de la générosité publique (GP) en 2014	
				Collectées	Affectées
Ressources privées issues de la recherche de fonds	170,2	205,4	21 %	168,9	
Ressources institutionnelles	9,6	10,6	10 %		
Autres ressources	50,3	67,3	34 %		
Total ressources	230,1	283,3	23 %	168,9	
Reprises de provisions	1,2	0,9			
Total produits	231,3	284,3			
Dépenses de missions sociales <i>dont dépenses de missions</i>	205,8 140,1	224,1 143,4	9 % 2 %		118,2
Frais de recherche de fonds	13,3	13,2	0 %		11,4
Frais de fonctionnement	13,6	13,9	2 %		9,7
Total emplois	232,7	251,3	8 %		139,3
Dotations aux provisions	0,9	2,3			
Total charges	233,6	253,6			
Engagements sur ressources affectées	-0,2	-0,3		-0,3	
Investissements de l'année					1,8
Excédent/déficit	-2,5	30,4		27,5	
Réserves disponibles <i>dont ressources de GP non utilisées</i>	93,2 68,5	123,0 96,1	32 % 40 %		
Réserves disponibles en mois d'activité	4,8	5,8	22 %		
Fonds dédiés non utilisés	0,2	0,5			

centres opérationnels parmi lesquels le groupe opérationnel de Paris (OCP) dont fait partie l'association française, de façon à leur permettre de bénéficier des moyens d'actions appropriés et de répondre aux enjeux humanitaires et opérationnels.

Au titre de cette harmonisation, les sections américaine et allemande de MSF ont octroyé en fin d'année à l'association française une contribution additionnelle de 30 M€. Les comptes combinés pour l'année 2014 présentent ainsi un résultat de 30,4 M€ qui constitue un excédent conséquent. Il permet de bénéficier, après affectation du résultat, d'un niveau de réserves disponibles de 123,0 M€ représentant 5,8 mois d'activités, niveau

en ligne avec l'objectif de l'association et plus globalement du mouvement.

Ces réserves sont constituées de 96,1 M€ de réserves issues de la générosité publique, et ont pour objectif de maintenir la trésorerie à un niveau qui garantit la continuité des secours engagés sur le terrain, de faire face aux risques liés aux activités (risques opérationnels, urgences imprévues, baisse soudaine des rentrées financières), et de financer la croissance et les investissements. Les méthodes d'évaluation de ces différentes composantes ont par ailleurs été re-définies sur l'année 2014 afin de leur donner plus d'objectivité, mais également afin de favoriser la mise en place d'une gestion des risques plus corrélée aux réserves détenues.

Sur l'année 2014, le niveau moyen de la trésorerie au siège s'élevait à 62,8 M€, soit 3,0 mois d'activité contre 3,4 mois en 2013. Cette trésorerie est répartie sur quatre banques principales, et les placements sont effectués sur des produits peu risqués tels que SICAV monétaires, livrets d'épargne, bons de caisse ou bons à moyen terme négociables garantis en capital. La rémunération moyenne sur l'année de cette trésorerie est de 1,2%. Ce rendement limité s'explique certes par un contexte de taux défavorable, mais aussi par la politique de minimisation maximale des risques sur les placements de l'argent confié par nos donateurs.

Les emplois

Les emplois de l'exercice sont en hausse de 18,6 M€ (soit +8%) par rapport à 2013 et s'établissent à 251,3 M€. Cette augmentation se concentre sur la part des emplois dédiée aux missions sociales, qui s'élève à 224,1 M€. Les missions sociales représentent ainsi 89,2% du total des emplois de l'année et gagnent 0,8 point de pourcentage par rapport à l'année dernière (89,2% contre 88,4%).

L'augmentation de 9% (soit +18,3 M€) des dépenses des missions sociales est portée comme mentionné ci-dessus par les activités de terrain pour 3,3 M€, mais également par les coûts relatifs aux activités d'approvisionnement et de recherche réalisées par MSF-Logistique et Epicentre avec les autres centres opérationnels du mouvement et autres ONGs (+14,6 M€).

Les dépenses consacrées à la recherche de fonds sont restées stables par rapport à l'année précédente. Cette stabilité a été réalisée sans remise en cause de la stratégie de développement des ressources. Ces

dépenses représentent ainsi 5,3% du total des emplois soit 0,4 point de pourcentage de moins qu'en 2013 (5,3% contre 5,7%).

Quant aux frais de fonctionnement, ils font état d'une légère inflation de 2% mais ne représentent que 5,5% du total des emplois contre 5,8% l'année précédente.

Les ressources

Les ressources combinées s'établissent à 283,3 M€. Elles augmentent de 53 M€ par rapport à 2013, principalement du fait des ressources privées issues de la recherche de fonds (+35 M€ soit +21%) et des autres ressources (+17 M€ soit +34%).

Les ressources privées issues de la recherche de fonds s'élèvent à 205,4 M€. La majorité de ces dernières (133,1 M€, soit 65%) est apportée par d'autres sections du mouvement et principalement par les sections partenaires du groupe opérationnel de Paris (Australie, Etats-Unis et Japon). Les 35% restant (72,3 M€) sont collectés par la section française et le bureau des Emirats-Arabes-Unis pour un coût global de 13,2 M€, comme mentionné ci-dessus.

Ces ressources privées sont composées à hauteur de 82% (soit 168,9 M€) de ressources collectées auprès du public et de 18% (soit 36,5 M€) d'autres ressources privées (dons et partenariats d'entreprises, subventions reçues d'organisations diverses, etc.).

L'augmentation ainsi constatée est due à deux facteurs principaux :

- Une augmentation des contributions reçues des sections du mouvement MSF de 31 M€ comprenant les 30 M€ additionnels mentionnés ci-dessus ainsi qu'une subvention de la section espagnole de 1 M€ pour l'extension de la plateforme logistique de Mérignac ;

- Une progression des dons, libéralités et autres fonds privés collectés en France et aux Emirats de 4,0 M€, dont 2,3 M€ sont affectés aux conséquences de l'épidémie d'Ebola.

Les ressources d'origine institutionnelle (gouvernements ou institutions intergouvernementales) représentent 4 % du total des ressources combinées et 8 % des dépenses opérationnelles. Elles se montent à 10,6 M€ et sont en hausse de 10 % soit 1 M€.

Les autres ressources (67,3 M€) sont principalement composées des marchandises et prestations facturées par MSF Logistique et Epicentre aux autres sections MSF et organisations. Leur évolution (+17 M€ soit +34 %) suit ainsi l'activité des autres sections opérationnelles et l'évolution des dépenses de programmes du mouvement.

L'utilisation des ressources collectées auprès du public

En résumé, les emplois du groupe MSF France sont en hausse de 8 % et s'établissent à 251,3 M€. Les ressources ont, quant à elles, augmenté de 53 M€ soit 23 %, engendrant un excédent de 30,4 M€.

Les ressources collectées auprès du public en 2014 se sont élevées à 168,9 M€, soit 168,6 M€ après variation des fonds dédiés. Elles ont été utilisées sur l'année pour 141,1 M€ dont 84 % sur les missions sociales (118,2 M€), 8 % sur la recherche de fonds (11,4 M€), 7 % sur le fonctionnement (9,7 M€) et 1 % sur les investissements (1,8 M€).

Elles ont été mises en réserves pour la part correspondant au montant non utilisé après variation des fonds dédiés soit 27,5 M€.

Les fonds dédiés non utilisés s'élèvent à 0,5 M€ et concernent principalement des

dons affectés reçus pour les interventions en réponse à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest et à ses conséquences, interventions toujours en cours actuellement.

A noter que les fonds dédiés aux interventions aux Philippines et non utilisés à la fin de l'année dernière (0,2 M€), ont soit été utilisés, soit fait l'objet d'une campagne de réaffectation.

Les organes externes de contrôle

L'année 2014 constitue le deuxième des six exercices dont les comptes sont contrôlés par le collège des deux commissaires aux comptes Deloitte & Associés et Ernst & Young Audit.

Un tel dispositif, appelé co-commissariat aux comptes, consiste en un examen contradictoire, une collaboration entre deux commissaires aux comptes agissant en coordination et de façon indépendante. Il vise ainsi, par une opinion conjointe sur les comptes de l'association et des comptes combinés, à renforcer le système de contrôle et à offrir à MSF et à ses donateurs une garantie additionnelle quant à la sincérité de ceux-ci et à l'efficacité de son contrôle interne.

Les perspectives et enjeux

Le mouvement MSF compte vingt-quatre associations juridiquement indépendantes les unes des autres et organisées autour de cinq sections opérationnelles. Sa cohérence est assurée par une charte, des principes d'actions, des politiques et accords définis en commun et orchestrés et suivis par une association internationale, dont le conseil d'administration et l'assemblée générale tirent leur légitimité des conseils d'administration des sections nationales.

Parmi les accords essentiels au fonctionnement du mouvement figurent les modes de collaboration et de financement entre sections. Une redéfinition de cet accord dit « Resource Sharing Agreement », qui sera mis en œuvre dès 2016, a été initiée sur l'année. Il vise à sécuriser le financement des interventions menées par chaque centre opérationnel contre les aléas économiques et partant, garantir aux patients et bénéficiaires de l'aide une continuité de prise en charge, à s'assurer que l'évolution des dépenses du mouvement reste concentrée sur ses missions sociales, ainsi qu'à partager les résultats des stratégies et actions mises en œuvre.

Par cet accord sont également définis les principaux paramètres financiers pour les années à venir dont en particulier les estimations des besoins opérationnels, fonction des contextes et stratégies de chaque centre. Ces dernières mettent en lumière différents enjeux (élargissement de l'offre vaccinale, accès à de nouveaux traitements, modes d'interventions dans des zones contrôlées par des groupes radicaux, offre de soins dans des pays à revenu moyen), mais qui traduisent la nécessité d'une augmentation des moyens humains et financiers et d'une modernisation de notre gestion.

Pour le Centre Opérationnel de Paris (OCP) constitué des associations américaine, australienne, française et japonaise de MSF, ces enjeux étaient déjà perceptibles sur l'année 2014, première année de mise en œuvre du plan stratégique 2014-2016 défini conjointement par ces sections.

Ils se confirment sur l'année 2015, dont le budget traduit une augmentation opérationnelle conséquente avec le maintien des interventions sur les crises majeures de

l'année passée (République Centrafricaine, Soudan du Sud, Syrie, Libéria), les nouvelles urgences de l'année (Yémen, Nigéria, Lybie, Ukraine, Népal), et la préparation des essais cliniques sur de nouveaux traitements de la tuberculose multi résistante en partenariat avec Partners In Health, Harvard et UNITAID. Ce budget intègre également la mise en place d'un système d'information de santé permettant d'exploiter et de partager les informations médicales collectées sur nos projets. Enfin, il reflète des actions concrètes en termes de gestion de parcours et de rémunération, dont l'objectif est d'accroître le nombre d'expatriés travaillant dans les pays d'interventions, de les former et les fidéliser. Il s'agit là d'une condition déterminante de notre capacité à maintenir ou initier les interventions nécessaires.

Même si l'année 2014 a été très favorable en termes de collecte pour la section française et s'achève avec des comptes combinés faisant état d'un excédent de 30,4 M€, le niveau de réserves, paramètre essentiel pour assurer la flexibilité dans la conduite des opérations, reste en adéquation avec les besoins identifiés. Cette situation nous permet toutefois de réorienter notre politique de recours aux bailleurs institutionnels vers un objectif de stabilisation.

En toute hypothèse, notre capacité à pouvoir nous engager sur ces différents fronts dépendra non seulement du soutien financier de nos donateurs, mais aussi et surtout de l'engagement de nos volontaires actuels et de tous ceux qui souhaiteraient s'engager à nos côtés.

Michel Cojean

Trésorier de Médecins Sans Frontières France
Membre du Conseil d'Administration

Présentation des comptes combinés

L'analyse des comptes vient en complément du rapport du trésorier sur la situation financière de l'année.

Depuis 1997, l'analyse des comptes annuels du groupe Médecins Sans Frontières se fait sur la base du compte d'emploi des ressources et du bilan combinés. Cette opération comptable, qui combine l'ensemble des comptes des entités rattachées à l'association MSF, après avoir neutralisé les transferts inter-entités, est l'un des éléments majeurs de la transparence de la gestion de Médecins Sans Frontières, en termes d'activité, de résultat, de patrimoine ou d'effectif. Le périmètre de combinaison intègre les satellites que l'association a créés pour accroître son efficacité, et dont elle contrôle les conseils d'administration ou les gérances. Il s'agit de MSF Logistique, Epicentre, la Fondation MSF, Etat d'Urgence Production (EUP), MSF Assistance, la SCI Médecins Sans Frontières et la SCI Sabin, ainsi que le bureau des Emirats Arabes Unis. En revanche, MSF Australie, MSF Japon et MSF USA ne font pas partie de ce périmètre, en raison de l'absence, dans leur Conseil d'Administration, d'une majorité d'administrateurs de MSF-France.

A noter que les dépenses combinées des opérations de terrain sont inférieures à celles de l'association. En effet, les satellites (comme la centrale d'achats MSF Logistique, par exemple) intègrent une marge au prix de vente de leurs prestations et produits à MSF afin de couvrir leurs frais de siège. Le processus de combinaison a pour effet d'éliminer cette marge, pour ne laisser en dépenses d'opérations que le coût des achats du groupe (MSF et satellites).

Le compte d'emploi des ressources permet aux donateurs de mieux apprécier l'emploi des dons qu'ils ont confiés au groupe MSF, et de manière plus générale, la façon dont il utilise ses ressources. Les principes et méthodes d'élaboration du compte d'emploi des ressources sont décrits dans l'annexe aux comptes combinés.

Côté emplois, les dépenses sont présentées en fonction de leur destination (missions sociales de l'ensemble des entités contrôlées par Médecins Sans Frontières, recherche de fonds, fonctionnement). Les ressources sont présentées en fonction de quatre sources principales (ressources collectées auprès du public, autres fonds privés, fonds institutionnels publics, autres produits).

Par ailleurs, le compte d'emploi des ressources porte l'accent sur le suivi des ressources collectées auprès du public. Il permet d'appréhender l'utilisation des ressources de la générosité publique ainsi que la part des réserves provenant de ces ressources.

L'ensemble des comptes de Médecins Sans Frontières (MSF Association et MSF combiné) est arrêté par le trésorier.

Les comptes combinés et les comptes de l'association MSF sont contrôlés et certifiés par Ernst & Young Audit et Deloitte & Associés dans le cadre d'un co-commissariat aux comptes. Ce choix a été dicté par la volonté de renforcer les processus de contrôles externes auxquels MSF est soumise en y adjoignant des approches différentes et en bénéficiant de la complémentarité de chacun des cabinets.

1. L'année 2014 en synthèse

- Sur 100 euros de ressources constatées en 2014, 89 euros ont été utilisés sur l'année et 11 euros ont été mis en réserves.
- Sur 100 euros de ressources constatées en 2014, 60 euros proviennent de la générosité publique et ont été collectés en France et aux Emirats par l'association MSF et la Fondation MSF ainsi que par les autres sections du mouvement dans leur pays.
- Sur 100 euros employés en 2014, 89 euros l'ont été pour les missions sociales, 5 euros pour la recherche de fonds et 6 euros pour le fonctionnement de la structure.
- Sur 100 euros de générosité publique constatée en 2014, 70 euros ont financé les missions sociales, 7 euros la recherche de fonds, 7 euros le fonctionnement de la structure et les investissements et 16 euros ont été mis en réserves.

- Les réserves disponibles, incluant le résultat de l'exercice 2014, représentent 5,8 mois d'activités. Pour 100 euros de réserves disponibles, 78 euros proviennent de la générosité publique.

2. Le compte d'emploi des ressources combiné

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COMBINE SIMPLIFIE AU 31 DÉCEMBRE 2014

en millions d'euros	2014	2013
Ressources privées issues de la recherche de fonds <i>dont ressources collectées auprès du public</i>	205,4 168,9	170,2 147,6
Ressources institutionnelles	10,6	9,6
Autres ressources	67,3	50,3
Total ressources	283,3	230,1
Reprises de provisions	0,9	1,2
TOTAL PRODUITS	284,3	231,3
Dépenses de missions sociales <i>dont dépenses de missions</i>	224,1 143,4	205,8 140,1
Frais de recherche de fonds	13,2	13,3
Frais de fonctionnement	13,9	13,6
Total emplois	251,3	232,7
Dotations aux provisions	2,3	0,9
TOTAL CHARGES	253,6	233,6
Engagements sur ressources affectées	- 0,3	- 0,2
EXCEDENT / DEFICIT	30,4	- 2,5

Au titre de 2014, les ressources privées issues de la collecte de fonds du mouvement MSF, portées notamment par l'élan de générosité exceptionnel suscité par la prise en charge de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest et les autres urgences majeures de l'année, sont estimées à 27% de plus qu'en 2013. Il s'agit principalement de collectes réalisées aux Etats-Unis, en Allemagne, en Suisse et au Royaume-Uni sur les derniers mois de 2014. Les dépenses du mouvement sont davantage en ligne avec les années précédentes avec toutefois une

croissance de 6%, principalement liée aux interventions en réponse à l'épidémie d'Ebola et aux conflits en République Centrafricaine et au Soudan du Sud. Cette situation génère ainsi un excédent historiquement élevé de l'ordre de 200 M€ avec une forte augmentation des réserves globales permettant un début d'homogénéisation des niveaux des réserves entre les cinq centres opérationnels dont la section française fait partie.

Ces réserves ont pour objectif de maintenir la trésorerie de ces centres à un niveau qui leur permette de garantir la continuité des secours engagés sur le terrain, de faire face aux risques liés à leurs activités (urgences imprévues, baisse soudaine des rentrées financières), et de financer leur croissance et leurs investissements. Dans le cadre d'une politique spécifique, MSF porte une attention particulière à ce que le niveau de ses réserves n'excède pas de manière structurelle le niveau requis et répondant aux objectifs décrits ci-dessus.

Cette homogénéisation s'est concrètement traduite pour l'association française de Médecins Sans Frontières par l'octroi en fin d'année par les sections américaine et allemande d'une contribution additionnelle de 30 millions d'euros. Cette contribution additionnelle a eu pour effet de générer un excédent de 30,4 M€ pour l'exercice 2014 (comptes combinés) et un niveau de réserves disponibles de 5,8 mois d'activités en ligne avec la politique précitée.

Les produits sont ainsi passés de 231,3 M€ à 284,3 M€, soit une augmentation de 53,0 M€ (+23%) dont les deux tiers concernent les ressources privées issues de la recherche de fonds qui comprennent les 30,0 M€ mentionnés ci-dessus. Les autres ressources, reflètent

de l'activité de MSF Logistique et Epicentre avec les autres sections du mouvement MSF, augmentent de 17,0 M€, les ressources institutionnelles suivant une hausse moins importante (+1,0 M€).

Quant aux charges, elles s'élèvent en 2014 à 253,6 M€, soit 20 M€ de plus que l'année précédente (+9%). Elles suivent la tendance des dépenses de missions sociales qui augmentent également de 9% (soit 18,3 M€), portée pour 14,6 M€ par les activités de MSF Logistique et d'Epicentre et par les dépenses de missions pour 3,3 M€. Les frais de recherche de fonds sont stables sur la période et les frais de fonctionnement subissent une hausse modeste de 2%.

2.1. Les charges combinées : 253,6 M€

2.1.1. Les dépenses des missions sociales : 224,1 M€

En 2014, les dépenses liées aux missions sociales représentent 89,2% du total des emplois combinés contre 88,4% l'année précédente, soit une augmentation de 0,8 point. Elles sont constituées des dépenses liées aux opérations menées en France et à l'étranger, au support dédié à ces opérations, à l'information et à la sensibilisation du public, à d'autres activités à vocation humanitaire et à des versements à d'autres organismes non liés à des actions de secours.

Les dépenses des opérations en France et à l'étranger représentent **143,4 M€**. Elles sont composées des coûts engagés pour la réalisation des missions de l'association sur le terrain, de versements à d'autres organismes liés à des actions de secours, et de dépenses opérationnelles engagées pour le compte d'autres sections MSF.

La quasi-totalité des projets de terrain a été menée par l'association Médecins Sans Frontières. Toutefois, quelques projets de recherche sont menés par Epicentre en Ouganda et au Niger. Les dépenses combinées des missions menées par MSF-France s'établissent à 137,5 M€, en hausse de 5,3% (soit 6,9 M€) par rapport à 2013.

L'augmentation constatée est principalement portée par les interventions d'urgence de l'année, et plus particulièrement par les interventions en réponse aux conflits centrafricain et soudanais ainsi qu'à l'épidémie d'Ebola. Ces trois contextes représentent une augmentation des dépenses de 22,3 M€, partiellement compensée par un moindre investissement en 2014 (-8,1 M€) sur le conflit syrien, sur les déplacés et épidémies de la République Démocratique du Congo et sur les conséquences du typhon Haiyan de 2013 aux Philippines.

Par ailleurs, les fermetures initiées en 2013 des projets en République du Congo, au Laos, à Madagascar et en Somalie ont contribué à une diminution des dépenses sur ces pays de 6,5 M€.

Une analyse plus détaillée de cette évolution est présentée dans le rapport d'activités.

Les principales missions sur le plan du volume financier (dépassant les 4 M€) sont les missions en République Centrafricaine (14,0 M€), en Jordanie et Irak (12,6 M€), au Soudan du Sud (11,0 M€), en République Démocratique du Congo (10,4 M€), en Ethiopie (7,7 M€), en Haïti (7,5 M€), au Mali (7,0 M€), au Tchad (6,0 M€), au Yémen (5,7 M€), au Nigéria (5,1 M€), au Pakistan (4,8 M€), au Kenya (4,6 M€), et en Ouganda (4,3 M€). Elles représentent 72% du total des dépenses des opérations conduites par l'association.

Les versements à d'autres organismes liés à des actions de secours s'élèvent à 0,4 M€ et comprennent :

- des subventions versées à des ONG locales pour 0,2 M€ (ForSaNi au Niger pour un partenariat en réponse à la situation nutritionnelle et AMRA-2014 en Géorgie dans le cadre d'une fermeture de projet),
- le financement d'un projet en Inde porté par la section belge de Médecins Sans Frontières pour 0,1 M€,
- la participation de la section française au fonds international mis en place au niveau du mouvement MSF afin de promouvoir des stratégies opérationnelles innovantes (0,05 M€).

Ces versements sont en diminution de 3,6 M€ par rapport à l'année dernière. Celle-ci s'explique par la réduction du financement à ForSaNi et par la non reconduction de la subvention accordée à la section espagnole en 2013.

Les dépenses engagées par l'association pour le compte des opérations d'autres sections MSF sont globalement stables et s'établissent à 5,5 M€. Elles concernent principalement des charges de personnel expatrié sous contrat français travaillant pour le compte de ces sections et sont remboursées par celles-ci.

Le support aux missions s'établit à 21,4 M€ sur l'année 2014. Les dépenses se composent, autour de la coordination opérationnelle, des services d'appui médical, logistique et juridique, des ressources humaines terrain et de contrôle de gestion. Le support aux missions fait partie intégrante de la conduite des projets. Il a pour rôle d'élaborer le projet opérationnel de chaque pays, de garantir l'application des politiques générale,

opérationnelle et médicale de l'association et d'assister les équipes sur le terrain dans la mise en œuvre des projets.

Les sections non opérationnelles, partenaires de MSF-France (MSF Australie, MSF Japon et MSF USA), participent activement à l'élaboration du projet opérationnel de la section française et s'impliquent dans son suivi. Ainsi, deux desks¹ décentralisés, à New York et à Tokyo, sous la responsabilité de la direction des opérations de MSF-France, sont chargés de la conduite des projets de certains pays. Les dépenses des projets suivis par les desks décentralisés sont enregistrées dans les comptes de la section française, celle-ci en gardant la responsabilité opérationnelle. Les dépenses de support liées à ces desks et engagées par les sections partenaires sont refacturées à MSF-France.

Les dépenses de support aux missions sont en légère hausse (+3% soit +0,7 M€). Cette dernière reflète les investissements consacrés aux ressources humaines (renforcement de l'unité de formation, mise en place de la nouvelle politique de rémunération internationale des expatriés) ainsi qu'à l'approvisionnement (constitution d'une unité en charge de cette activité). Elles représentent 14,9% des dépenses d'opérations en France et à l'étranger pour une moyenne de 13,5% sur les cinq dernières années et 14,8% en 2013.

Les dépenses d'information et de sensibilisation du public s'élèvent à **3,0M€**. Elles regroupent notamment les salaires du centre

de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (CRASH) de la Fondation MSF et la mise à disposition de moyens de communication (chargés de communication, évènementiels, investissements technologiques) par l'association MSF, pour sa mission d'information du public. Elles varient de +3% par rapport à 2013 (soit moins de 0,1 M€), et sont ainsi relativement stables.

Les dépenses des autres activités liées aux missions sociales s'élèvent à **55,6M€** et sont en hausse de 14,6M€ par rapport à 2013 (+35%). Cette rubrique regroupe plusieurs activités :

- d'une part, les dépenses liées aux activités de vente des satellites MSF Logistique et Epicentre à des clients autres que MSF-France, en très grande majorité d'autres sections MSF, mais aussi d'autres organisations. C'est cette activité (54,8M€) qui constate la quasi-totalité de la hausse mentionnée ci-dessus. Cette évolution suit deux tendances : l'augmentation du chiffre d'affaires réalisé par MSF Logistique (+20%) et un poids de MSF-France dans la composition de ce chiffre d'affaires en baisse (41% en 2013 et 34% en 2014) ;
- d'autre part, les dépenses engagées par le groupe MSF-France pour le compte de la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels ou de la DNDi refacturées aux entités concernées.

Les versements à d'autres organismes non liés à des actions de secours représentent **0,7M€**. Cette catégorie regroupe essentiellement la participation de MSF-France au financement de la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels (0,3 M€) et de la DNDi (0,4 M€).

¹ Desk : structure de support et coordination des opérations menées sur le terrain. Chaque desk, résidant au siège de l'association ou de ses sections partenaires, est composé d'un responsable de programmes, d'un adjoint ou d'un médecin, d'un chargé de ressources humaines, d'un superviseur logistique, d'un contrôleur de gestion et de son adjoint et d'un chargé de communication.

2.1.2. Le coût de la recherche de fonds : 13,2 M€

Ces dépenses correspondent au coût de la recherche de fonds en France et aux Emirats-Arabes-Unis. Elles sont à mettre en regard des seules ressources collectées dans ces deux pays et non de la totalité des ressources privées dont MSF bénéficie. Celle-ci intègre en effet des contributions reçues d'autres sections du mouvement MSF pour lesquelles aucune dépense n'est engagée par la section française.

Médecins Sans Frontières a pour objectif permanent de rentabiliser au mieux ses dépenses de collecte de fonds, mais également de garantir la stabilité de ses ressources privées, condition essentielle à la pérennité de son action sur le terrain et à son indépendance. MSF continue de porter ainsi ses efforts d'investissement en collecte de fonds sur la mise en place de prélèvements mensuels auprès de ses donateurs. Ces prélèvements, dont le coût de traitement est moindre, permettent surtout de disposer de ressources immédiatement mobilisables, indépendamment de l'importance de la médiatisation des crises.

Après deux années d'investissement, MSF a stabilisé ses dépenses de recherche de fonds, tout en confirmant la stratégie de développement des ressources fondée sur une diversification des types de sollicitations et de donateurs (appels aux dons lors des urgences, philanthropie, mécénat d'entreprise).

Ainsi, si 0,3 M€ de dépenses additionnelles ont été consacrées à la campagne d'appel à dons de fin d'année, les autres coûts de prospection ont été réduits de 0,6 M€, privilégiant les types de sollicitations les plus efficaces. Les dépenses des activités annexes (diffusion de produits de type cartes de vœux, t-shirts, etc) ont été réduites de près de 0,3 M€,

permettant d'absorber les frais associés à la mise en œuvre des stratégies mentionnées ci-dessus.

Le coût de la recherche de fonds représente ainsi 5,3% du total des emplois contre 5,7% en 2013.

Pour l'essentiel :

- Les frais de collecte en France et aux Emirats s'élevaient à 10,3 M€, soit seulement 1% de plus que l'année précédente.
- Les frais de gestion (traitement des dons) s'établissent à 1,9 M€ en légère diminution de 1%.
- Le coût de la gestion des legs, de la recherche d'autres sources de fonds privés ou institutionnels se monte à 1,0 M€ et diminue de 0,2 M€ (-16%).

Pour 100 euros issus de la générosité publique en France, l'investissement consacré à la récolte de fonds et à sa gestion se monte ainsi à 18 euros en 2014 contre 19 euros en 2013. L'amélioration de ce ratio s'explique par une progression de 6% sur l'année des ressources collectées auprès du public alors que les frais d'appel et de gestion de ces ressources sont restés presque stables.

2.1.3. Les frais de fonctionnement et les dotations aux provisions : 16,2 M€

Les frais de fonctionnement représentent **13,9 M€** sur l'année 2014. Ils regroupent les coûts de l'ensemble des services de fonctionnement de toutes les entités ainsi que la contribution de fonctionnement versée par MSF-France au Bureau International, une part des pertes de change et diverses charges exceptionnelles.

Ils varient de +2% par rapport à 2013 (soit 0,3 M€) et représentent 5,5% du total des emplois en 2014 contre 5,8% en 2013.

Les dotations aux provisions de l'exercice s'établissent à **2,3 M€**. Elles sont isolées dans le compte d'emploi des ressources afin de permettre une meilleure lecture des ratios financiers (un même évènement ne pouvant impacter ces ratios qu'une seule fois : au moment de sa réalisation). Elles couvrent sur cette année la dépréciation des stocks de MSF Logistique (0,4 M€) et de certaines créances bailleurs (0,5 M€), les conséquences des fermetures de projets envisagées et d'un entrepôt avant le terme de son bail (0,8 M€), les pertes de change latentes (0,2 M€) ainsi que d'autres risques et litiges (0,4 M€).

2.1.4. Les engagements à réaliser sur ressources affectées: 0,5 M€

Les engagements à réaliser sur ressources affectées comprennent les dons reçus sur l'année affectés à des interventions particulières et qui n'ont pu être utilisés à la clôture. Ils sont portés au passif du bilan, traduisant ainsi l'engagement de l'association à les utiliser conformément au souhait des donateurs dans les années à venir. En 2014, ils s'élèvent à 0,5 M€ et concernent à 75% des dons affectés reçus pour les interventions en réponse à l'épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest et à ses conséquences, interventions toujours en cours actuellement.

2.2. Les produits combinés : 284,3 M€

Ils sont passés de 231,3 M€ à 284,3 M€ en 2014 et sont composés de ressources privées issues de la recherche de fonds à hauteur de 205,4 M€, de financements institutionnels pour 10,6 M€, d'autres produits pour 67,3 M€ et de reprises de provisions à hauteur de 0,9 M€.

2.2.1. Les ressources privées issues de la recherche de fonds : 205,4 M€

Les ressources privées issues de la recherche de fonds s'établissent à 205,4 M€ en 2014, soit une augmentation de 35,2 M€ (+21%). L'ensemble des ressources privées est composé de 72,3 M€ de fonds collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis, de 124,7 M€ de contributions reçues des sections partenaires du projet opérationnel, et de 8,6 M€ provenant des autres sections du mouvement.

En France, environ 544.000 donateurs ont soutenu MSF pendant l'année, parmi lesquels près de 359.000 ont choisi de faire leur don par prélèvement mensuel. Le montant des dons reçus des particuliers s'élève ainsi à 62,1 M€, soit une augmentation de 4,5 M€ (+8%). Quant aux legs et donations, ils s'établissent à 7,3 M€ et enregistrent une baisse de 0,7 M€. Les autres fonds privés (financements issus d'entreprises et d'autres organismes privés, activités annexes...) augmentent de 6% et s'établissent à 2,1 M€. Les dons et autres fonds privés collectés par le bureau des Emirats Arabes Unis représentent 0,5 M€ comme en 2013.

Sur les 72,3 M€ de ressources privées collectées en France et aux Emirats-Arabes-Unis, 69,8 M€ ont été collectés auprès du public et 2,3 M€ sont affectés aux conséquences de l'épidémie d'Ebola.

Les contributions reçues des sections partenaires du projet opérationnel et des autres sections du mouvement augmentent de 31,0 M€ (+31%). Comme expliqué en introduction du compte d'emploi des ressources combiné, cette hausse est principalement liée à la contribution additionnelle de 30 M€

reçue de MSF USA (25 M€) et MSF Allemagne (5 M€), à laquelle se rajoute une subvention de la section espagnole de 1,0 M€ pour l'extension de la plateforme logistique de Mérignac.

En dehors de ces financements spécifiques, les contributions des sections partenaires du projet opérationnel s'élèvent à 99,7 M€ (100,7 M€ en 2013) et les autres financements reçus des sections du mouvement s'élèvent à 4,6 M€ (1,3 M€ en 2013), reflétant l'utilisation des dons affectés aux Philippines et aux interventions relatives à l'épidémie d'Ebola sur l'année.

A noter que l'évolution du cours des devises en 2014 n'a au global que peu d'impact sur l'évolution du montant total de ces ressources.

Sur 205,4 M€ de ressources privées issues de la recherche de fonds, 168,9 M€ ont donc été collectés auprès du public (soit 82%), dont 41% en France et aux Emirats par l'association MSF et la Fondation MSF, 55% en Australie, au Japon et aux Etats-Unis par les sections partenaires du projet opérationnel et 4% à l'étranger par les autres sections du mouvement MSF.

2.2.2. Les ressources institutionnelles (ou subventions publiques) : 10,6 M€

Dans la poursuite d'une politique d'augmentation progressive de ce type de ressources, les financements institutionnels publics s'élèvent à 10,6 M€ contre 9,6 M€ en 2013. Ils représentent ainsi 5% du total des ressources privées et institutionnelles issues de la recherche de fonds et 8% des dépenses d'opérations. Ils proviennent majoritairement des institutions européennes (53%), du gouvernement suédois (17%) et d'UNITAID (10%).

Les principaux contextes financés ont été :

- le Soudan du Sud pour 3,3M€ (Union Européenne / ECHO, gouvernements suédois, norvégien, danois et irlandais) pour les interventions au Soudan du Sud ou en Ethiopie et en Ouganda pour les réfugiés soudanais,
- le conflit centrafricain pour 2,4 M€ (Union Européenne / ECHO, gouvernements suédois et suisse) pour les interventions en République Centrafricaine ou au Tchad pour les réfugiés centrafricains,
- le Mali pour 1,4 M€ (Union Européenne / ECHO) sur le projet pédiatrique nutritionnel de Koutiala,
- l'expérimentation d'un outil diagnostique de la charge virale (développé par l'université de Cambridge) adapté à des contextes à ressources et technicité limitées menée au Malawi et en Ouganda et financée par UNITAID pour 1,0 M€.

2.2.3. Les autres produits et reprises de provisions: 68,2 M€

Les autres produits regroupent des revenus issus d'activités liées aux missions sociales ainsi que d'autres ressources. Ils observent une augmentation de 17,0 M€ (soit +34%) par rapport à l'année précédente.

Les ressources issues des missions sociales représentent **58,5 M€**. Elles regroupent les recettes issues du remboursement des dépenses engagées pour le compte d'autres sections MSF et le produit des ventes des satellites MSF Logistique (médicaments, matériels médical et logistique) et Epicentre (consultations, recherches et formations épidémiologiques) aux autres sections et organisations. Elles connaissent une augmentation de 13,9 M€ par rapport à 2013 et suivent

l'évolution de l'activité des satellites avec les autres sections.

Les autres ressources sont également en hausse de 3,2 M€ et s'élèvent à **8,8 M€**. Elles comprennent les produits financiers et gains de change qui justifient 39 % de l'augmentation, des activités marchandes diverses (films et activités externes de EUP...), les produits exceptionnels et les autres produits d'exploitation (facturations diverses par MSF, MSF Logistique et Epicentre aux autres sections, remboursements d'assurance...).

Les reprises de provisions sont, à l'identique des dotations, présentées de manière isolée dans le compte d'emploi des ressources. Elles s'élèvent à **0,9 M€** sur l'exercice 2014 et correspondent principalement à 0,6 M€ de reprises de provisions récurrentes (dépréciation des stocks de MSF Logistique, couverture des pertes de changes latentes)

et à 0,2 M€ de reprises de provisions liées à un risque fiscal non concrétisé.

2.2.4. Le report des ressources affectées non utilisées : 0,2 M€

Le report des ressources affectées non utilisées traduit l'utilisation sur l'année de dons reçus sur les années antérieures affectés à des interventions particulières et qui n'avaient pu être dépensés. Ils sont décrétementés du passif du bilan, témoignant de leur utilisation conformément au souhait des donateurs. En 2014, il correspond aux fonds dédiés Philippines de 2013 qui ont été intégralement repris en compte de résultat. Cette reprise traduit à la fois l'utilisation de ces fonds ainsi que la campagne de réaffectation dont ils ont fait l'objet sur l'exercice.

3. Le bilan combiné

3.1. L'actif (utilisation des fonds)

BILAN COMBINE SIMPLIFIE au 31 décembre 2014

en millions d'euros	ACTIF		PASSIF		
	2014	2013	2014	2013	
Bâtiments et terrain	12,0	12,1	Fonds disponibles	93,2	95,4
Autres immobilisations	7,4	6,9	Subventions et réserves d'investissements	5,2	5,5
			Résultat combiné	30,4	-2,5
ACTIF IMMOBILISE	19,4	19,0	FONDS PROPRES	128,8	98,4
Stocks	14,1	13,0	Fonds dédiés	0,5	0,2
Dons et financements à recevoir	32,4	6,8	Provisions risques et charges	2,1	1,1
Créances diverses	15,3	10,9	Dettes fournisseurs	9,5	8,7
Trésorerie	80,5	75,1	Autres dettes	20,7	14,6
Comptes de régularisation	3,5	1,9	Comptes de régularisation	3,7	3,6
TOTAL ACTIF CIRCULANT	145,8	107,7	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	33,9	26,9
TOTAL ACTIF	165,2	126,7	TOTAL PASSIF	165,2	126,7

L'actif immobilisé s'élève à 19,4 M€, net d'amortissements et de provisions pour dépréciation. Il est composé d'actifs immobiliers (12,0 M€), d'actifs incorporels (0,5 M€), d'actifs financiers (0,7 M€), d'autres actifs corporels (4,4 M€) et d'immobilisations en cours (1,8 M€). Les bâtiments et terrains regroupent les actifs immobiliers du groupe, à savoir : l'immeuble et le terrain du siège de l'association, 8 rue Saint Sabin à Paris 11^e, et l'immeuble du 4 rue Saint Sabin à Paris (annexe du siège social de l'association), ainsi que les bureaux, entrepôt et terrain de MSF Logistique à Mérignac. L'évolution de l'actif immobilisé au cours de l'année 2014 est principalement liée à la poursuite du programme d'extension de la plateforme logistique de Mérignac ainsi qu'à des investissements en matériels et logiciels informatiques.

Les stocks représentent à la fin de l'année 2014 un montant de **14,1 M€**. Ils se composent principalement des items gérés par la centrale MSF Logistique à Mérignac (13,7 M€). Ils sont constitués d'articles médicaux pour 8,5 M€ et d'articles logistiques pour 5,2 M€. L'augmentation du volume stocké est à mettre en regard de la hausse d'activité de MSF Logistique.

Les autres actifs circulants hors trésorerie s'élèvent à **51,2 M€** et sont principalement composés de financements à recevoir, d'autres créances diverses et de charges constatées d'avance. Les financements à recevoir s'élèvent à 32,4 M€. Ils regroupent les sommes dues par les autres sections MSF au titre du financement des projets opérationnels (30,8 M€), par les bailleurs de fonds institutionnels publics (1,4 M€), ainsi que les libéralités réalisées en 2014 mais encaissées en 2015 (0,2 M€).

Les créances diverses s'élèvent à 15,3 M€. Elles comprennent principalement les sommes dues par les autres sections du mouvement (13,2 M€) et les avances et acomptes versés aux fournisseurs. L'augmentation de ce poste de 4,4 M€ porte pour 3,8 M€ sur les créances dues par les sections du mouvement.

3.2. Le passif (origine des fonds)

Les fonds propres de l'ensemble combiné représentent **128,8 M€** à la fin de l'année 2014. Les réserves disponibles, définies comme étant les fonds propres hors réserves et subventions d'investissement, s'élevaient au début de l'exercice à 93,2 M€. Elles comprenaient 68,5 M€ de ressources disponibles collectées auprès du public.

Sur l'année 2014, l'excédent combiné de 30,4 M€ porte le niveau de réserves disponibles à 123,0 M€. Ces réserves représentent 5,8 mois d'activités ou également 5,2 mois des ressources de l'année, et sont en ligne avec la politique de réserves de MSF.

Les réserves issues de la générosité publique (ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées) ont ainsi augmenté de 27,5 M€ et s'élèvent à 96,1 M€ à la fin de l'année 2014. Cette évolution s'explique de manière détaillée comme suit :

- Les ressources collectées auprès du public se sont élevées sur l'année à 168,9 M€, soit 168,6 M€ après variation des fonds dédiés ;
- Elles ont été utilisées à hauteur de 141,1 M€ sur l'année dont 84 % (118,1 M€) pour financer les emplois des missions sociales, 8 % (11,4 M€) les frais de recherche de fonds, 7 % (9,6 M€) les frais de fonctionnement et 1 % (1,6 M€) les investissements de l'exercice.

- Elles ont été mises en réserves pour la part correspondant au montant non utilisé après variation des fonds dédiés soit 27,5 M€.

Les subventions et réserves d'investissement qui se montent à **5,2 M€** à la fin de l'année 2014, correspondent aux subventions accordées pour les travaux d'agrandissement de l'entrepôt de stockage de MSF Logistique à Mérignac des années 2002 et 2003, ainsi que pour l'extension actuellement en cours.

Les fonds dédiés résiduels représentent **0,5 M€**. Ils se composent pour 0,3 M€ de dons affectés à la réponse à l'épidémie Ebola, et pour 0,1 M€ à l'extension de l'entrepôt de MSF Logistique.

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à **2,1 M€**. Elles sont principalement destinées à couvrir les conséquences des fermetures de projets envisagées et d'un entrepôt avant le terme de son bail (0,8 M€), les pertes de change potentielles (0,2 M€) ainsi que d'autres risques et litiges (1,1 M€).

Le passif exigible totalise **33,9 M€**. Il est composé de dettes envers les autres sections MSF (6,4 M€), de dettes courantes auprès des fournisseurs (9,5 M€), de dettes sociales et fiscales (14,0 M€) et d'autres dettes à hauteur de 4,0 M€. La hausse de 7,0 M€ observée sur ce poste s'explique par le décalage de paiement des dettes dues aux autres sections du mouvement (+4,0 M€) et aux fournisseurs (+0,8 M€), et par l'augmentation des dettes fiscales et sociales (+2,5 M€).

3.3. La trésorerie

La trésorerie, présentée dans le bilan simplifié pour son montant net des soldes débiteurs et créditeurs, s'élève à 80,5 M€ à la fin de l'année 2014. Malgré un excédent

de 30,4 M€, elle n'augmente que de 5,5 M€ dont 2,1 M€ proviennent d'un reclassement en disponibilités des dons à l'encaissement, le paiement de la contribution additionnelle octroyée par la section américaine étant prévu sur l'année 2015.

Elle est constituée des disponibilités du siège et des missions ainsi que de placements sans risque en capital et aisément mobilisables. Elle est principalement composée de 17,1 M€ placés sur des SICAV de trésorerie en Euros ou en dollars US, de 21,5 M€ sur des bons de caisse, de 3,0 M€ sur des bons à moyen terme négociables, de 24,3 M€ sur des livrets et de 13,4 M€ sur des comptes bancaires au siège ou dans les pays d'interventions.

La gestion du risque bancaire est assurée, pour les comptes et valeurs mobilières de placement détenus par les sièges de l'association et des satellites (73,1 M€), par une répartition des valeurs sur cinq établissements bancaires différents. Les deux principaux représentent à la fin de l'année respectivement 67 % et 25 % du montant total, et les trois autres 8 %.

Sur les terrains d'interventions, MSF opère avec plusieurs banques internationales ou locales, la politique consistant à limiter le volume des dépôts bancaires aux besoins opérationnels sur une base mensuelle.

MSF est exposée aux fluctuations des cours de change dans la mesure où 60% des ressources issues de la recherche de fonds sont réalisées en devises étrangères et où 67% des dépenses d'opérations directement menées sont en devises étrangères. Si les devises utilisées pour les opérations dépendent des lieux d'interventions, les ressources en devises étrangères proviennent principa-

lement des Etats-Unis (59%), de l'Australie (20%) et du Japon (17%). Il n'y a pas de politique active de couverture du risque de change menée par MSF en France. Le yen japonais est couvert par des prises de positions effectuées par la section japonaise et depuis 2014, également utilisé pour couvrir les achats en yen de MSF Logistique. Par ailleurs, une part importante de la trésorerie disponible est libellée en dollars américains et directement utilisée pour approvisionner les missions dans cette devise ou en devises locales qui pour la plupart suivent généralement l'évolution du cours du dollar.

Sur l'année, le niveau moyen de trésorerie au siège et dans les satellites a ainsi été de 62,8M€ sur l'exercice, soit l'équivalent de

3,0 mois d'activité, contre 65,5M€ l'année précédente (soit 3,4 mois d'activité). A titre d'information, le montant total de la trésorerie localisée dans les pays d'interventions s'élève en moyenne sur l'année à 5,0M€, comme en 2013.

Les comptes combinés ainsi que les comptes annuels de l'association MSF et de ses satellites, leurs annexes et les rapports des commissaires aux comptes sont disponibles sur notre site internet (www.msf.fr) et sur demande, auprès de notre siège parisien. En outre, chaque année, nous publions nos comptes dans la presse nationale, après la tenue de l'Assemblée Générale.

Rémi Obert
Directeur Financier



2

Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes combinés au 31 décembre 2014

Bilan et compte de résultat combinés _____ **31-32**

Annexe aux comptes combinés _____ **33-65**

Faits caractéristiques de l'exercice _____ **33**

Principes, règles et méthodes comptables
combinés _____ **33**

Détail du bilan et compte de résultat
au 31 décembre 2014 _____ **40**

Autres informations _____ **50**

Les rémunérations _____ **51**

Les ressources en nature _____ **52**

Le compte d'emploi des ressources _____ **53**



ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Médecins Sans Frontières

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901

Reconnue d'utilité publique par le décret du 10 juin 1985

8, rue Saint Sabin
75011 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes combinés

Exercice clos le 31 décembre 2014

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes combinés de l'association Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes combinés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Compte d'emploi des ressources

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre ensemble combiné, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans les notes 2.2 et 7 de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n°2008-12 du Comité de la Réglementation Comptable et ont été correctement appliquées.

Estimations comptables

Votre groupe constitue des provisions pour risques, tel que cela est décrit dans les notes 2.3.11 et 3.3.3 de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre groupe pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'examen des états de synthèse de ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes combinés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Paris - La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 mai 2015

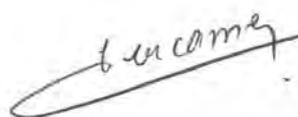
Les commissaires aux comptes

Ernst & Young Audit



Bruno BIZET

Deloitte & Associés



Jean-Pierre VERCAMER

Bilan combiné au 31 décembre 2014

en euros	ACTIF				en euros	PASSIF	
	Brut	Amort.	Net 2014	Net 2013		2014	2013
Films produits	2 883 246	2 883 246			Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme	825 000	825 000
Concessions/Licences	2 565 436	2 182 156	383 280	234 768	Fonds de générosité publique	68 524 122	71 877 513
Immobilisations en cours	138 080		138 080	53 253	Fonds de réserve	24 690 266	23 553 768
Immobilisations incorporelles	5 586 761	5 065 401	521 360	288 021	Fonds disponibles	93 214 388	95 431 281
Terrains	5 324 123		5 324 123	5 224 464	Subventions et réserves d'investissement	4 344 034	4 621 465
Constructions	12 599 573	5 954 885	6 644 688	6 835 406	Résultat	30 369 237	-2 455 658
Installations et divers aménagements	8 250 936	4 491 823	3 759 113	4 184 613	TOTAL FONDS PROPRES	128 752 659	98 422 088
Matériels, mobilier, informatique	2 427 820	1 889 701	538 119	407 303	Fonds dédiés urgences PHILIPPINES		157 608
Autres immobilisations	986 966	869 101	117 866	157 535	Fonds dédiés BAM/IRAN	58 285	58 285
Immobilisations en cours	1 767 958		1 767 958	1 149 856	Fonds dédiés ALGERIE	18 580	18 580
Immobilisations corporelles	31 357 376	13 205 509	18 151 867	17 959 177	Autres fonds dédiés	466 006	13 015
Dépôts et cautionnements	678 059		678 059	736 328	TOTAL FONDS DEDIES	542 872	247 489
Immobilisations financières	678 059		678 059	736 328	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES	2 053 707	1 082 865
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	37 622 196	18 270 910	19 351 286	18 983 526	Soldes créditeurs de banque	816 949	43 177
Stock de matières et autres approvisionnements	403 502		403 502	436 547	Dettes Groupe MSF	0	
Stock de marchandises	14 136 182	445 210	13 690 972	12 516 819	Dettes autres sections MSF	6 367 457	2 389 417
Financements à recevoir	2 068 135	620 541	1 447 594	1 657 675	Dettes fournisseurs	9 460 620	8 695 392
Legs et dons à recevoir	191 475		191 475	2 448 733	Dettes fiscales et sociales	13 937 657	11 253 625
Créances sur autres sections MSF	44 001 070		44 001 070	12 188 374	Indemnités à payer	32 316	241 878
Clients et comptes rattachés	1 371 788	6 129	1 365 659	884 675	Autres dettes	323 251	723 663
Autres créances	709 895		709 895	581 252	Dettes	30 938 249	23 347 152
Créances brutes	48 342 362	626 669	47 715 693	17 760 709	Financements perçus d'avance	3 608 566	3 522 297
Valeurs mobilières de placement	41 546 785		41 546 785	46 372 749	Ecarts de conversion passif	66 387	56 723
Banques et CCP	31 506 591		31 506 591	23 390 144	Produits constatés d'avance	38 333	
Soldes trésorerie missions	6 005 918		6 005 918	5 167 858	Comptes de régularisation	3 713 287	3 579 020
Caisses	158 584		158 584	147 343			
Dons à l'encaissement	2 112 113		2 112 113				
Disponibilités	39 783 207		39 783 207	28 705 345			
Ecarts de conversion actif	248 514		248 514	8 954			
Charges constatées d'avance	3 260 815		3 260 815	1 893 965			
Comptes de régularisation	3 509 329		3 509 329	1 902 919			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	147 721 367	1 071 880	146 649 488	107 695 089	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	34 651 536	26 926 172
TOTAL ACTIF	185 343 563	19 342 790	166 000 773	126 678 614	TOTAL PASSIF	166 000 773	126 678 614
Engagements reçus*					Engagements donnés*		

*les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

Compte de résultat combiné au 31 décembre 2014

	en euros		en euros		
Charges	2014	2013	Produits	2014	2013
Médicaments et matériel médical	35 468 006	27 658 622	Dons privés	62 332 666	57 775 309
Nourriture	1 459 566	1 576 122	Dons organismes privés	135 338 249	103 647 764
Matériel logistique et sanitation	6 093 201	3 019 334	Cotisations	26 795	24 053
Equipement et matériel	2 236 002	1 762 143	Legs	7 338 483	8 087 049
Matières, fournitures et petit matériel	636 977	584 025	Dons privés	205 036 193	169 534 175
Documentation	23 496	9 663	Autres MSF	29 620 264	23 224 376
Transport sur achats	1 221 517	1 036 138	Extérieur	3 698 460	1 593 115
Achats de marchandises	47 138 764	35 646 048	Ventes de marchandises	33 318 724	24 817 492
Variation de stocks de marchandises	-1 149 673	4 904 311	Autres MSF	16 726 016	11 743 303
Achats de fret	21 137 858	15 190 344	Extérieur	202 170	157 152
Achats stockés de marchandises	67 126 948	55 740 703	Ventes de FRET	16 928 186	11 900 456
Médicaments et matériel médical	5 795 488	10 482 709	Cartes de vœux	309 104	605 489
Nourriture	1 519 883	1 838 048	Livres	488	468
Matériel logistique et sanitation	5 468 648	3 595 648	Guide-lines	573 613	408 686
Equipement et matériel	3 321 342	2 126 417	Partenariats	72 093	80 186
Matières, fournitures et petit matériel	3 396 425	2 321 215	Ventes de produits	955 299	1 094 829
Etudes et prestations incorporées	968 162	1 064 698	Autres MSF	1 636 014	1 454 333
Achats pour revente	174 827	202 649	Extérieur	58 481	151 264
Variation de stocks de matières & autres appros	33 301	5 854	Prestations de services	1 694 494	1 605 597
Achats de matières & autres appros	20 678 075	21 637 238	Financements UE	5 664 071	3 880 287
Prestations de services diverses	7 460 159	5 892 243	Autres financements	4 958 940	5 749 105
Loyers et charges locatives	9 594 681	8 106 726	Subventions institutionnelles	10 623 010	9 629 392
Location de matériel	98 318	123 506	Financements et Subventions d'exploitation	54 500	30 000
Entretien, maintenance et réparations	4 027 910	1 291 038	Production immobilisée	72 626	140 090
Assurances	383 420	389 565	Production en cours	10 095	-20 238
Documentation	241 915	277 263	Produits des activités annexes	54 713	67 660
Honoraires	1 309 116	1 464 989	Autres produits de gestion courante	11 116 258	9 301 347
Information/publications	2 649 676	2 974 525	Reprise sur amorts/prov. et transfert de charges d'exploitation	810 022	1 155 990
Transports	4 492 228	3 641 439	Autres produits d'exploitation	12 118 214	10 674 849
Déplacements et frais de mission	12 517 329	12 011 082			
Frais de représentation	523 680	451 792			
Frais postaux et de télécommunication	4 241 324	4 304 601			
Frais bancaires et assimilés	488 321	454 666			
Subventions exploitation	2 164 135	6 026 808			
Services extérieurs	50 192 212	47 410 243			
Achats et services extérieurs	70 870 287	69 047 481			
Impôts, taxes et versements assimilés	3 668 143	3 634 656			
Salaires	28 346 229	27 675 273			
Indemnités	5 985 096	5 431 382			
Charges sociales et assurances	15 452 711	14 579 630			
Charges de personnel France	49 784 036	47 686 286			
Charges de personnel national	49 121 950	45 828 302			
Salaires et charges refacturées	8 110 682	7 444 251			
Autres charges de personnel	8 110 682	7 444 251			
Charges de personnel	107 016 669	100 958 838			
Dotations amorts/prov. - exploitation	3 608 433	2 538 507			
CHARGES D'EXPLOITATION	252 290 481	231 920 186	PRODUITS D'EXPLOITATION	280 674 120	229 256 790
Agios	276	1 377	Produits des créances	333	-
Pertes de change	814 119	1 203 534	Produits des placements	710 546	738 163
Dotations amorts/prov. - financier	251 409	84 057	Intérêts des comptes rénumérés	58 107	57 479
			Produits de change	1 928 453	696 407
			Escomptes obtenus	603	558
			Reprises/amorts et prov. financières	84 057	36 176
CHARGES FINANCIERES	1 065 804	1 288 968	PRODUITS FINANCIERS	2 782 098	1 528 783
Charges exceptionnelles	245 234	397 602	Produits exceptionnels	777 826	526 369
			Reprise/amorts & prov. et transf. charges except.	32 093	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	245 234	397 602	PRODUITS EXCEPTIONNELS	809 919	526 369
TOTAL CHARGES	253 601 518	233 606 756	TOTAL PRODUITS	284 266 138	231 311 942
Ressources Affectées Non Utilisées de l'exercice	455 653	160 843	Consommation des Ressources Affectées Non Utilisées des exercices antérieurs	160 271	-
RÉSULTAT POSITIF	30 369 237		RÉSULTAT NÉGATIF		2 455 657
TOTAL GÉNÉRAL	284 426 408	233 767 599	TOTAL GÉNÉRAL	284 426 408	233 767 599

Annexe aux comptes combinés 2014

1. Faits caractéristiques de l'exercice

Au cours de l'exercice 2014, la Fondation MSF a continué à activer une partie des immobilisations financées dans le cadre de l'extension du site MSF Logistique soit 263.489 euros. Les encours liés à cette extension s'élèvent à 585.658 euros au 31 décembre. La fin du chantier est prévue pour la fin du premier semestre 2015.

Les dons à l'encaissement, considérés sur l'exercice précédent comme des créances pour un montant de 1.763.969 euros, sont inscrits au 31 décembre 2014 à l'actif du bilan en disponibilités et représentent 2.112.113 euros.

2. Principes, règles et méthodes comptables combinés

2.1 Définition et périmètre de combinaison

Les entités ci-dessous ont été intégrées globalement, pour 100 % de leur activité, dans la combinaison des comptes et constituent le « groupe MSF-France » :

- Médecins Sans Frontières (Association) - entité combinante
- Médecins Sans Frontières Logistique (Association)
- Épicode (Association)
- Fondation Médecins Sans Frontières (Fondation)

- Médecins Sans Frontières Assistance (Association)
- SCI « Médecins Sans Frontières » (SCI)
- SCI « Sabin » (SCI)
- État d'Urgence Production (SARL)

Les comptes combinés sont l'équivalent des comptes consolidés pour un ensemble d'entités dont l'unité et la cohésion proviennent de circonstances autres que celles prévues à l'article 357-1 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. Ainsi, l'association Médecins Sans Frontières combine les entités commerciales et associatives dans lesquelles elle exerce au sein des instances de gouvernance un contrôle par droit de vote ou de fait.

2.2 Principes généraux de combinaison

Les bilans et compte de résultat combinés résultent du cumul des comptes annuels des différentes associations, fondation et sociétés comprises dans le périmètre, éventuellement après retraitements et reclassements (harmonisation des plans de comptes). Les comptes réciproques, actifs et passifs, charges et produits, sont éliminés sans incidence sur le résultat combiné. Les profits et pertes internes, et les éventuelles provisions constatées sur des opérations internes sont également éliminés. Ces éliminations ont une incidence sur le résultat combiné. La combinaison des

comptes nécessite par ailleurs de construire le compte d'emploi des ressources (CER) selon les règles d'affectation des ressources au financement des emplois qui sont propres à l'ensemble combiné et par conséquent déterminent la variation des fonds propres liée à la générosité publique du bilan combiné.

2.3 Méthodes comptables retenues

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables au milieu associatif définis par :

- le règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif au Nouveau Plan Comptable Général ;
- le règlement 99-01 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations ;
- le règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques dont la section VI traite plus spécifiquement de la combinaison.

Les comptes sont établis en euros, ils couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année de clôture. Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice. Les principales méthodes utilisées, comprenant les retraitements de combinaison, sont les suivantes :

BILAN

2.3.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de réalisation (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont généralement amorties sur une période comprise entre 3 et 5 ans, selon le mode linéaire, à l'exception des coûts de production des films d'État d'Urgence Production (EUP) qui sont amortis dans l'exercice de leur livraison, au prorata de leurs recettes nettes fiscales, dans la limite de leur coût amortissable. Les frais de constitution (notamment de la SCI Médecins Sans Frontières) nets de leurs amortissements sont déduits des fonds propres, diminuant ainsi du même montant l'actif et le passif combiné.

2.3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations situées en France sont évaluées à leur coût d'acquisition selon les dispositions du Règlement CRC n° 2004-06 (prix d'achat et frais accessoires). Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire selon la durée réelle d'utilisation prévue de chaque composant.

Les honoraires sur travaux, considérés comme accessoires à l'actif principal sont enregistrés en immobilisations corporelles. Il a été choisi, compte tenu de leur caractère transversal, de ne pas les ventiler sur les actifs principaux mais de les identifier comme composant à part entière sur la durée moyenne des principaux composants de chaque bâtiment. Cette durée moyenne a été calculée proportionnellement à la valeur des actifs immobilisés.

Les immobilisations corporelles incluent l'écart d'acquisition de l'immeuble situé

au 4, rue Saint Sabin pour 1.079.661 euros calculé lors de l'achat de la SCI Sabin par l'association MSF et la SCI Médecins Sans Frontières en 1995. Cet écart d'acquisition fait l'objet chaque année d'amortissements au regard des durées détaillées ci-dessous.

Sont comptabilisés directement dans les comptes de charges des pays dans lesquels le groupe MSF-France intervient les véhicules et les ordinateurs dans la mesure où ils subissent une usure accélérée, ainsi que les constructions et équipements dans la mesure où ils n'ont pas vocation à être conservés.

Terrains	Non amortis
Bâtiment d'activités - Structure	20-60
Bâtiment administratif - Structure	10-40
Bâtiment d'activités - Façade	15-20
Logement - Structure / façade	20-50
Bâtiment administratif - Structure	30
Garage - Construction	20
Bâtiment d'activités - Equipements techniques	15-20
Bâtiment administratif - Equipements techniques	10-30
Bâtiment d'activités - Installations générales	10-20
Bâtiment administratif - Installations générales	10-30
Bâtiment d'activités - Agencements/ Aménagements	20
Bâtiment administratif - Agencements/ Aménagements	5-30
Logement - Equipements techniques	15-20
Logement - Installations générales	10-20
Logement - Installations générales	40
Matériels de bureau et informatique	2-15
Matériels de Transport	10
Mobilier	5-25

2.3.3 Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par leur coût d'acquisition hors frais accessoires. Lorsque celle-ci est supérieure à la valeur d'inventaire, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2.3.4 Stocks

Les stocks concernent principalement les stocks de médicaments, livres et matériels médical, logistique et informatique.

Stocks de matières et autres approvisionnements

Ils sont valorisés pour leur coût d'acquisition correspondant au prix d'achat et selon la méthode du « premier entré, premier sorti ». Une provision pour dépréciation est calculée lorsque la valeur d'inventaire à la clôture est inférieure au coût d'acquisition.

Stocks de marchandises

Ils concernent les marchandises entreposées par MSF Logistique et destinées à être soit utilisées sur les terrains d'intervention du groupe MSF-France, soit vendues aux missions menées par d'autres sections du mouvement MSF ou à d'autres ONG. Ils se composent de stocks de marchandises médicales et logistiques ainsi que de véhicules tout terrain. Ils sont évalués selon la méthode du « prix de revient moyen pondéré » constitué du prix des marchandises et des frais accessoires d'achats.

Les règles de dépréciation des stocks sont les suivantes par catégorie de stock :

- Les articles en stocks ayant une date de péremption sont dépréciés au regard de leur rotation et du temps restant à courir avant leur obsolescence. Les taux de dépréciation sont de 0 %, 25 %, 50 %, 75 %, et 100 % ;
- Les articles sans péremption, n'ayant pas eu de mouvement en stock au cours des trois dernières années à la date de clôture annuelle, sont dépréciés par tranche de taux de 0 %, 25 %, 50 %, 75 %, et 100 % en

fonction de l'antériorité de la rotation de stock ;

- Les articles enregistrés dans le dépôt « destruction » sont dépréciés à 100 %.

2.3.5 Financements et legs à recevoir et perçus d'avance

Financements institutionnels

Les financements des bailleurs de fonds institutionnels publics et d'autres organismes privés sont comptabilisés dans le compte de résultat, à hauteur des dépenses éligibles engagées dans le cadre des contrats. La part de financement attribuée, non consommée et non reçue en fin d'exercice, est inscrite en hors bilan, pour un montant équivalent, en « engagements reçus » et en « engagements donnés ».

Toutefois, lorsqu'un projet financé fait état d'une sous-activité à la clôture, qu'il est probable que le bailleur concerné accepte une augmentation rétroactive de sa part de financement mais qu'aucune notification de cette acceptation n'a été reçue, les subventions sont comptabilisées en produits en anticipant cette acceptation. L'impact de cette anticipation fait l'objet d'une dépréciation de la créance constatée.

Legs

Les biens meubles ou immeubles provenant d'une succession, legs ou donation et destinés à être cédés par le groupe MSF-France suivent les mouvements comptables suivants :

Dès acceptation par le Conseil d'Administration et avant autorisation par l'autorité administrative et/ou le terme d'opposabilité, les legs sont enregistrés pour leur valeur nette estimée en hors bilan en « engagements reçus - Legs nets acceptés par le Conseil d'Administration en cours d'autorisation par l'organisme de tutelle ».

Dès la date de l'autorisation administrative, les biens sont enregistrés en hors bilan en « engagements reçus - Legs nets acceptés par le Conseil d'Administration autorisés par l'organisme de tutelle », pour leur valeur estimée, nette des charges pouvant les grever. Le fait générateur de l'enregistrement de ces legs est la date d'extinction du délai d'opposabilité.

Au cours de l'exercice, les produits des biens réalisés sont comptabilisés sur la base des encaissements.

En fin d'exercice, les règles de rattachement en produits, pouvant générer des produits à recevoir, sont les suivantes :

- Valeurs immobilières : date de l'acte authentique de vente.
- Valeurs mobilières : date de l'ordre de vente sous seing privé.
- Assurances-vie : date de versement au profit de l'Association ou de la Fondation.
- Loyers : date d'encaissement des loyers.

En cas de gestion temporaire d'un bien légué ou donné, les loyers perçus et les charges de fonctionnement correspondantes sont inscrits en résultat d'exploitation. Les biens immeubles correspondants ne peuvent être inscrits en fonds associatifs que s'ils sont destinés à servir de façon durable l'activité du groupe MSF-France conformément à l'objet social des entités qui le composent. Par ailleurs, les charges exposées au-delà de la valeur de la succession sont inscrites en charges d'exploitation.

2.3.6 Créances

Les créances se composent des facturations et refacturations de services aux autres sections du mouvement MSF et à d'autres

clients. Elles sont enregistrées à leur valeur nominale et font l'objet d'une dépréciation lorsqu'elles présentent un risque de non recouvrement. Les créances en devises sont évaluées à la date de facturation puis réajustées par rapport aux taux officiels du 31 décembre de chaque année. Il en résulte des écarts de conversion qui, en cas de perte latente, impliquent la comptabilisation d'une provision pour perte de change.

2.3.7 Valeurs mobilières de placement

En cours d'exercice, la comptabilisation des plus ou moins-values réalisées sur les valeurs mobilières de placements s'effectuent selon la méthode « premier entré, premier sorti ». En fin d'exercice, les plus ou moins-values sont réalisées lorsque la nature des placements le permet. Les placements souscrits en devises étrangères sont valorisés aux taux officiels du 31 décembre de l'exercice. Il en résulte des écarts de conversion qui, en cas de perte latente, impliquent la comptabilisation d'une provision pour perte de change.

2.3.8 Disponibilités

Les avoirs en devises détenus en France et à l'étranger (comptes bancaires et caisses) sont valorisés aux taux officiels du 31 décembre de l'exercice.

Les dons constituent la principale ressource du groupe MSF-France, ce qui leur confère un caractère de produit d'exploitation et non exceptionnel. Compte tenu de la forte concentration des versements au terme de l'exercice et des délais de traitement des courriers, les dons versés en chèques datés de l'exercice de clôture et reçus jusqu'en janvier de l'année suivante inclus, sont rattachés aux recettes de l'exercice clos et inscrits en dons à l'encaissement à la clôture

de l'exercice. Parallèlement, les reçus fiscaux sont remis aux donateurs au titre de l'année fiscale close.

2.3.9 Fonds propres

Les fonds propres comprennent :

Les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par le groupe MSF-France

Il s'agit des subventions attribuées par des organismes publics pour des investissements :

- nécessaires au fonctionnement pérenne du groupe MSF-France,
- dont le financement du renouvellement sera, à terme, à la charge exclusive du groupe.

Les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables une fois inscrites, ne sont pas reprises au compte de résultat. Elles correspondent aux subventions attribuées par le conseil régional d'Aquitaine et le conseil général de la Gironde pour le financement de l'extension du site de MSF Logistique initiée en 2010.

Le fonds de générosité publique

Ce poste détaille la part des fonds propres du groupe MSF-France provenant des ressources collectées auprès du public non encore utilisées. Il représente la réserve de générosité publique du groupe au 31 décembre de l'exercice avant affectation du résultat.

Le fonds de réserve

Le fonds de réserve représente la part des fonds propres du groupe MSF-France non affectée en fonds de générosité publique ou en réserves d'investissement.

Les subventions et réserves d'investissement

Elles sont constituées :

- des subventions d'investissement

affectées à des biens non renouvelables par le groupe MSF-France :

Elles sont enregistrées dès notification de la décision d'attribution au groupe et en fonction de leur affectation aux biens. Une reprise au compte de résultat est effectuée au rythme de l'amortissement des biens. La reprise de la subvention d'investissement au compte de résultat s'effectue proportionnellement au montant des dotations aux amortissements des immobilisations acquises ou créées au moyen de la subvention.

- des réserves d'investissement :

Elles correspondent aux fonds privés reçus des donateurs et des sections américaine et suisse de Médecins Sans Frontières pour l'agrandissement du site de MSF Logistique de 2003 et 2011. Elles ont donc comme contrepartie des immobilisations corporelles. Elles sont mouvementées par affectation du résultat en fin d'exercice à hauteur des dotations aux amortissements calculées sur la quote-part des actifs financés.

2.3.10 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC. Lorsque des legs ou des dons sont affectés par les testateurs ou donateurs à des projets définis (crise particulière, pays spécifique), la partie des ressources non utilisée en fin d'exercice est inscrite en charges sous la rubrique « Engagements à réaliser sur ressources affectées », afin de constater l'engagement pris par le groupe MSF-France de poursuivre la réalisation des dites volontés, avec comme contrepartie au passif du bilan la rubrique « Fonds dédiés ». Le montant des fonds dédiés est

repris, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, par la contrepartie du compte « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », inscrit au compte de résultat.

2.3.11 Provisions pour risques et charges

Depuis le 1^{er} janvier 2002, le groupe MSF-France applique les règles de constitution et d'évaluation des provisions pour risques et charges (CRC n°2000-06). Ces provisions permettent de couvrir un risque ou une charge dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Ainsi une provision est comptabilisée à la clôture si les entités du groupe MSF-France ont une obligation légale, contractuelle ou implicite à l'égard d'un tiers et dont il est probable qu'elle générera une sortie de ressources sans contrepartie future attendue. Les montants provisionnés correspondent à la meilleure estimation de la sortie de ressource qui sera nécessaire pour éteindre les obligations. Les provisions pour litiges sont déterminées sur la base de chaque dossier en fonction des procédures en cours, des demandes faites et de leurs probabilités de réalisation.

2.3.12 Dettes

Les dettes se composent principalement des facturations et refacturations par les autres sections du mouvement MSF. A celles-ci s'ajoutent les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales, les indemnités des volontaires restant à payer et les autres dettes. Les dettes en devises sont réajustées par rapport aux taux officiels du 31 décembre de l'exercice. Les écarts de conversion sont constatés. En cas de perte latente, une provision pour perte de change est enregistrée.

COMPTE DE RESULTAT

2.3.13 Présentation du compte de résultat

Le modèle de compte de résultat adopté par le groupe MSF-France est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations. Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés au groupe MSF-France.

2.3.14 Dépenses pour les missions

Les dépenses effectuées pour les missions du groupe MSF-France sont engagées :

- par les sièges des entités combinées, pour le compte des missions,
- par les missions elles-mêmes.

Les dépenses engagées par les sièges des entités combinées sont prises en compte lors de la livraison du bien ou lors de la réalisation effective de la prestation de service. Les dépenses effectuées par les missions (achats de matériels, salaires des employés nationaux, transports locaux...) sont comptabilisées à la date de leur paiement.

2.3.15 Produits des dons, legs et subventions

Les actifs reçus en legs et donations sont réalisés et les produits correspondants comptabilisés en résultat. A la clôture de l'exercice, les legs et dons affectés par les testateurs et donateurs à un projet défini et qui n'ont pas fait l'objet d'une utilisation au cours de l'exercice, font l'objet d'une inscription en « Fonds dédiés ». (Voir également 2.3.10 « Fonds dédiés »). Les ressources issues des dons, legs et subventions sont comptabilisées en produits d'exploitation et rattachées à l'exercice conformément aux règles de césure précisées aux points 2.3.5 « Financements et legs à recevoir ou perçus d'avance » et 2.3.8 « Disponibilités ».

2.3.16 Résultat financier

Le résultat financier sur les valeurs mobilières de placement est comptabilisé conformément aux règles relatives à la détermination des plus ou moins values réalisées et des moins values latentes précisées au point 2.3.7 « Valeurs mobilières de placement ». Le résultat financier réalisé sur les opérations de change provient :

- Des écarts de change lors du règlement (encaissement ou décaissement) d'une créance ou dette en devises initialement convertie selon le cours à la date d'opération ;
- De l'effet de la réévaluation au cours de clôture des comptes de banque et des caisses en devises étrangères ;
- Et des mouvements de dotations et reprises des provisions pour pertes de change latentes (sur les dettes et créances en devises à la clôture).

2.3.17 Ressources affectées non utilisées de l'exercice et consommation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs

Les sommes inscrites sous la rubrique « Ressources affectées non utilisées de l'exercice » correspondent à l'augmentation du poste « Fonds dédiés » au bilan. Elles sont reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme de la réalisation des engagements, par le crédit du compte « Consommation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs » générant la diminution du poste de bilan « Fonds dédiés ». (Voir également 2.3.10 « Fonds dédiés »).

2.3.18 Contributions volontaires en nature

Il s'agit de contributions réalisées par une personne physique ou morale apportant au groupe MSF-France un travail, des biens ou services à titre gratuit nécessaires à la réalisation de

l'objet des entités du groupe. Les principales contributions volontaires dont bénéficie le groupe MSF-France correspondent à :

- Des médicaments et équipements médicaux;
- Des équipements logistiques ;
- Du bénévolat.

Compte tenu des difficultés rencontrées pour obtenir l'exhaustivité et l'homogénéité des contributions concernées, le groupe MSF-France ne comptabilise pas ces informations. Néanmoins, par voie déclarative, les terrains remontent en fin d'exercice l'ensemble des biens et/ou prestations de services dont ils ont bénéficié au cours de l'exercice à titre gratuit. Ces renseignements quantitatifs, lorsqu'ils sont suffisamment fiables, sont donnés à titre informatif dans l'annexe des comptes (voir 6.1 et 6.2).

2.3.19 Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière estimées à la clôture de chaque exercice ne représentent pas un montant significatif (voir engagement en matière de pensions et retraites en 3.5).

Les hypothèses retenues pour valoriser les engagements sont les suivantes :

- âge de départ à la retraite : 62 ans
- taux d'inflation : 0,5 %
- taux d'actualisation : 1,49 %
- taux moyen de rotation du personnel observé dans les entités combinées

Aucune provision pour indemnités de départ à la retraite n'est comptabilisée dans les comptes combinés.

2.3.20 Régime fiscal

Les entités combinées ne sont pas assujetties aux impôts commerciaux à l'exception de la

SARL Etat d'Urgence Production qui y est soumise et de l'association MSF pour ses activités lucratives accessoires sectorisées depuis le 01 janvier 2014. Les entités non soumises aux impôts commerciaux ainsi que l'association MSF pour ses activités non lucratives, sont cependant redevables de l'impôt à taux réduit sur les revenus de capitaux mobiliers, à l'exception de la Fondation MSF.

3. Détail du bilan et du compte de résultat au 31 décembre 2014

3.1 Détail de l'actif immobilisé

Les immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels acquis ou/ et produits, de licences et de films. Au 31 décembre 2014, la valeur nette comptable des films immobilisés est nulle.

Les immobilisations corporelles

Les terrains, comptablement enregistrés pour 5.324.124 euros, comprennent :

- les terrains du site de MSF Logistique pour 3.243.131 euros,
- le terrain du siège social de l'association MSF pour 2.080.993 euros.

Les constructions (12.599.573 euros) et les installations divers et agencements (8.250.936 euros) du groupe MSF-France se composent, pour une valeur brute totale de 20.850.509 euros :

- à Mérignac : de deux entrepôts, de bâtiments annexes (garage, logement du gardien) et des bureaux de MSF Logistique pour 12.462.622 euros dont 199.233 euros mis en service au cours de l'exercice 2014,

IMMOBILISATIONS

AMORTISSEMENTS & PROVISIONS

Rubriques et postes	Valeurs brutes en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Valeurs brutes en fin d'exercice	Cumulés en fin d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Reclassements	Cumulés en fin d'exercice	Valeurs nettes en fin d'exercice
Films produits	2 810 619	72 626	-	-	2 883 245	2 810 619	72 626	-	-	2 883 245	-
Concessions / Licences	2 218 241	347 196	-	-	2 565 436	1 983 473	198 683	-	-	2 182 156	383 281
Immobilisations en cours	53 253	163 321	78 495	-	138 079	-	-	-	-	-	138 079
Immobilisations incorporelles	5 082 113	583 143	78 495	-	5 586 761	4 794 092	271 309	-	-	5 065 401	521 361
Terrains	5 224 464	99 660	-	-	5 324 124	-	-	-	-	-	5 324 124
Constructions	12 439 015	186 684	26 126	-	12 599 573	5 603 609	375 969	24 693	-	5 954 885	6 644 688
Installations diverses, Agencements	8 164 340	174 948	88 350	-	8 250 937	3 979 727	586 712	74 616	-	4 491 822	3 759 115
Matériel de bureau	211 563	0	0	-	211 563	206 019	1 733	-	-	207 752	3 811
Mobilier de bureau	455 206	16 907	1 476	-	470 638	376 335	31 364	1 475	-	406 223	64 415
Matériel informatique	1 478 160	297 902	30 442	-	1 745 619	1 152 494	153 675	30 442	-	1 275 726	469 893
Matériel, mobilier, informatique	2 144 929	314 809	31 918	-	2 427 818	1 734 848	186 771	31 918	-	1 889 701	538 118
Matériel promotion et communication	916 538	51 799	112 607	-	855 729	780 040	83 586	112 226	-	751 400	104 330
Matériel de transport	131 236	0	0	-	131 236	112 975	4 727	-	-	117 702	13 534
Autres immobilisations	1 047 774	51 799	112 607	-	986 965	893 015	88 313	112 226	-	869 101	117 865
Immobilisations en cours	1 149 857	1 155 742	537 640	-	1 767 958	-	-	-	-	-	1 767 959
Immobilisations corporelles	30 170 378	1 983 642	796 641	-	31 357 376	12 211 199	1 237 765	243 453	-	13 205 511	18 151 868

Voir également règles et méthodes : 2.3.1 & 2.3.2

- à Paris : du siège social de l'association MSF pour 4.431.328 euros, et de l'annexe du siège social pour 1.391.032 euros dont la valeur inclut l'écart d'acquisition mentionné au paragraphe 2.3.2 « Immobilisations corporelles »,
- des installations techniques et agencements effectués par l'association MSF, Epicentre et MSF Logistique sur les bâtiments loués pour 2.565.527 euros.

Les immobilisations en cours (1.767.958 euros) au 31 décembre 2014 comprennent principalement :

- les travaux d'agrandissement du site de MSF Logistique non encore mis en service pour un montant de 585.658 euros ;
- les dépenses de développement du projet Unifield, progiciel de gestion financière et logistique à destination des activités de terrain pour un montant de 1.146.363 euros.

Les immobilisations financières

Les dépôts et cautionnements concernent principalement les cautions versées sur les missions MSF.

3.2 Détail de l'actif circulant

3.2.1 Stocks

Libellé	Total brut	Dépréciation	Total net
Stock Guidelines	66 395		66 395
Stock logistique/médical	336 892		336 892
Autres stocks	215		215
Stocks de matériels et autres approvisionnements	403 502	-	403 502
Stock médical	8 760 997	253 065	8 507 932
Stock logistique	5 375 185	192 145	5 183 040
Stocks de marchandises	14 136 182	445 210	13 690 972
TOTAL	14 539 684	445 210	14 094 474

Voir également règles et méthodes : 2.3.4

3.2.2 Financements à recevoir

Type de financements	MSF association	Epicentre	Total combiné
Financements à recevoir UE	1 416 317	-	1 416 317
Financements à recevoir Gouvernements	330 035		330 035
Financements à recevoir OMS		64 996	64 996
Financements à recevoir autres	120 000	136 787	256 787
TOTAL	1 866 352	201 783	2 068 135

Voir également règles et méthodes : 2.3.5

3.2.3 Provisions pour dépréciation des financements à recevoir

Libellé	Montant en début d'exercice	Dotations	Reprise	Montant en fin d'exercice
Financements à recevoir OMS	29 620	207 727		237 347
Financements à recevoir autres	82 273	300 921		383 194
TOTAL	111 893	508 648		620 541

Voir également règles et méthodes : 2.3.5

Ces dépréciations concernent à 82% des créances de l'association MSF ; le reste de ces créances appartenant à Epicentre.

Les dépréciations d'Epicentre sont relatives à des financements avec une forte antériorité. Celles de l'association sont constituées au

titre des financements institutionnels sur des projets qui présentent une sous-activité à la clôture et pour lesquels l'association MSF est en attente de l'acceptation du bailleur d'augmenter rétroactivement sa part de financement.

3.2.4 Legs à recevoir

Libellé	Montant brut	Amort. & Prov.	Montant net
Legs à encaisser	191 475		191 475
TOTAL	191 475		191 475

Voir également règles et méthodes : 2.3.5

L'ensemble de ces créances est à moins d'1 an.

3.2.5 Créances sur autres sections MSF

Libellé	Montant brut	Provision	Montant net
MSF Allemagne	1 981		1 981
MSF Australie	2 131 873		2 131 873
MSF Autriche	222		222
MSF Belgique	1 470 746		1 470 746
Bureau International	1 143 062		1 143 062
MSF Canada	11 940		11 940
MSF Danemark	5 493		5 493
MSF Espagne	2 602 732		2 602 732
MSF Grèce	488		488
MSF Hollande	1 108 121		1 108 121
MSF Hong-Kong	16 806		16 806
MSF Inde	111		111
MSF Irlande	24 000		24 000
MSF Italie	17 940		17 940
MSF Japon	2 591 982		2 591 982
MSF Grande Bretagne	598 127		598 127
MSF Norvège	19 048		19 048
MSF Suède	150 037		150 037
MSF Suisse	4 929 446		4 929 446
MSF Supply	288 575		288 575
MSF USA	25 023 009		25 023 009
Factures à établir	1 865 332		1 865 332
TOTAL	44 001 070	-	44 001 070

Voir également règles et méthodes : 2.3.6

L'ensemble de ces créances est à moins d'un an. Elles sont constituées pour 30.778.545 euros de contributions à recevoir des sections au titre du financement du projet opérationnel de l'association MSF.

3.2.6 Créances clients et comptes rattachés

Ils sont composés de :

- 1.125.684. euros de créances de MSF Logistique vis-à-vis d'organismes humanitaires ou des Nations Unies,
- 36.983 euros d'avances sur commandes de MSF Logistique vis-à-vis de fournisseurs logistiques et médicaux,
- 58.116 euros de créances de MSF Assistance dans le cadre de partenariats solidaires,
- et 151.001 euros de créances diverses.

3.2.7 Autres créances

Libellé	Montant brut	Dépréciation	Montant net
Fournisseurs - Avances & avoirs à recevoir	182 464		182 464
Avances et prêts au personnel	248 891		248 891
Tickets restaurants/ services	4 771		4 771
Organismes sociaux	22 970		22 970
Etat, Impôts & Taxes Assimilées	1 116		1 116
Avances terrains diverses	15 680		15 680
Produits à recevoir	134 989		134 989
Débiteurs divers	99 016		99 016
TOTAL	709 897		709 897

Voir également règles et méthodes : 2.3.6

3.2.8 Titres de placement et disponibilités

Les titres de placements sont composés de SICAV monétaires, de bons à moyen terme négociables ainsi que de bons de caisse. Les SICAV sont enregistrées pour leurs valeurs liquidatives au 31 décembre 2014.

Titres	Nbre de parts & titres	Valeur comptable	Plus ou moins value latente
Valeurs mobilières - euros	2 427	12 253 104	4 382
Valeurs mobilières - dollars	354	4 802 101	286
Bons à moyen terme négociables	3	3 000 000	
Bons de caisse	20	21 491 580	
TOTAL	2 804	41 546 785	4 668

Voir également règles et méthodes : 2.3.7 et 2.3.8.

Les disponibilités s'élèvent à 39.783.207 euros au 31 décembre 2014 et comprennent des dons à l'encaissement pour 2.112.113 euros. Les dons à l'encaissement étaient en 2013 inscrits en créances et représentaient 1.763.969 euros.

3.2.9 Charges constatées d'avance

Les achats non stockés destinés aux missions et expédiés à la fin de l'exercice sont enregistrés en charges constatées

d'avance pour leur coût d'acquisition. Les achats de marchandises de MSF Logistique, facturés par ses fournisseurs en 2014 mais livrés en 2015, s'élèvent à 1.905.967 euros. Les autres charges constatées d'avance concernent deux années de loyers des bureaux et logements de la coordination sur les missions 258.284 euros, des dépenses de fonctionnement pour 1.076.645 euros, et de marketing pour 19.918 euros.

3.3 Détail du passif

3.3.1 Tableau de variation des fonds propres combinés

Fonds propres	2013 avant affectation du résultat 2013	Affectation du résultat 2013	2013 après affectation du résultat 2013	Mouvements 2014 sur réserves et subventions	Résultat 2014	2014 avant affectation du résultat 2014
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme	825 000		825 000			825 000
Fonds de générosité publique	71 877 513	- 3 353 391	68 524 122			68 524 122
Fonds de réserves	23 553 768	1 136 498	24 690 266			24 690 266
Subventions et réserves d'investissement	4 621 465	- 238 766	4 382 699	38 665		4 344 034
Résultat	- 2 455 659	2 455 659	0		30 369 237	30 369 237
TOTAL	98 422 087		98 422 087	- 38 665	30 369 237	128 752 659

Voir également règles et méthodes : 2.3.9

3.3.2 Variation des fonds dédiés

Fonds dédiés	Montant en début d'exercice	R.A.N.U. de l'exercice (1)	Consommation des R.A.N.U. des exercices antérieurs (2)	Montant en fin d'exercice
Fonds dédiés PHILIPPINES	160 271		(160 271)	
Fonds dédiés BAM/IRAN	58 285			58 285
Fonds dédiés Algérie	18 580			18 580
Fonds dédiés Autres	10 353	1 202		11 555
Fonds dédiés Ebola		339 002		339 002
Fonds dédiés extension Mérignac		115 450		115 450
TOTAL	247 489	455 654	(160 271)	542 872

Voir également règles et méthodes : 2.3.10

(1) R.A.N.U. : Ressources Affectées Non Utilisées, en charges dans le compte de résultat

(2) En produits dans le compte de résultat

En 2014, les fonds collectés dans le cadre de l'épidémie d'Ebola en Afrique Subsaharienne n'ont pas été consommés à hauteur de 339.002 euros.

Les fonds dédiés pour l'urgence de BAM et d'Algérie n'ont pas été consommés depuis plus de deux années.

Les fonds collectés non consommés dans le cadre de la catastrophe naturelle aux Philippines à fin 2014, ont fait l'objet d'une campagne de réaffectation. 10.500 euros ont été remboursés et le reste des fonds a été affecté aux programmes d'urgences, de lutte contre Ebola et d'aides aux réfugiés centrafricains au Tchad conformément à la volonté des donateurs.

3.3.3 Provisions pour risques et charges

Nature	En début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		En fin d'exercice
			Utilisée	Non utilisée	
Provision pour risques	269 306	115 369	56 766	209 061	118 848
Provision pour divers litiges	690 317	236 101	-	35 066	891 352
Autres provisions pour charges	39 185	821 765	39 185	-	821 765
TOTAL	998 808	1 173 235	95 951	244 127	1 831 965
Pertes de change sur créances et dettes	84 057	221 741	84 057	-	221 742
Provisions financières	84 057	221 741	84 057	-	221 742
Provisions exceptionnelles	1 082 865	1 394 976	180 008	244 127	2 053 707

Voir également règles et méthodes : 2.3.11

Un montant de 2.053.707 euros est inscrit au bilan. Il correspond principalement à :

- Des provisions pour risques pour 1.010.200 euros destinées à couvrir des risques prud'homaux et autres contentieux. L'état ougandais n'a pas donné suite à la réclamation formulée en 2013 pour le paiement de taxes sur les perdiems des expatriés entraînant la fin du contentieux et une reprise de provision pour 181.945 euros.
- Des provisions pour charges pour 821.765 euros couvrant des fermetures de projets et d'un entrepôt avant terme par MSF Logistique.

3.3.4 Dettes autres sections MSF

Libellés	Autres dettes
MSF Allemagne	128 318
MSF Australie	57 999
MSF Autriche	66 359
MSF Afrique du Sud	9 342
MSF Belgique	1 611 465
Bureau International	16 425
MSF Brésil	381
MSF Canada	178 076
MSF Danemark	18 129
MSF Espagne	193 993
MSF Grande Bretagne	85 093
MSF Grèce	31 423
MSF Hollande	320 690
MSF Hong-Kong	7 954
MSF Irlande	10 741
MSF Italie	99 128
MSF Japon	1 056 337
MSF Norvège	11 700
MSF Suède	54 406
MSF Suisse	437 118
MSF Supply	105 426
MSF USA	1 815 097
Factures non parvenues	51 857
TOTAL	6 367 457

Voir également règles et méthodes : 2.3.12

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

Les dettes envers les sections japonaises et américaines concernent les charges des desks décentralisés sur l'année 2014. La dette vis-à-vis de la section belge correspond aux projets afghans ouverts en 2014.

3.3.5 Dettes fournisseurs

L'ensemble de ces dettes d'un montant de 9.460.620 euros est à moins d'un an.

3.3.6 Dettes fiscales et sociales

Libellés	Montant
Dettes auprès du personnel permanent	317 132
Provision pour congés payés	3 077 170
Charges sociales sur provision pour congés payés	1 354 230
Provision pour Compte Epargne Temps (CET)	1 482 096
Charges sociales sur provision pour C.E.T.	830 235
Organismes sociaux	6 171 880
Impôts & taxes & versements assimilés	704 914
TOTAL	13 937 657

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an et inclut la provision pour congés payés du personnel national.

3.3.7 Autres dettes

Libellés	Montant
Libéralités en cours de réalisation	175 230
Cotisation comité entreprise	15 934
Provisions honoraires, fonctionnements	21 675
Charges à payer et crédateurs divers	110 412
TOTAL	323 251

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

3.3.8 Financements constatés d'avance

Pays ou projet	Montant	Bailleurs
Financement divers institutions	790 023	
Financement UE	75 594	ECHO
Financements Gouvernements	162 419	Coopération Suisse
Sous-total MSF Asso & Epicentre	1 028 036	
Stock d'urgence MSF Suisse	2 238 965	
Stock d'urgence MDM	341 565	
Sous-total MSF Logistique	2 580 530	
TOTAL	3 608 566	

Les financements reçus d'avance correspondent principalement à des subventions versées en 2014 au titre de 2015.

3.4 Détail du compte de résultat au 31 décembre 2014

3.4.1 Résultat d'exploitation

Les comptes combinés du groupe MSF constatent un excédent d'exploitation de 28.383.639 euros. Le total des charges d'exploitation est de 252.290.481 euros et les produits d'exploitation s'élèvent à 280.674.120 euros.

Les charges et produits d'exploitation sont présentés par nature, catégorie d'activité et par secteur géographique dans l'analyse du compte d'emploi des ressources (voir 7.2).

3.4.2 Résultat financier

Voir également règles et méthodes : 2.3.16

Pour le groupe MSF-France, les pertes de change totales de l'exercice s'élèvent à 814.119 euros et les gains de change à 1.928.453 euros.

En outre le groupe MSF a dégagé 768.653 euros de produits sur ses placements financiers.

3.4.3 Résultat exceptionnel

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Libellés	Montant
Divers charges exceptionnelles	143 619
Pertes sur créances irrécouvrables	32 093
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	69 522
TOTAL	245 234

Les charges exceptionnelles comprennent principalement des pertes et vols constatés sur les missions (41.484 euros), des versements d'indemnités dans le cadre de contentieux sociaux (78.629 euros) et des pertes sur créances irrécouvrables pour l'association MSF Assistance (32.093 euros).

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Libellés	Montant
Produits exceptionnels réalisés sur les missions terrains	399 299
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	67 769
Reprise provision perte irrécouvrable	32 093
Divers produits exceptionnels	310 758
TOTAL	809 919

Les produits exceptionnels réalisés sur les missions terrains sont principalement constitués du produit de la vente de véhicules et de matériels divers. Les autres produits exceptionnels comportent des remboursements d'assurances de 191.000 euros en dédommagement des pertes dues à l'incendie d'un entrepôt au Tchad survenu en 2013 et de 40.000 euros de dédommagement sur le chantier d'extension de l'entrepôt de MSF Logistique.

3.4.4 Financements institutionnels

Financier	2014	2013	Variation
UE ECHO	5 664 071	3 880 287	
TOTAL UNION EUROPEENNE	5 664 071	3 880 287	46 %
Conseils municipaux autres collectivités locales	195 133	236 149	
Total Collectivités locales France	195 133	236 149	- 17 %
Gouvernement Canada	-	647 889	
Gouvernement Danemark	488 585	304 821	
Gouvernement Norvège	604 152	1 315 100	
Gouvernement Suède	1 779 072	1 853 924	
Gouvernement Irlande	166 667	-	
Gouvernement Allemagne	250 000	700 000	
Gouvernement Suisse	410 000	-	
Total Coopérations étrangères	3 698 476	4 821 734	- 23 %
Divers Nations Unies	43 154	672 759	
Total Nations Unies	43 154	672 759	- 94 %
Unitaid	1 022 177	18 463	
Total Divers	1 022 177	18 463	5436 %
TOTAL AUTRES FINANCEMENTS	4 958 940	5 749 105	- 14 %
TOTAL FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS	10 623 011	9 629 392	10 %

3.5 Engagements hors bilan

Donnés	Montant	Reçus	Montant
Bail commercial Crozatier	3 869 601	Legs et donations autorisés par un organisme de tutelle	4 316 903
Bail commercial Passage du Cheval Blanc	494 986	Legs et donations acceptés par les organes statutairement compétents	1 386 246
Engagement en matière de pensions et de retraites	701 882	Financements octroyés par des bailleurs institutionnels pour la réalisation de projets	5 702 077
Financements de projets soutenus par des bailleurs institutionnels	6 527 077	Financements octroyés à la Fondation MSF par des organismes publics pour l'extension de MSF Logistique	825 000
TOTAL	11 593 546	TOTAL	12 230 226

Voir également règles et méthodes : 2.3.5 et 2.3.19

Baux commerciaux des sites du 53-55 rue Crozatier et 2 rue de la Roquette à Paris :

L'association MSF a signé :

- Deux baux avec la SCI Le Bristol XII d'une durée de neuf ans, commencé le 1er avril 2010 et se terminant le 31 mars 2019 pour le premier, et commencé le 1er décembre 2012 et se terminant le 30 novembre 2021 pour le second, avec possibilité de résiliation à l'expiration de chaque période triennale. Le loyer annuel de base (non indexé) hors taxes et hors charges en principal s'élève pour ces deux contrats à 738.586 euros.
- Un contrat de bail pour les locaux situés passage du Cheval Blanc d'une durée de neuf ans, commencé le 1^{er} janvier 2013 et se terminant le 31 décembre 2021, avec possibilité de résiliation à l'expiration de

chaque période triennale. Le loyer annuel de base (non indexé) hors taxes et hors charges en principal s'élève à 70.000 euros.

Les financements octroyés par des bailleurs institutionnels correspondent à des engagements obtenus, non encore encaissés et conditionnés à la réalisation d'actions justifiées par un montant équivalent de dépenses.

Les principaux financeurs sont UNITAID pour 3.173.947 euros (Malawi et Ouganda), ECHO pour 610.940 euros (Ethiopie), le gouvernement allemand pour 700.000 euros (RDC) et les conseils généraux, régionaux du sud-ouest et la C.U.B. de Mérignac pour 825.000 euros.

3.6 Evolution de la trésorerie

Variation de la trésorerie	en euros	2014	2013
1. Trésorerie provenant des donateurs et bailleurs privés		179 328 327	172 059 181
+ Ressources collectées auprès du public et autres fonds privés		205 417 391	170 219 850
+ Variation des créances et dettes liées aux dons et fonds privés		- 26 089 064	1 839 331
2. Trésorerie provenant des donateurs et bailleurs institutionnels		10 433 748	10 180 767
+ Financements institutionnels publics		10 623 011	9 629 392
- Quote-part des subventions d'investissements versées au résultat		- 38 665	- 44 884
+ Variation des créances et dettes liées aux financements institutionnels		- 150 598	596 258
3. Trésorerie liée aux activités humanitaires et au fonctionnement		- 184 275 215	- 180 969 903
+ Autres ressources		68 225 737	51 462 700
- Dépenses de missions sociales		- 224 106 783	- 205 807 498
- Dépenses de collecte, de fonctionnement et provisions		- 29 494 734	- 27 799 257
+ Variation des amortissements et provisions		2 931 737	1 430 064
+ Valeur nette comptable des immobilisations sorties		15 548	43 820
- Gains / pertes générés par les actifs financiers		- 1 883 646	- 287 696
+ Variation des stocks, autres créances et dettes		36 928	- 12 037
Variation de la trésorerie liée à l'activité (a)=1+2+3		5 486 860	1 270 045
Variation de trésorerie liée aux activités d'investissement (b)		- 1 892 379	- 2 340 719
Variation de trésorerie liée aux activités de financement (c)		1 883 646	287 696
Variation globale de trésorerie (a+b+c)		5 478 127	- 782 978
Trésorerie en début d'exercice		75 034 917	75 817 895
Trésorerie en fin d'exercice		80 513 043	75 034 917

Entre le début et la fin de l'année 2014, la trésorerie augmente de 5.478.127 euros. Cette évolution s'explique dans le détail de la manière suivante :

- La trésorerie provenant des donateurs ou financeurs privés s'élève à 179.328.327 euros soit 7.269.147 euros de plus que l'année précédente. Les ressources collectées auprès du public et autres fonds privés augmentent de 35.197.541 euros, mais la variation des créances associées, principalement due au paiement sur 2015 de la contribution additionnelle de la section américaine, limite l'impact de cette croissance sur la trésorerie ;
- La trésorerie provenant des financeurs institutionnels est stable par rapport à l'année 2013 et représente 10.433.748 euros ;
- Les missions sociales et le fonctionnement ont consommé 184.275.215 euros, soit 3.305.312 euros de plus qu'en 2013, les revenus des satellites ne compensant que partiellement l'augmentation de l'activité ;
- Les investissements de l'année ont utilisé 1.892.379 euros de trésorerie, dont 689.070 euros ont concerné le projet d'extension de la plateforme logistique de Mérignac ;
- Les activités de financement ont généré 1.883.646 euros, essentiellement portées par les produits nets de change.

4. Autres informations

4.1 Honoraires commissaires aux comptes

Entité	Montant TTC
Association Médecins Sans Frontières	138 050
Association Médecins Sans Frontières Logistique	27 086
Epicentre	8 946
Fondation	8 489
TOTAL	182 570

4.2 Effectifs

Les effectifs moyens mentionnés ci-après correspondent au personnel travaillant de manière effective pour le groupe MSF-France.

Ils intègrent ainsi le personnel mis à disposition par les autres sections du mouvement MSF aux activités du groupe MSF-France, et ne comprennent pas le personnel sous contrat avec le groupe MSF-France et travaillant pour le compte d'autres sections. Ces effectifs sont passés au 31 décembre 2014 à 7.992 personnes (489 permanents dans les sièges, 591 expatriés, et 6.912 employés nationaux) contre 6.958 personnes en 2013 (476 permanents dans les sièges, 559 expatriés, et 5.924 employés nationaux).

4.3 Droit individuel à la formation

La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social modifiant les articles L933-1 à L933-6 du code du travail, ouvre pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminé de droit privé, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans (plafonné à 120 heures). Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrat à durée indéterminée au sein du groupe MSF-France, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est d'environ 32.714 heures au 31 décembre 2014. 1.289 heures ont fait l'objet d'une demande de la part de salariés. Des actions de formation ont été prises dans le cadre du DIF en 2014. 32 personnes ont accédé à la formation par le biais du DIF. Le nombre d'heures global restant à prendre sur l'ensemble des salariés présents au 31 décembre 2014 est de 33.792 heures.

A compter du 1^{er} janvier 2015, le DIF est remplacé par le CPF (Compte Personnel de Formation) financé par les OPCA (Organismes Paritaires Collecteurs Agréés).

4.4 Conseil d'Administration

Le président du Conseil d'Administration de l'association Médecins Sans Frontières est rémunéré.

La rémunération brute versée au Docteur TARAZIAN s'est élevée à 81.002€ sur l'exercice 2014. Les autres membres des conseils d'administration des différentes entités du groupe MSF-France ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur.

4.5 Parties liées

Le groupe MSF-France a développé un partenariat privilégié avec certaines sections non opérationnelles du mouvement MSF. Il s'agit de MSF Australie, MSF Japon et MSF USA. Ces sections sont juridiquement de droit national, présentent des comptes annuels indépendants, et ne font pas partie du périmètre de combinaison, leurs conseils d'administration n'étant pas contrôlés par celui de l'association Médecins Sans Frontières.

5. Les rémunérations

5.1 Les dix premières rémunérations brutes versées en 2014

Les dix premières rémunérations brutes versées en 2014 sur l'ensemble des entités combinées se sont élevées à 786.888 euros en cumul annuel. Ces rémunérations contiennent les salaires et, le cas échéant, les congés payés et indemnités versés dans le cadre des départs.

Source : D.A.D.S. (Déclaration Annuelle Des Salaires)

5.2 Les rémunérations mensuelles des six plus hauts cadres versées en 2014

Les rémunérations mensuelles versées aux six plus hauts cadres salariés sont :

Stéphane ROQUES _____ 6.006 €
Directeur Général MSF Association

Emmanuel BARON _____ 6.475 €
Directeur Général Epicentre

Erland EGIZIANO _____ 5.247€
Directeur Général MSF Logistique

Benoît LEDUC _____ 5.742€
Directeur Général Adjoint MSF Association

Marie-Noëlle RODRIGUE _____ 5.922€
Directrice des Opérations MSF association

Annette HEINZELMANN _____ 5.428 €
Directrice Médicale MSF Association

Ces cadres ne perçoivent que des revenus salariaux. Ils ne bénéficient d'aucune autre rémunération accessoire (prime, avantage en nature). Leur rémunération mensuelle est versée sur 13 mois. La politique d'ancienneté qui leur est appliquée permet une augmentation de 4% après deux ans passés dans la même fonction puis une seconde augmentation de 6% après deux autres années dans la même fonction.

6. Les ressources en nature

6.1 Valorisation en euros des ressources en nature

Activités	2014	2013
Arménie	-	1 482
Burkina faso	-	209
Cambodge	-	4 485
Colombie	-	1 541
Congo RDC	34 345	35 539
Côte d'Ivoire	8 200	-
Ethiopie	82 539	-
Guinée	10 000	-
Géorgie	57 291	50 992
Haïti	82 654	30 829
Iraq	365 366	1 097 418
Japon	-	62
Kenya	475 944	213 608
Madagascar	-	4 325
Mali	186 618	69 608
Malawi	-	3 767 749
Niger	50 000	78 147
Nigéria	1 409	40 946
Ouganda	2 006	868 526
Papouasie- Nouvelle Guinée	61 026	-
Soudan Darfour	36 443	-
Sud Soudan	-	95 634
Tchad	-	34 094
Zwaziland	-	13 000
Missions internationales	1 453 841	6 408 194
SUPPORT DES OPÉRATIONS	31 825	40 000
MISSIONS SOCIALES	1 485 666	6 448 194
Frais de collecte MSF-France	784 388	442 968
Frais de collecte MSF Emirats-Arabes-Unis	47 406	102 925
Recherche de fonds	831 794	545 894
FONCTIONNEMENT	2 000	92 814
TOTAL	2 319 460	7 086 902

Les médicaments et autres approvisionnements fournis par des partenaires dans le cadre de prises en charge conjointes ou administrés aux bénéficiaires pour le compte des partenaires, ne sont pas considérés par MSF comme des contributions volontaires en nature. Seules les contributions libres d'affectation pour MSF figurent dans les ressources en nature listées précédemment en 6.1. Celles-ci ne sont pas comptabilisées. Elles concernent les associations MSF et Epi-centre.

6.2 Etat des effectifs bénévoles

Activités	2014	2013
Mission sociale	2,6	4,1
Recherche de fonds	3,2	3,5
Fonctionnement	1,5	1,9
TOTAL	7,3	9,6

Nombre de bénévoles exprimés en Equivalent Temps Plein.

Cet état considère un nombre global de bénévoles réguliers et ponctuels, au siège de l'association et dans les régions exprimé en nombre de personnes et en équivalent temps plein (ETP).

Il comprend les bénévoles des antennes régionales, des services du siège (Approvisionnement, Finance, Ressources Humaines, Direction générale, Informatique). Cela représente 78 personnes en 2014, 77 en 2013, 73 en 2012, 68 en 2011 répartissant leurs activités pour 36 % en support des missions, 44 % en recherche de fonds 21 % en services de fonctionnement.

7. Le compte d'emploi des ressources

EMPLOIS	Emplois de 2014	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2014	RESSOURCES	Ressources collectées en 2014	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2014
			Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		68 524 122
1. MISSIONS SOCIALES	224 106 783	118 188 748	1. RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC	168 907 451	168 907 451
1.1 Réalisées en France			1.1 Dons et legs collectés		
Actions réalisées directement			Dons manuels non affectés	59 693 151	
Versements à d'autres organismes agissant en France			Dons manuels affectés	2 736 106	
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs et autres libéralités non affectés	7 338 483	
Actions réalisées directement	223 078 449	117 290 486	Legs et autres libéralités affectés		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes	1 028 334	898 261	1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	99 139 711	
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	13 247 782	11 443 114	2. AUTRES FONDS PRIVÉS	36 509 940	
2.1 Frais d'appel à la générosité publique	12 712 779	11 076 542	3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	10 623 011	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	427 141	366 571	4. AUTRES PRODUITS	67 299 565	
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	107 862	-			
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	13 898 117	9 682 519			
I - Total emplois de l'exercice inscrits au compte de résultat	251 252 683		I - Total des ressources de l'exercice inscrites au compte de résultat	283 339 967	
II - Dotations aux provisions	2 348 834		II - Reprises des provisions	926 171	
III - Engagements à réaliser sur ressources affectées	455 653		III - Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	160 271	
			IV - Variation des fonds dédiés collectés auprès du public		- 295 383
IV - Excédent de ressources de l'exercice	30 369 237		V - Insuffisance de ressources de l'exercice		
V - TOTAL GÉNÉRAL	284 426 408	139 314 380	VI - TOTAL GÉNÉRAL	284 426 408	237 136 191
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		1 764 900			
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		141 079 280	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		141 079 280
			Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et utilisées en fin d'exercice		96 056 911

7.1 Principes, règles et méthodes retenus

Par application de l'ordonnance 2005-856 du 28 juillet 2005, le compte d'emploi des ressources (CER) est intégré dans l'annexe aux états financiers, accompagné des informations relatives à son élaboration. Les entités intégrées dans la combinaison du compte d'emploi des ressources, de même que les méthodes de combinaison retenues, sont celles citées dans la première partie du présent document.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 décembre 2008, qui complète la réglementation applicable en matière de présentation des comptes des associations, (loi n° 91-772 du 7 août 1991 et arrêté du 30 juillet 1993), le compte d'emploi des ressources combiné est établi selon les principes édictés par le règlement n°2008-12 du Comité de la réglementation Comptable (CRC).

Le CER rend compte, pour une année donnée, de la composition des dépenses et de l'origine des ressources, des ressources issues de la générosité publique et de leur « utilisation » pour financer les dépenses et les investissements.

Côté emplois, le CER regroupe les charges dans cinq rubriques distinctes : dépenses de missions sociales, frais de recherche de fonds, frais de fonctionnement, dotations aux provisions et ressources affectées non utilisées de l'exercice (R.A.N.U.).

Les ressources affectées non utilisées de l'exercice (R.A.N.U.) traduisent la partie des ressources affectées sur l'exercice 2014 par

des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée au 31 décembre 2014 conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le CER présente distinctement les dépenses de missions sociales entre celles réalisées en France, celles réalisées à l'étranger, et les versements à d'autres organismes (par opposition aux actions directement mises en oeuvre par l'association).

Une colonne est dédiée à la présentation de l'affectation par type d'emploi des ressources collectées auprès du public, celles-ci pouvant être affectées aux charges de l'exercice mais également aux investissements.

Côté ressources, le CER regroupe les produits dans six rubriques distinctes : les ressources collectées auprès du public, les autres fonds privés, les subventions et autres concours publics, les autres produits, les reprises de provision et le report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs.

Les ressources collectées auprès du public s'entendent de l'ensemble des dons et legs reçus des particuliers en France et à l'étranger (par les sections MSF et les Emirats). Seules deux entités de l'ensemble combiné reçoivent des dons des particuliers : l'Association MSF et la Fondation MSF.

Le report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs traduit la consommation sur l'exercice 2014 des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'avaient pu être utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard lors des exercices précédents.

Les ressources collectées auprès du public sont suivies sur une colonne particulière.

Celle-ci permet de faire le lien entre :

- le montant des ressources non affectées collectées auprès du public et non utilisées en début d'exercice (part des réserves provenant de la générosité publique en début d'exercice),
- les ressources collectées auprès du public sur l'exercice,
- l'utilisation sur l'exercice des ressources collectées auprès du public,
- et le montant des ressources non affectées collectées auprès du public et non utilisées

en fin d'exercice (part des réserves provenant de la générosité publique en fin d'exercice).

Les tableaux de passage présentés ci-après permettent de faire le lien entre le compte de résultat et le compte d'emploi des ressources.

7.2 Tableaux de passage du compte d'emploi des ressources combiné au compte de résultat combiné

7.2.1 Tableau de passage des emplois aux charges

COMPTE DE RÉSULTAT						
EMPLOIS	Charges de personnel	Autres charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles	Ressources affectées non utilisées de l'exercice	TOTAL CHARGES
Dépenses des opérations en France et à l'étranger	73 664 173	69 537 812	42 308	126 671	-	143 370 963
Support des opérations	15 145 214	5 626 080	565 451	25 232	-	21 361 977
Information et sensibilisation du public	2 409 216	646 189	-	5 353	-	3 060 759
Autres activités liées à la mission sociale	6 809 868	48 680 024	151 450	6 253	-	55 647 594
Versements à d'autres organismes	-	665 490	-	-	-	665 490
Missions sociales	98 028 471	125 155 595	759 208	163 509	-	224 106 783
Coûts directs d'appel à la générosité publique	1 874 355	10 805 375	4	33 044	-	12 712 779
Coûts de recherche des autres ressources privées	296 721	98 288	-	32 132	-	427 141
Coûts de recherche de fonds publics institutionnels	94 801	12 996	-	65	-	107 862
Frais de recherche de fonds	2 265 877	10 916 659	4	65 241	-	13 247 782
Frais de fonctionnement	6 722 321	7 104 131	55 182	16 483	-	13 898 117
TOTAL EMPLOIS	107 016 669	143 176 386	814 395	245 233	-	251 252 683
Dotations aux provisions	-	2 097 426	251 409	-	-	2 348 834
Ressources affectées non utilisées	-	-	-	-	455 653	455 653
TOTAL	107 016 669	145 273 811	1 065 804	245 233	455 653	254 057 170

7.2.2 Tableau de passage des ressources aux produits

COMPTE DE RÉSULTAT									
RESSOURCES	Dons privés	Ventes de marchandises fret et prestations de services	Ventes de produits	Subventions institutionnelles	Autres produits d'exploitation	Produits financiers	Produits exceptionnels	Consommation des RANU des exercices antérieurs	TOTAL produits
Ressources collectées auprès du public	168 907 451		0	0	0	0	0	0	168 907 451
Autres fonds privés	36 128 742		381 198	0	0	0	0	0	36 509 940
Ressources privées issues de la recherche de fonds	205 036 194	0	381 198	0	0	0	0	0	205 417 391
Subventions et autres concours publics	0		0	10 623 011	0	0	0	0	10 623 011
Ressources issues de la recherche de fonds	205 036 194	0	381 198	10 623 011	0	0	0	0	216 040 402
Ressources issues des activités liées à la mission sociale	0	51 858 067	574 101	0	6 095 792	0	0	0	58 527 960
Autres ressources	0	83 337	0	0	5 212 401	2 698 041	777 826	0	8 771 605
Autres produits	0	51 941 405	574 101	0	11 308 192	2 698 041	777 826	0	67 299 565
TOTAL RESSOURCES	205 036 194	51 941 405	955 299	10 623 011	11 308 192	2 698 041	777 826	0	283 339 967
Report des ressources affectées non utilisées	0		0					160 271	160 271
Reprises de provisions	0				810 022	84 056	32 093	0	926 172
TOTAL	205 036 194	51 941 405	955 299	10 623 011	12 118 214	2 782 097	809 919	160 271	284 426 408

7.2.3 CER contributif par entité

EMPLOIS	MSF	Epicentre	Fondation MSF	MSF Assistance	EUP	SCI MSF	SCI Sabin	MSF Logistique	Eliminations	Retraitements	Total combiné
Dépenses des opérations en France et à l'étranger	146 273 058	3 913 635	-	-	-	-	-	24 880 655	-31 777 538	81 153	143 370 963
Support des opérations	21 040 374	372 176	692 331	-	24 497	319 122	2 131	131 783	-1 221 851	1 414	21 361 977
Information et sensibilisation du public	2 502 332	-	607 295	-	168 129	48 817	8 890	-	-276 097	1 394	3 060 759
Autres activités liées à la mission sociale	798 609	5 974 547	-	-	-	6 768	-	49 589 906	-722 235	-	55 647 594
Versements à d'autres organismes	665 490	-	1 000 000	-	-	-	-	-	-1 000 000	-	665 490
Missions sociales	171 279 863	10 260 357	2 299 626	-	192 626	374 708	11 021	74 602 344	-34 997 722	83 961	224 106 783
Coûts directs d'appel à la générosité publique	12 439 212	-	241 350	48 138	7 096	1 394	22 307	-	-50 231	3 513	12 712 779
Coûts de recherche des autres ressources privées	393 418	-	-	34 954	-	991	4 113	-	-7 510	1 175	427 141
Coûts de recherche de fonds publics institutionnels	108 054	-	-	-	-	2 482	-	-	-2 673	-	107 862
Frais de recherche de fonds	12 940 684	-	241 350	83 091	7 096	4 867	26 420	-	-60 414	4 688	13 247 782
Frais de fonctionnement	11 154 815	1 166 900	102 012	2 359	177 374	108 438	10 109	2 283 923	-1 108 661	848	13 898 117
TOTAL EMPLOIS	195 375 362	11 427 258	2 642 987	85 451	377 095	488 013	47 550	76 886 267	-36 166 796	89 497	251 252 683
Dotation aux provisions	1 531 649	7 302	6	-	-	-	-	809 877	-	-	2 348 834
Ressources affectées non utilisées	340 203	-	115 450	-	-	-	-	-	-	-	455 653
TOTAL	197 247 214	11 434 560	2 758 443	85 451	377 095	488 013	47 550	77 696 144	-36 166 796	89 497	254 057 171

RESSOURCES	MSF	Epicentre	Fondation MSF	MSF Assistance	EUP	SCI MSF	SCI Sabin	MSF Logistique	Eliminations	Retraitements	Total combiné
Ressources collectées auprès du public	166 909 688	-	2 997 763	-	-	-	-	-	-1 000 000	-	168 907 451
Autres fonds privés	34 945 596	1 487 342	4 909	72 093							36 509 940
Ressources privées issues de la recherche de fonds	201 855 285	1 487 342	3 002 671	72 093	0	0	0	0	-1 000 000	0	205 417 391
Subventions et autres concours publics	10 541 188	43 154								38 668	10 623 011
Ressources issues de la recherche de fonds	212 396 473	1 530 496	3 002 671	72 093	0	0	0	0	-1 000 000	38 668	216 040 401
Ressources issues des activités liées à la mission sociale	7 091 370	4 546 277	103 485					76 120 955	-29 334 126		58 527 961
Autres ressources	6 582 017	5 346 035	290 249	36 396	377 095	508 441	78 444	1 424 266	-5 832 670	-38 668	8 771 605
Autres produits	13 673 387	9 892 312	393 734	36 396	377 095	508 441	78 444	77 545 221	-35 166 796	-38 668	67 299 565
TOTAL RESSOURCES	226 069 860	11 422 808	3 396 405	108 489	377 095	508 441	78 444	77 545 221	-36 166 797	0	283 339 967
Report des ressources affectées non utilisées	160 271		0								160 271
Reprises de provisions	423 683	451	0	32 093				469 944			926 172
TOTAL	226 653 813	11 423 259	3 396 405	140 583	377 095	508 441	78 444	78 015 165	-36 166 797	0	284 426 408

7.3 Les emplois

7.3.1 Représentation comptable des emplois de l'ensemble combiné

Dans le compte d'emploi des ressources, les emplois sont présentés en coût complet. Le compte d'emploi des ressources est monté directement à partir de la comptabilité analytique des entités combinées. Celle-ci reflète, au travers de centres de coûts distincts, les dépenses des différents services et activités de l'ensemble combiné.

La très grande majorité des dépenses est affectée directement à l'une des rubriques d'emplois du CER. Néanmoins certaines dépenses sont liées à des activités se rattachant à plusieurs rubriques. Elles sont alors ventilées entre les différents emplois concernés en fonction de clés de répartition.

Les clés de répartition utilisées sont différentes selon les dépenses à répartir. Les principales clés utilisées pour ventiler les activités des entités combinées par rubrique d'emplois sont les suivantes :

- temps passés par personne pour le travail des équipes de communication, de collecte et de partenariat, de gestion des missions financières terrain, des antennes régionales, de gestion du site web et de gestion de la photothèque, pour l'activité des épidémiologistes d'Epicentre,
- finalité des documents produits pour les activités de fabrication des supports de témoignage et de collecte de fonds,
- pourcentage de chiffre d'affaires réalisé avec l'association MSF et celui réalisé avec d'autres organisations, pour répartir au sein

de la mission sociale les dépenses d'activité de MSF Logistique et d'Épicentre entre dépenses d'opérations et autres activités à vocation humanitaire,

D'autre part, afin de présenter les activités en coût complet, les dépenses des services généraux et du support informatique sont réparties en fin d'année entre les différentes rubriques du compte d'emploi des ressources en fonction :

- de la surface occupée par le personnel dédié à chaque activité pour les coûts de loyers, les coûts informatiques et les charges générales,
- et des consommations téléphoniques réelles pour les télécommunications.

Les frais généraux de MSF Logistique dérogent à cette règle en raison de l'activité particulière de l'entité, et sont répartis en fonction du nombre de personnes affectées aux activités des emplois concernés.

7.3.2 Ventilation des dépenses de missions sociales

Le CER impose une présentation des dépenses de missions sociales ventilées entre trois catégories : « actions réalisées en France », « actions réalisées à l'étranger » et « versements à d'autres organismes ».

Les actions menées dans les pays d'intervention sont directement rattachables à l'une ou l'autre de ces catégories.

Les activités de support et d'information menées par le siège ne sont pas directement rattachables à ces catégories puisqu'elles concernent l'ensemble des pays d'intervention. Elles sont ainsi réparties

entre « actions réalisées en France » et « actions réalisées à l'étranger » en fonction de la part des actions menées dans les pays d'intervention dans chacune de ces catégories.

7.3.3 Détail des emplois de missions sociales

	2014	2013
Opérations conduites par MSF-France	137 473 766	130 614 308
Versements à d'autres organismes	362 844	4 028 344
Opérations pour le compte d'autres sections	5 534 352	5 447 174
Dépenses des opérations en France et à l'étranger	143 370 963	140 089 827
Support des opérations	21 361 977	20 709 518
Information et sensibilisation du public	3 060 759	2 965 631
Autres activités liées à la mission sociale	55 647 594	41 080 317
Versements à d'autres organismes	665 490	962 205
Missions sociales de MSF et de ses satellites	224 106 783	205 807 498

Les emplois affectés aux missions sociales s'élèvent en 2014 à 224.106.783 euros.

Ils regroupent les dépenses engagées par l'ensemble combiné au titre des activités :

- Assistance aux populations et formation, information, sensibilisation, recherche et développement dans le domaine médical par l'Association MSF ;
- Approvisionnement médical et logistique des missions de l'Association, d'autres sections MSF ou d'autres acteurs par MSF Logistique ;
- Activités de recherche, consultations et formations pour l'Association, d'autres sections MSF ou d'autres acteurs par Epicentre ;

- Centre de recherche (CRASH), publications, octroi de bourses d'étude, gestion immobilière des entrepôts et bureaux de MSF Logistique, gestion du centre de formation de l'Association à Mérignac par la Fondation ;
- Réalisation de films et mise à disposition d'images par EUP.

Ces emplois comprennent :

- Les dépenses directes d'opérations (équipes nationales et internationales en poste sur les terrains, approvisionnements médicaux et logistiques, soutiens administratifs locaux) menées par MSF Association seule ou conjointement avec d'autres sections MSF (137.473.766 euros), ou menées directement pour le compte d'autres sections MSF.
- Les versements à d'autres organismes dans le cadre des opérations. Ils s'élèvent en 2014 à 362.844 euros comprenant les contributions suivantes :
 - Projets de MSF Association menés au Niger avec Forsani, ONG médicale locale (141.796 euros),
 - Fonds International pour l'Innovation du mouvement MSF (45.795 euros),
 - Financement de 65.253 euros octroyé en Géorgie à une ONG locale (AMRA-2014) ,
 - Le financement d'un projet de MSF Belgique en Inde pour lequel MSF Association a reçu 110.000 euros de fonds privés affectés,
- Le support aux missions, qui correspond au pilotage, à la coordination et à l'évaluation des programmes, à l'appui technique fourni aux missions dans les domaines médical, logistique, financier et ressources

humaines (y compris recrutement, gestion administrative et formation). Ce support est déployé depuis le siège parisien, complété des équipes basées aux Emirats, New-York, Tokyo et Mérignac. Ces coûts, puisqu'ils sont engagés pour l'ensemble des activités déployées dans les pays d'intervention, sont ventilés entre les actions réalisées en France et celles réalisées à l'étranger au prorata des dépenses directes d'opérations conduite par l'association MSF. (voir également 7.3.2 «Ventilation des dépenses de missions sociales »).

- Les actions d'information et de sensibilisation du public, qui se composent d'événements de communication externe à des fins de témoignage : montage d'expositions, communiqués et dossiers de presse, rédaction de livres, production de films, etc. Elles sont ventilées de la même manière que les coûts des supports aux missions. (voir également 7.3.2 «Ventilation des dépenses de missions sociales »).
- Les versements à d'autres organismes en marge des activités purement opérationnelles de MSF Association (665.490 euros) comprennent le soutien de plusieurs initiatives du mouvement MSF :
 - Activités de la Drugs for Neglected Diseases Initiative (361.298 euros),
 - Campagne d'Accès aux Médicaments Essentiels (304.192 euros).
- Et les autres activités liées aux missions sociales qui regroupent les activités effectuées par les satellites (MSF Logistique et Epicentre principalement) à destination d'autres sections ou autres organisations. Elles sont affectées directement aux missions réalisées à l'étranger.

Les emplois des opérations réalisées à l'étranger comprennent les dépenses d'opérations engagées pour le compte d'autres sections MSF à hauteur de 5.534.352 euros. Ces dépenses correspondent à des coûts de personnel refacturés aux sections concernées.

7.3.4 Détail des emplois de recherche de fonds

	2014	2013
Frais de collecte France	10 187 419	10 052 248
Frais de traitement des dons	1 878 024	1 897 547
Frais de collecte Emirats	145 173	128 205
Gestion des legs	502 163	494 640
Frais d'appel à la générosité publique	12 712 779	12 572 640
Frais de recherche des autres fonds privés	427 141	621 702
Coûts de recherche des fonds publics institutionnels	107 862	114 620
TOTAL	13 247 782	13 308 961

Les frais de recherche de fonds distinguent les coûts associés à l'appel à la générosité publique, les coûts associés à la recherche d'autres fonds privés, et les coûts relatifs à la recherche de subventions ou concours publics auprès des agences d'Etat d'aide humanitaire (également appelés financements institutionnels).

Les coûts d'appel à la générosité publique s'élèvent en 2014 à 12.712.779 euros. Ils comprennent les frais associés aux actions mises en oeuvre par l'Association en France et aux Emirats-Arabes-Unis pour solliciter auprès des particuliers les dons nécessaires à la mise en oeuvre des missions sociales, les frais de traitement des dons (traitements manuels, informatiques et bancaires), ainsi que la gestion des libéralités consenties à l'Association.

Les frais de recherche des autres fonds privés sont constitués pour 331.256 euros des coûts de recherche de financements d'entreprises et de partenariats en France et aux Emirats-Arabes-Unis, et des dépenses liées à la diffusion de produits de type cartes de vœux, t-shirts, etc. à hauteur de 95.885 euros.

7.3.5 Détail des emplois de fonctionnement et autres charges

	2014	2013
Coût des services de fonctionnement	13 410 5271	13 017 174
Coût des services de fonctionnement Emirats	472 272	382 160
Dépenses liées aux activités marchandes diverses	15 319	192 364
TOTAL	13 898 117	13 591 697

L'administration et le fonctionnement général du groupe MSF-France sont assurés depuis les sièges des différentes entités par les directions générales, les directions des ressources humaines sièges, les directions financières, et les services de fonctionnement interne.

Les emplois de fonctionnement de l'ensemble combiné comprennent les coûts de la gouvernance associative de l'Association MSF et de ses satellites, ainsi que la participation de l'Association au fonctionnement du Bureau International MSF à Genève, qui s'élève en 2014 à 883.351 euros.

7.3.6 Engagements à réaliser sur ressources affectées

Les ressources affectées non utilisées s'élèvent à 455.653 euros. Elles correspondent pour :

- 339.001 euros à des dons reçus par l'Association MSF et affectés à l'épidémie d'Ebola utilisés pour poursuivre en 2015 les

activités initiées sur le second semestre 2014,

- 115.450 euros à la part du financement reçu de MSF Espagne, affecté au projet d'extension de la plateforme logistique de Mérignac, dont l'utilisation ne sera effective qu'en 2015 lors de l'achèvement des travaux portés par la Fondation.

7.4 Détail des ressources

7.4.1 Définition des ressources collectées auprès du public

Les ressources collectées auprès du public (dites ressources de générosité publique) sont définies comme regroupant les dons manuels, les legs et autres libéralités effectués par des donateurs particuliers aux sections MSF et bureaux étrangers, et servant à la mise en œuvre du projet opérationnel.

Cette approche internationale des ressources de générosité publique est soutenue par la volonté de rendre compte de la réalité économique et politique de la mise en œuvre du plan opérationnel développé par le groupe MSF-France.

Ainsi, ce projet opérationnel est conjointement défini et validé par les sections américaine, australienne, française et japonaise qui, chacune, lui apporte les ressources humaines et financières nécessaires à sa réalisation.

Par ailleurs, compte tenu de l'importante origine publique des ressources collectées par le mouvement MSF, cette définition internationale de la générosité publique a été étendue à l'ensemble des ressources reçues des sections MSF.

Les ressources collectées auprès du public reçues des autres sections de MSF sont déclarées par les sections.

en euros	2014	2013
Dons et legs des particuliers collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis	69 767 740	65 940 790
Dons des particuliers collectés par MSF-Australie, MSF-Japon, MSF-USA et autres sections MSF	99 139 711	81 649 652
Autres fonds privés collectés par les sections MSF	33 955 310	20 284 472
Autres fonds privés collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis	2 554 630	2 344 935
Ressources privées issues de la recherche de fonds	205 417 391	170 219 850
Subventions et autres concours publics	10 623 011	9 629 392
Ressources issues de la recherche de fonds	216 040 402	179 849 242
Ressources issues des activités liées à la mission sociale	58 527 960	44 666 292
Autres ressources	8 771 605	5 587 158
Autres produits	67 299 565	50 253 450
TOTAL RESSOURCES	283 339 967	230 102 692
Report des ressources affectées non utilisées	160 271	
Reprises de provisions	926 172	1 209 250
TOTAL PRODUITS	284 426 409	231 311 942

7.4.2 Détail des ressources

En 2014, les ressources privées issues de la recherche de fonds s'élèvent à 205.417.391 euros. Parmi celles-ci :

- 72.322.370 euros ont été collectés en France et aux Emirats comprenant :
 - 69.767.740 euros de ressources de générosité publique (dont des legs réalisés sur l'association MSF pour 7.137.589 euros, les donations gratifiées à la Fondation pour 200.894 euros, les dons manuels collectés par l'association MSF en France et aux Emirats pour 61.632.388 euros, par la Fondation MSF pour 1.796.869 euros) ;
 - 2.554.630 euros d'autres fonds privés (dont 2.146.637 euros de mécénat d'entreprises, 26.795 euros d'adhésions des membres de l'association MSF et 381.198 euros des recettes générées par les ventes de cartes de vœux ou autres produits).
- 133.095.021 euros ont été collectés par les sections du mouvement MSF comprenant :
 - 99.139.710 euros de ressources de générosité publique (dont 51.153.067 euros collectés par la section américaine, 21.456.920 euros par la section australienne, 20.028.010 euros par la section japonaise et 6.501.714 euros collectés par d'autres sections du mouvement MSF).
 - 33.955.310 euros d'autres fonds privés (dont 25.615.208 euros collectés aux Etats-Unis, 4.087.032 euros collectés en Australie, 2.386.845 euros collectés au Japon et 618.739 euros collectés par d'autres sections MSF).

Au total, les ressources provenant de la générosité publique de l'ensemble combiné

s'élèvent à 168.907.451 euros, dont 41 % collectées en France et aux Emirats.

L'augmentation très significative des ressources privées issues de la recherche de fonds du mouvement Médecins Sans Frontières, portée notamment par l'élan de générosité suscité par la prise en charge de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, a permis un rééquilibrage des moyens d'action entre les 5 centres opérationnels. Ce dernier a conduit les sections américaine et allemande à octroyer à la section française une contribution additionnelle de 30 millions d'euros sur l'exercice.

Les subventions et autres concours publics (également appelés financements institutionnels) correspondent aux financements obtenus auprès des agences d'aide internationales et gouvernementales, ainsi que des collectivités locales.

En 2014, le total de ces ressources s'élève à 10.623.011 euros, dont 5.664.071 euros reçus de l'Union Européenne, 1.779.072 euros du gouvernement suédois, 1.022.177 euros de Unitaïd, 604.152 euros du gouvernement norvégien, 485.585 euros du gouvernement danois, 410.000 euros du gouvernement suisse, 250.000 euros du gouvernement allemand, 166.667 euros du gouvernement irlandais, 43.154 euros des Nations Unies et 195.133 euros des collectivités locales françaises.

Les autres produits de 67.299.565 euros recouvrent des ressources issues des activités liées aux missions sociales à hauteur de 58.527.960 euros et d'autres ressources pour 8.771.605 euros :

- les ressources issues des activités liées aux missions sociales correspondent principalement aux produits des activités

des deux principaux satellites (50.246.910 euros de ventes de médicaments, de matériel médical et logistique générés par MSF Logistique et 1.611.157 euros de prestations de consultation, recherche et formation d'Épicentre pour d'autres acteurs) et aux produits de refacturation des dépenses engagées par la section française de MSF dans le cadre des missions menées en collaboration avec d'autres sections ou engagées par le siège (5.751.528 euros).

- les autres ressources comprennent des autres produits d'exploitation pour 5.157.688 euros générés principalement par les refacturations des activités d'Épicentre et de l'Association MSF à d'autres sections MSF, des produits financiers incluant les intérêts et plus-values générés par les placements (769.588 euros), les gains de change (1.928.453 euros), et les produits exceptionnels (777.826 euros).

Les 160.271 euros inscrits en report de ressources affectées non utilisées, correspondent aux fonds dédiés Philippines de 2013 intégralement repris en compte de résultat sur l'exercice.

Les reprises de provisions de l'année s'expliquent principalement par la fermeture sur 2014 des projets en Colombie, en République Démocratique du Congo et Ouganda dont les coûts de fermeture avaient été provisionnés fin 2013 (340.078 euros), par le dénouement des provisions pour moins value financières de fin 2013 sur MSF Association (83.605 euros) et par 469.944 euros de reprises de provisions pour dépréciation de stocks sur MSF Logistique.

7.4.3 Suivi des ressources collectées auprès du public

7.4.3.1 Mode de financement des emplois et immobilisations et affectation des ressources collectées auprès du public

L'ensemble des ressources de l'ensemble combiné a vocation à financer l'ensemble de ses emplois et de ses investissements.

Les affectations prioritaires de ressources sont régies par les quatre principes suivants :

- a. Dans le respect de la volonté des donateurs, les ressources affectées sont intégralement allouées aux dépenses concernées (par exemple : dons dédiés à une urgence ou à une thématique particulière).
- b. Dans le respect des engagements contractuels, les ressources sont allouées aux dépenses concernées conformément aux clauses contractuelles (par exemple : financements institutionnels).
- c. Les dépenses engagées pour le compte d'autres acteurs (sections ou ONG) sont financées par les ressources générées par ces activités (par exemple : refacturations aux satellites et sections MSF).
- d. La marge dégagée par les activités externes des satellites finance en priorité les frais de fonctionnement de ces satellites.

Les ressources de générosité publique non encore utilisées après application de ces différents principes, sont allouées aux emplois restant à financer (y compris les acquisitions d'immobilisation de l'année) à hauteur de ce que représentent dans le

total des ressources non encore utilisées, les seules ressources collectées auprès du public.

7.4.3.2 Utilisation de la générosité publique par catégorie d'emploi

Selon les principes décrits précédemment, l'ensemble combiné a utilisé 141.079.280 euros de ressources de générosité publique sur l'exercice 2014, soit 84 % des ressources collectées auprès du public sur l'année.

Les contributions additionnelles des sections du mouvement MSF, très majoritairement constituées des dons de particuliers, font mécaniquement croître les réserves de générosité publique de l'ensemble combiné. Elles s'élèvent ainsi à 96.056.911 euros et représentent 4,6 mois d'activité de l'ensemble combiné au 31 décembre 2014, contre 3,5 mois fin 2013.

La générosité publique a financé pour 1.764.900 euros les acquisitions des biens corporels et incorporels nets des encours de l'année.

Pour des raisons de clarté et de simplicité, les dotations aux amortissements de l'année ont été en totalité déduites des emplois finançables, plutôt que d'annuler dans la rubrique « Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées » le montant de générosité publique qui aurait été affecté au « financement » de dotations aux amortissements.

Les ressources collectées auprès du public sont ainsi affectées aux différentes catégories d'emplois du CER comme suit :

- 118.188.748 euros au financement des missions sociales (soit 84 % des ressources de générosité publique utilisées sur l'année)
- 11.443.114 euros au financement des frais de recherche de fonds (soit 8% des ressources de générosité publique utilisées sur l'année)
- 9.682.519 euros au financement des frais de fonctionnement (soit 7 % des ressources de générosité publique utilisées sur l'année).
- 1.764.900 euros au financement des acquisitions d'immobilisations.

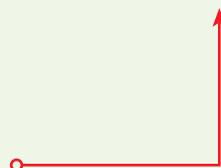
Les missions sociales sont financées à hauteur de 53 % par les ressources collectées auprès du public, les frais de recherche de fonds à hauteur de 86 % et les frais de fonctionnement à hauteur de 70 %.



3

Présentation de Médecins Sans Frontières

Organisation de MSF et gouvernance	69-71
Le groupe MSF-France	72-103
MSF Association	76
Fondation MSF	82
MSF Logistique	88
Epicentre	92
MSF Assistance	96
EUP	98
SCI Médecins Sans Frontières	100
SCI Sabin	102



Organisation de MSF et gouvernance

1. Le mouvement Médecins Sans Frontières

1.1 Présentation du mouvement

Médecins Sans Frontières est une association médicale humanitaire internationale, créée en 1971 à Paris par des médecins et des journalistes. Elle délivre ses secours en toute indépendance et impartialité et se réserve le droit de s'exprimer publiquement sur les situations dont ses équipes peuvent être témoins. Réunies autour d'une même charte, les équipes de MSF sont composées de personnel médical, logistique et administratif de dizaines de nationalités différentes, expatriés ou employés localement. Elles apportent leurs secours dans le respect des principes de l'action humanitaire et de l'éthique médicale.

Aujourd'hui, le mouvement international MSF compte vingt-quatre associations dont cinq centres opérationnels, ainsi que plusieurs bureaux de représentation et entités spécialisées appelées satellites. Toutes les associations sont des entités juridiquement indépendantes enregistrées en conformité avec les lois du pays dans lequel elles sont établies et réunies autour d'une seule et même charte. Sur le terrain, chaque centre opérationnel mène ses propres projets de manière indépendante, tout en assurant un échange d'information dans un souci de

cohérence. Lors d'urgences de très grande ampleur, les différents centres opérationnels qui interviennent s'efforcent de se répartir la tâche pour déployer des secours plus efficaces.

MSF International est l'association qui a pour objectif de préserver l'identité de MSF, d'apporter un soutien au mouvement en termes de coordination et d'information, et de représenter MSF auprès des institutions internationales. Elle a pour membres les associations MSF nationales et régionales, des individus et le Président international.

Les organes de gouvernance associative du mouvement sont les suivants :

- l'Assemblée Générale Internationale (AGI) est la plus haute autorité de MSF International, en charge de préserver la mission sociale médicale et humanitaire de MSF, et de donner une orientation stratégique au Mouvement MSF. Elle délègue des tâches à un Conseil d'Administration international, qui doit lui rendre compte pour l'exécution de ces tâches.

Elle se réunit annuellement et comprend deux représentants de chaque association, deux représentants des membres individuels de MSF International, et le Président international, lui-même élu par les représentants. Chaque représentant, ainsi que le Président international, dispose

d'un vote indépendant pour se prononcer sur les questions soumises à la décision de l'Assemblée.

- Le Conseil d'Administration International (CAI) comprend 12 membres ayant un droit de vote, et un trésorier coopté sans droit de vote :
 - le Président international ;
 - cinq représentants nommés par les Centres opérationnels (un par centre opérationnel) ;
 - six membres (le nombre de représentants des centres opérationnels plus un) élus par l'Assemblée générale internationale.

Les deux tiers des membres du Conseil d'Administration international ont une formation médicale. Le Secrétaire général assiste aux réunions du Conseil d'Administration en tant que secrétaire sans droit de vote.

Le Conseil d'Administration se réunit généralement huit fois par an ou aussi souvent que ses responsabilités l'exigent.

Le Conseil d'Administration international peut être directif, mais il a pour vocation de jouer un rôle d'orientation; il rend compte de la mise en œuvre des décisions, et facilite l'accord au sein du mouvement en temps utile. Le CAI est notamment mandaté pour résoudre les problèmes au sein du mouvement MSF, ouvrir et fermer des entités exécutives, émettre des recommandations pour l'Assemblée Générale Internationale.

Les plateformes de gouvernance exécutive sont les suivantes :

- Le Bureau International abrite le secrétariat de MSF International est en charge de coordonner les exécutifs dans le mouvement, d'assurer un soutien en termes de circulation de l'information, de représenter MSF à l'extérieur et de mettre en œuvre des initiatives et

projets internationaux selon les besoins. Son siège est à Genève et son personnel est réparti dans toutes les sections MSF.

- L'ExCom (Comité Exécutif) est une formation regroupant les directeurs généraux des sections. Il est responsable devant le CAI de la mise en œuvre des politiques définies et constitue un espace de réflexion et de conseil sur des questions opérationnelles stratégiques. Se réunissent, selon les sujets à l'ordre du jour, le Full Excom (composé de tous les directeurs généraux des sections MSF, du secrétaire médical international et du secrétaire général), ou le Core ExCom (composé des directeurs généraux des cinq centres opérationnels, du secrétaire médical international, de deux autres directeurs généraux élus par le Full ExCom et du secrétaire général).
- Les plateformes internationales thématiques: Opérations, Médical, Communication, Collecte de fonds, Finance, Ressources Humaines, Logistique, Systèmes d'Information.

Les dix-neuf associations non opérationnelles poursuivent des activités de collecte de fonds, de communication et de recrutement. Elles participent également à la définition et à la mise en œuvre des opérations sous la responsabilité d'un des cinq centres opérationnels au sein de partenariats privilégiés. Ainsi le projet opérationnel mis en œuvre par le centre opérationnel parisien est conjointement défini et validé par les sections américaine, australienne, française et japonaise qui, chacune, lui apporte les ressources humaines, financières ou techniques nécessaires à sa réalisation. Les liens entre ces quatre sections, partenaires du groupe opérationnel de Paris (OCP), ont été formalisés par un accord entre leurs conseils d'administration et par la création

d'un Comité de Groupe (« Group Committee ») dans lequel chacun d'entre eux est représenté. Ce comité est en charge de la validation et du suivi des plans stratégique et annuel de la mission sociale du groupe ainsi que du budget opérationnel.

Les échanges entre les sections (projets internationaux, ressources humaines, collecte de fonds...) occasionnent de nombreux flux financiers qui biaisent la lecture des comptes nationaux. Depuis de nombreuses années déjà, alors qu'aucun texte de loi ne l'exige, les comptes internationaux de Médecins Sans Frontières sont combinés, certifiés et présentés chaque année dans le rapport d'activité international. Cette combinaison, établie selon des standards internationaux dérivés des IFRS (International Financial Reporting Standards) et adaptés à une organisation sans but lucratif, a le même objectif de présentation d'une image fidèle de l'emploi des fonds, après élimination des flux financiers internes. Le rapport financier international est disponible sur le site internet international de MSF (www.msf.org).

Le mouvement international MSF en chiffres au 31 décembre 2013

(Comptes combinés de l'exercice 2014 non encore approuvés à l'émission de ce rapport)

1.2 Les autres activités humanitaires du mouvement

Médecins Sans Frontières a lancé en 1999 la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels (CAME). Son but est d'améliorer l'accès à des traitements, à des outils diagnostics et des vaccins de qualité répondant aux besoins des patients sur ses terrains d'intervention. Elle encourage d'autres formes de financement de la recherche médicale dont les objectifs seraient définis en fonction des besoins les plus importants et non plus en fonction d'une logique de marché. Conjugée à d'autres organisations internationales, son action a rendu possible la baisse des prix et l'importation de molécules génériques. La CAME est financée par l'ensemble des sections du mouvement MSF.

Poursuivant le même objectif d'amélioration de l'accès aux traitements, Médecins Sans Frontière a lancé en 2002, avec l'appui de partenaires internationaux¹, une nouvelle initiative visant à favoriser la recherche et le

¹ L'Institut Pasteur, Médecins Sans Frontières et quatre instituts de recherche du secteur public des pays à forte prévalence endémique : la Fondation Oswaldo Cruz/Farmanguinhos au Brésil, ICMR (Indian Council for Medical Research) en Inde, KEMRI (Kenya Medical Research Institute) au Kenya, le Ministère de la Santé de Malaisie, avec le soutien du programme spécial UNICEF/PNUD/Banque mondiale/OMS de recherche et de formation concernant les maladies tropicales (TDR).

En millions d'euros	2013		2012		En millions d'euros	2013	2012
Fonds privés	900	89%	839	89%	Actifs long terme	62	57
Fonds institutionnels	93	9%	83	9%	Actifs court terme	87	92
Autres recettes	16	16%	16	2%	Trésorerie et valeurs assimilables	616	551
TOTAL PRODUITS	1009	100%	938	100%	TOTAL ACTIF	765	700
Opérations	724	76%	723	77%	Fonds affectés pour investissement	3	3
Témoignage	30	3%	32	3%	Fonds non affectés	628	580
Autres activités humanitaires	9	1%	7	1%	Autres fonds propres	3	15
Total Mission Sociale	764	80%	762	81%	Total Fonds propres	634	598
Recherche de fonds	132	14%	125	13%	Provisions	6	5
Fonctionnement	57	6%	57	6%	Autres dettes	97	91
					Fonds affectés non dépensés	28	6
TOTAL CHARGES	953	100%	944	100%	TOTAL PASSIF	765	700
Profits et pertes nets sur change	-8		-5				
RESULTAT	48		-11				

développement de nouveaux médicaments permettant de traiter les patients atteints par les maladies les plus négligées.

Cette initiative a donné lieu à la création d'une fondation de droit suisse, DNDi (« Drugs for Neglected Diseases initiative »). Le mouvement MSF est l'un des membres du Conseil d'Administration de DNDi et supporte financièrement le développement de cette initiative.

2. Le « groupe » MSF-France

Le « groupe » MSF-France est constitué de l'association MSF et de ses satellites. Afin d'améliorer son efficacité et son expertise, l'association s'est entourée de satellites spécialisés auxquels sont confiées des missions qui intègrent et complètent son activité. Les équipes de support en charge de certains projets et pays sont décentralisées dans les sections partenaires du groupe MSF-France à New York, Tokyo Sydney sous la responsabilité de la direction des opérations ou de la direction médicale de MSF-France. Ces unités décentralisées ont également pour objectif de garantir une meilleure cohérence autour du projet opérationnel, au sein des sections MSF partenaires de MSF-France, et de leur permettre une meilleure proximité avec les opérations.

2.1 L'association Médecins Sans Frontières (MSF-France)

L'association regroupe les missions de terrain, le siège parisien, des antennes régionales en France et un bureau aux Emirats-Arabo-Unis. Le rôle des antennes et du bureau est de relayer les messages de témoignage, de recruter des volontaires et de collecter des fonds. Les statuts de l'association sont publiés sur son site internet (www.msf.fr). Les principaux organes de gouvernance sont représentés par :

- L'Assemblée Générale des membres de l'association ;
- Le Conseil d'Administration qui se réunit mensuellement et dont la composition est communiquée sur le site internet de l'association (www.msf.fr) ;
- Le Comité de Direction, qui réunit chacun des directeurs de départements (direction générale, opérations, ressources humaines, médicale, logistique, finance, communication, collecte de fonds, juridique et systèmes d'information).

2.2 Les satellites

Les conseils d'administration des associations satellites et de la fondation sont principalement composés d'administrateurs de

	STATUT JURIDIQUE	ACTIVITES
MSF Logistique	Association	Achats, conditionnement, stockage et affrètement des médicaments et du matériel, médical ou non médical, destinés aux missions
Epicentre	Association	Recherche épidémiologique, études médicales, support informatique, et formation du personnel médical
Fondation MSF	Fondation	Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires en France et à l'étranger (reconnue d'utilité publique en mars 91). Propriétaire du siège de MSF Logistique et du centre de formation logistique de l'association MSF à Mérignac
Etat d'Urgence Production	SARL	Activité audiovisuelle : réalisation de films institutionnels, de témoignage et d'information sur les missions
MSF Assistance	Association	Activités de recherche de fonds auprès des entreprises
SCI MSF et SCI Sabin	SCI	Propriétaires et gérants des locaux du siège parisien de MSF Association

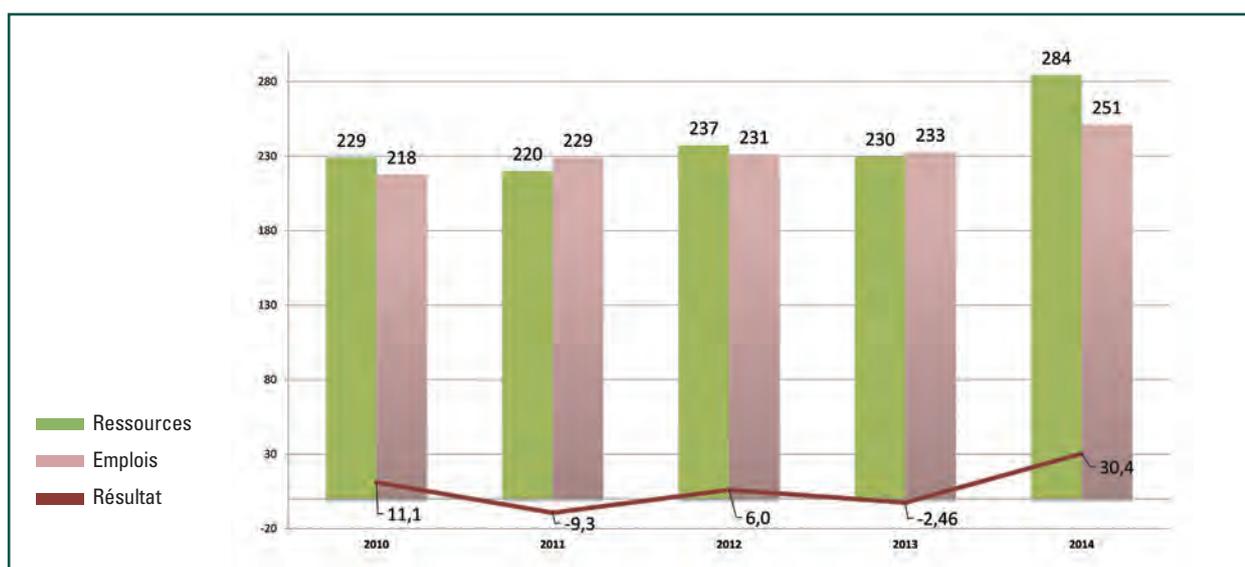
MSF Association, et la gérance des sociétés satellites est assurée par les dirigeants de MSF Association.

- Les ressources sont exprimées hors reprises de provisions et incluent la variation nette des ressources affectées non utilisées ;
- Les emplois sont exprimés hors dotations aux provisions.

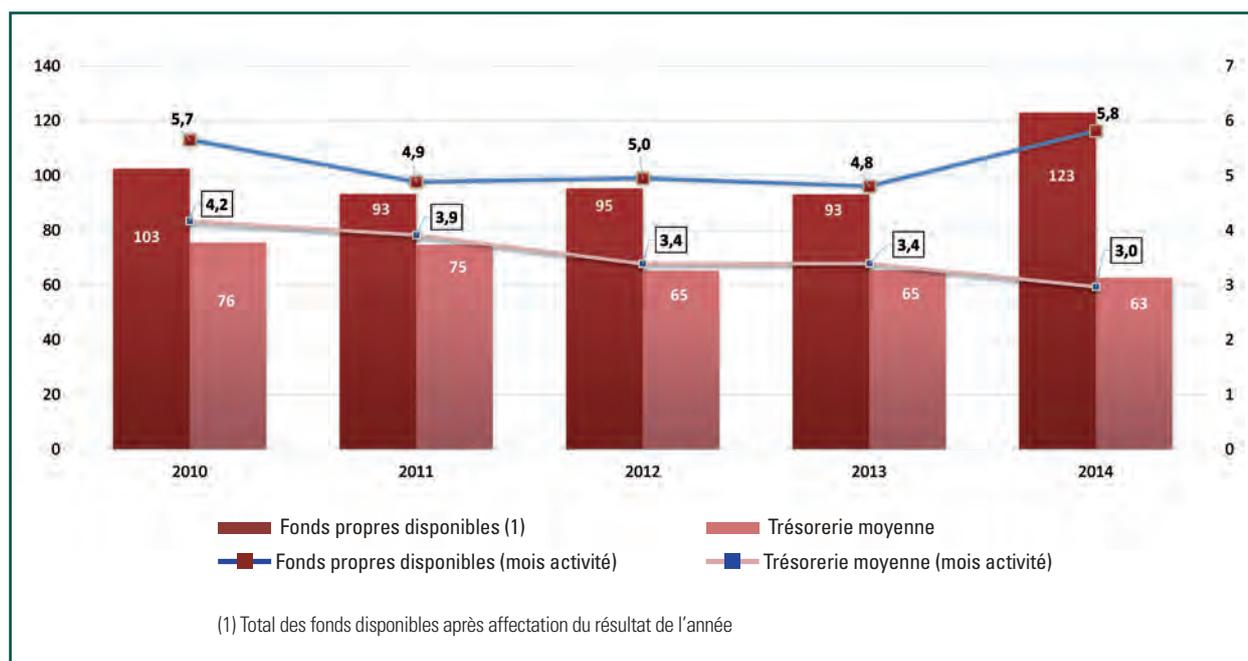
2.3 Principaux indicateurs

Afin de fournir une information et des indicateurs comparables d'une année sur l'autre :

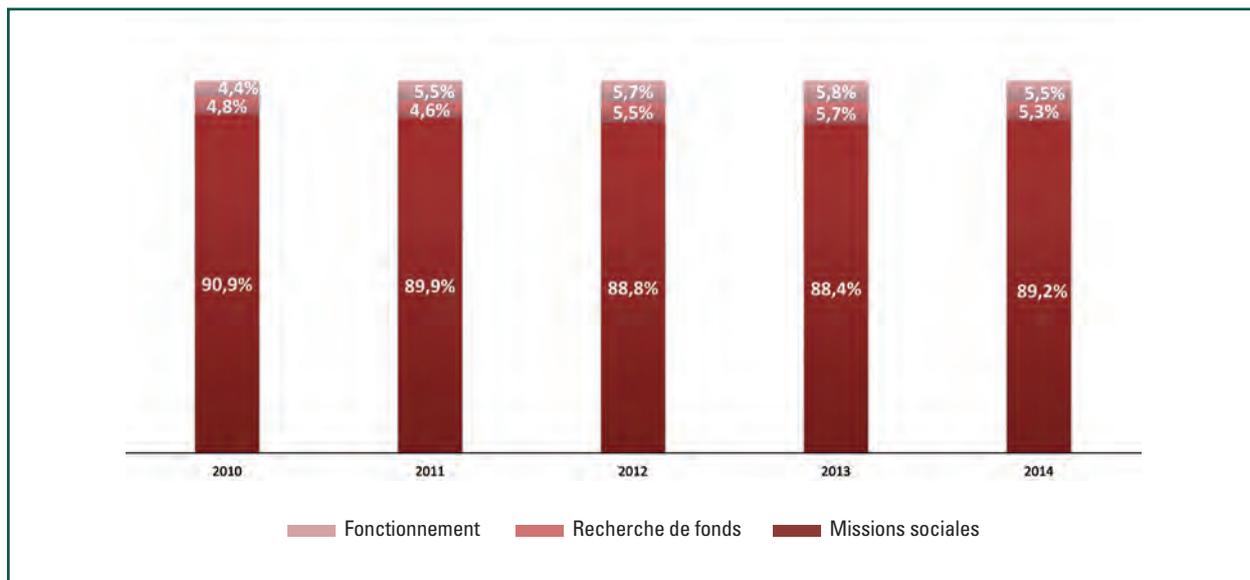
RESSOURCES, EMPLOIS ET RESULTATS COMBINÉS (en millions euros)



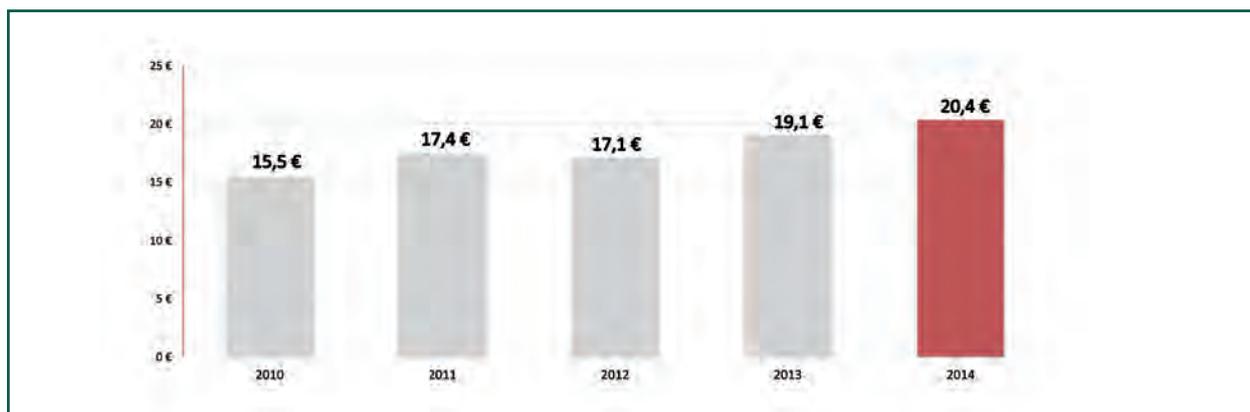
FONDS PROPRES DISPONIBLES ET TRESORERIE MOYENNE (en millions euros)



COMPOSITION DES EMPLOIS COMBINÉS (en %)



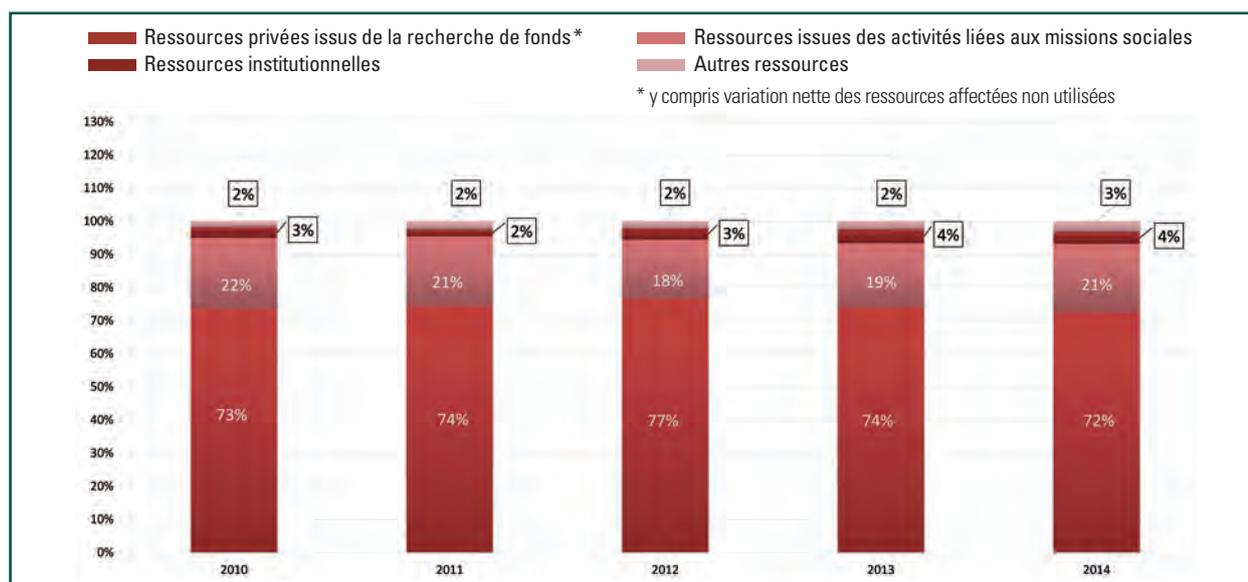
COÛT DE L'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC



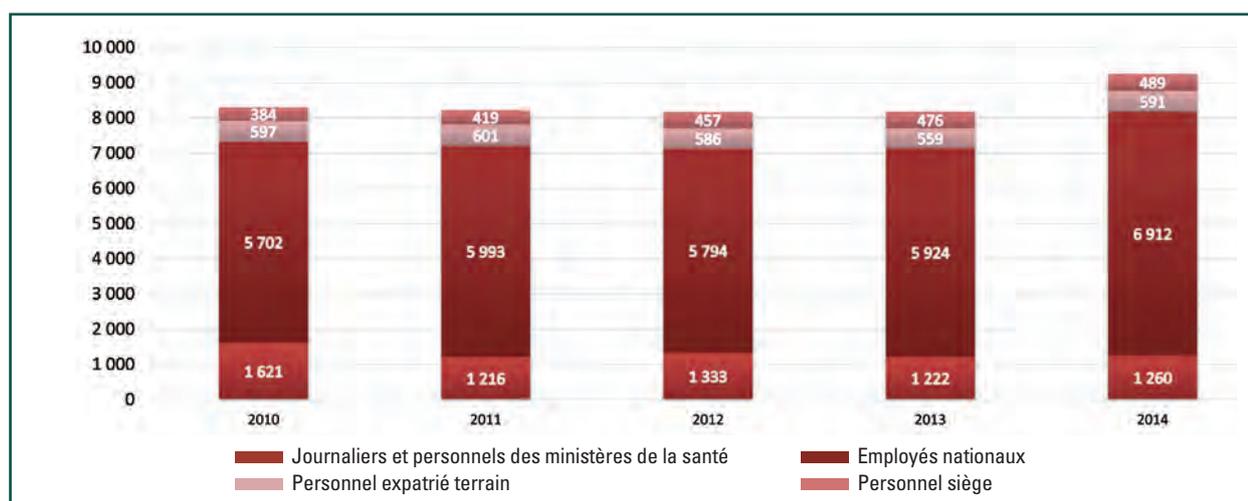
COÛT DE LA RECHERCHE DE FONDS PRIVÉS



ORIGINE DES RESSOURCES COMBINÉES (en %)



EFFECTIFS MOYENS ANNUELS



2.4 Les comptes sociaux des entités du « groupe » MSF-France

Les comptes des entités françaises (association MSF et satellites) sont combinés pour refléter dans une unité économique distincte, l'ensemble des flux financiers des entités contrôlées par le Conseil d'Administration de l'association. La combinaison consiste à intégrer l'ensemble

des comptes des entités après avoir neutralisé les flux inter-entités et réalisé les retraitements nécessaires. Elle a pour objectif de garantir à nos donateurs la transparence de nos comptes. Les comptes de résultat et les bilans de chaque entité ainsi que les comptes d'emploi des ressources intégrés aux annexes des comptes annuels de l'association MSF et de la Fondation MSF sont présentés ci-après.

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Médecins Sans Frontières

Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901
Reconnue d'utilité publique par le décret du 10 juin 1985
8, rue Saint Sabin
75011 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Compte d'emploi des ressources

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note 5 de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n°2008-12 du Comité de la Réglementation Comptable et ont été correctement appliquées.

Estimations comptables

Votre association constitue des provisions pour risques, tel que cela est décrit dans les notes 2.11 et 3.2.3 de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre association pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'examen des états de synthèse de ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris - La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 mai 2015

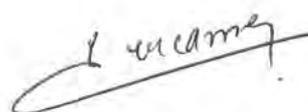
Les commissaires aux comptes

Ernst & Young Audit



Bruno BIZET

Deloitte & Associés



Jean-Pierre VERCAMER

Bilan MSF Association au 31 décembre 2014

en euros

ACTIF

	Brut	Amort.	Net 2014	Net 2013
Concessions/Licences	1 375 536	1 182 466	193 070	136 090
Immobilisations incorporelles	1 375 536	1 182 466	193 070	136 090
Installations et divers aménagements	1 058 531	745 535	312 996	394 125
Matériels, mobilier, informatique	1 683 626	1 296 073	387 553	233 955
Autres immobilisations	833 527	731 477	102 050	135 967
Immobilisations en cours	1 164 141		1 164 141	921 725
Immobilisations corporelles	4 739 824	2 773 084	1 966 740	1 685 772
Titres de participation	1 003 758		1 003 758	1 003 758
Créances sur participations et associations rattachées Groupe MSF-France	19 971 513		19 971 513	18 112 558
Dépôts de cautionnement	649 373		649 373	663 178
Immobilisations financières	21 624 643		21 624 643	19 779 494
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	27 740 003	3 955 551	23 784 453	21 601 356
Stock de matières et autres approvisionnements	403 502		403 502	436 547
Financements à recevoir	1 866 352	508 648	1 357 704	1 636 969
Legs et dons à recevoir	191 475		191 475	2 419 168
Créances Clients Groupe MSF	1 224 176		1 224 176	899 607
Créances sur autres sections MSF	33 900 509		33 900 509	4 005 964
Clients et comptes rattachés	39 189	3 136	36 053	18 395
Autres créances	448 955		448 955	413 786
Créances brutes	37 670 656	511 784	37 158 872	9 393 890
Valeurs mobilières de placement	40 688 608		40 688 608	45 692 498
Banques et CCP	28 906 478		28 906 478	20 641 451
Soldes trésoreries missions	5 938 668		5 938 668	5 121 615
Caisses	152 857		152 857	145 884
Dons à l'encaissement	2 066 752		2 066 752	
Disponibilités	37 064 755		37 064 755	25 908 950
Ecarts de conversion actif	214 433		214 433	7 003
Charges constatées d'avance	2 572 785		2 572 785	1 583 831
Comptes de régularisation	2 787 219		2 787 219	1 590 834
TOTAL ACTIF CIRCULANT	118 614 740	511 784	118 102 956	83 022 719
TOTAL ACTIF	146 354 744	4 467 335	141 887 409	104 624 075
Engagements reçus*				

*les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

en euros

PASSIF

	2014	2013
Fonds de générosité publique	62 600 786	61 780 454
Fonds de réserve	21 814 519	24 188 836
Fonds disponible	84 415 305	85 969 290
Résultat	29 406 599	-1 553 985
TOTAL FONDS PROPRES	113 821 904	84 415 305
Fonds dédiés Philippines		157 608
Fonds dédiés BAM/IRAN	58 285	58 285
Fonds dédiés ALGERIE	18 580	18 580
Autres fonds dédiés	350 556	13 015
TOTAL FONDS DEDIES	427 422	247 489
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES	1 681 731	1 082 414
Soldes créditeurs de banque	816 949	43 177
Dettes Groupe MSF	4 593 028	3 808 300
Dettes autres sections MSF	5 747 829	2 169 662
Dettes fournisseurs	2 526 785	2 529 946
Dettes fiscales et sociales	11 373 570	8 773 775
Indemnités à payer	32 316	241 878
Autres dettes	38 758	445 988
Dettes	25 129 235	18 012 725
Financements perçus d'avance	768 348	823 797
Ecarts de conversion passif	58 769	42 346
Comptes de régularisation	827 117	866 143
TOTAL PASSIF EXIGIBLE	25 956 352	18 878 868
TOTAL PASSIF	141 887 409	104 624 075
Engagements donnés*	-	-

Compte de résultat MSF Association au 31 décembre 2014

	en euros			en euros	
Charges	2014	2013	Produits	2014	2013
Médicaments et matériel médical	22 613 344	25 531 034	Dons privés	60 535 797	56 585 153
Nourriture	2 052 038	2 667 885	Dons organismes privés	132 845 999	102 544 083
Matériel logistique et sanitation	6 459 603	7 554 296	Cotisations	26 795	24 033
Équipement et matériel	3 588 042	2 481 229	Legs	7 137 589	8 087 049
Matières, fournitures et petit matériel	2 995 379	1 852 967	Dons privés	200 546 180	167 240 318
Études et prestations incorporées	5 712 559	7 369 909	Cartes de vœux	309 104	605 489
Achats pour revente	174 862	203 996	Livres	488	468
Variation de stocks de matières & autres appros	33 045	5 704	Guide-lines	625 537	420 594
Achats de matières & autres appros	43 628 871	47 667 019	Autres	1 458	4 335
Prestations de services diverses	7 083 878	6 575 712	Ventes de produits	936 588	1 030 886
Loyers et charges locatives	9 950 916	8 024 591	Extérieur	5 760	6 010
Location de matériel	-	-	Prestations de services	5 760	6 010
Entretien, maintenance et réparations	3 618 853	1 026 913	Financements UE	5 664 071	3 880 287
Assurances	294 934	244 193	Autres financements	4 877 118	5 685 758
Documentation	216 378	248 936	Subventions institutionnelles	10 541 188	9 566 045
Honoraires	1 043 895	1 251 708	Financements et Subventions d'exploitation	1 000 000	773 909
Information/publications	2 390 118	2 920 486	Produits des activités annexes	16 101	20 178
Transports	9 580 083	7 898 610	Autres produits de gestion courante	9 869 382	9 540 251
Déplacements et frais de mission	11 939 427	11 368 296	Reprise sur amortis/prov. et transfert de charges d'exploitation	340 078	468 074
Frais de représentation	479 087	370 845	Autres produits exploitation	11 225 561	10 802 412
Frais postaux et de télécommunication	4 040 551	4 127 664	PRODUITS D'EXPLOITATION	223 255 277	188 645 671
Frais bancaires et assimilés	475 858	439 949	Produits des créances	4 110	7 104
Subventions exploitation	2 503 994	6 194 951	Produits des placements	710 546	734 460
Services extérieurs	53 617 972	50 692 853	Intérêts des comptes rémunérés	47 045	56 551
Achats et services extérieurs	97 246 843	98 359 872	Produits de change	1 770 633	508 753
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	2 669 301	2 611 560	Reprise s/amorts et prov. Financières	83 605	35 447
Salaires	21 519 027	20 872 535	PRODUITS FINANCIERS	2 615 938	1 342 315
Indemnités	6 289 466	5 431 731	Produits exceptionnels	622 327	309 815
Charges sociales et assurances	12 193 420	11 322 169	PRODUITS EXCEPTIONNELS	622 327	309 815
Charges de personnel France	40 001 914	37 626 435	TOTAL PRODUITS	226 493 543	190 297 801
Charges de personnel national	47 229 675	44 163 189	Consommation des Ressources Affectées Non Utilisées des exercices antérieurs	160 271	-
Salaires et charges refacturées	6 998 433	6 642 186	RÉSULTAT NÉGATIF	-	1 553 985
Autres charges de personnel	6 998 433	6 642 186	TOTAL GÉNÉRAL	226 653 813	191 851 787
Charges de personnel	94 230 021	88 431 809			
DOTATIONS AMORTS/PROV. - EXPLOITATION	1 719 132	916 028			
CHARGES D'EXPLOITATION	195 865 297	190 319 270			
Agios	276	1 356			
Pertes de change	602 514	1 091 199			
Dotations amortis/prov. - financier	214 433	83 605			
CHARGES FINANCIERES	817 223	1 176 161			
Charges exceptionnelles	224 490	195 513			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	224 490	195 513			
TOTAL CHARGES	196 907 011	191 690 943			
Ressources Affectées Non Utilisées de l'exercice	340 203	160 843			
RÉSULTAT POSITIF	29 406 599	-			
TOTAL GÉNÉRAL	226 653 813	191 851 787			

Compte d'emploi des ressources MSF Association

en euros			en euros		
EMPLOIS	Emplois de 2014	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2014	RESSOURCES	Ressources collectées en 2014	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2014
			Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		62 600 785
1. MISSIONS SOCIALES	171 279 863	118 214 455	1. RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	166 909 688	166 909 688
1.1 Réalisées en France			1.1 Dons et legs collectés		
Versements à d'autres organismes agissant en France	427 450	398 728	Dons manuels non affectés	57 942 632	
			Dons manuels affectés	3 689 756	
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs et autres libéralités non affectés	7 137 589	
Actions réalisées directement	169 824 078	117 275 682	1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	98 139 711	
Versements à un organisme central ou d'autres organismes	1 028 334	540 045			
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	12 940 684	11 906 713	2. AUTRES FONDS PRIVÉS	34 945 596	
2.1 Frais d'appel à la générosité publique	12 439 212	11 547 921	3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	10 541 188	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	393 418	358 792	4. AUTRES PRODUITS	13 673 387	
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	108 054				
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	11 154 815	7 621 328			
I - Total emplois de l'exercice inscrits au compte de résultat	195 375 362		I - Total des ressources de l'exercice inscrites au compte de résultat	226 069 860	
II - Dotations aux provisions	1 531 649		II - Reprises des provisions	423 683	
III - Engagements à réaliser sur ressources affectées	340 203		III - Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	160 271	
			IV - Variation des fonds dédiés collectés auprès du public		- 179 933
IV - Excédent de ressources de l'exercice	29 406 599		V - Insuffisance de ressources de l'exercice		
V - TOTAL GENERAL	226 653 813	137 742 496	VI - TOTAL GENERAL	226 653 813	166 729 756
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		1 504 883			
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		139 247 378	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		139 247 378
			Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et utilisées en fin d'exercice		90 083 162



Fondation Médecins Sans Frontières

Exercice clos le 31 décembre 2014

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le comité de direction, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Fondation Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Compte d'emploi des ressources

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note 5.1 de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 12 mai 2015

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Bruno Bizet

Bilan Fondation MSF au 31 décembre 2014

en euros	ACTIF				en euros	PASSIF	
	Brut	Amort.	Net 2014	Net 2013		2014	2013
Concessions/Licences	32 087	32 087		3 328	Dotation initiale	806 584	806 584
Immobilisations incorporelles	32 087	32 087		3 328	Dotation statutaire	39 099	39 099
Terrains	3 243 130		3 243 130	3 143 470	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme	825 000	825 000
Constructions	8 409 908	2 727 080	5 682 828	5 791 922	Autres réserves	628 654	629 957
Installations et divers aménagements	4 052 714	1 398 778	2 653 937	2 890 142	Fonds disponibles	628 654	629 957
Matériel, mobiliers, informatique	8 129	8 053	76	884	Subventions et réserves d'investissement	4 974 228	5 229 487
Immobilisations en cours	585 657		585 657	195 481	Résultat	637 962	-217 894
Immobilisations corporelles	16 299 538	4 133 911	12 165 627	12 021 900	TOTAL FONDS PROPRES	7 911 527	7 312 233
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	16 331 625	4 165 998	12 165 627	12 025 228	TOTAL FONDS DEDIES	115 450	
Legs et dons à recevoir				29 565	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES	6	
Créances Clients Groupe MSF	3 077 282		3 077 282	1 574 681	Emprunts et dettes assimilés	6 000 000	6 000 000
Créances sur autres sections MSF	28 350		28 350	32 224	Dettes Groupe MSF	1 761 968	919 993
Autres créances	15 346		15 346	2 071	Dettes fournisseurs	228 151	155 448
Créances brutes	3 120 978		3 120 978	1 638 541	Dettes fiscales et sociales	214 834	215 346
Valeurs mobilières de placement	858 177		858 177	680 251	Autres dettes	178 201	
Banques et CCP	135 693		135 693	164 364	Dettes	8 383 154	7 290 787
Dons à l'encaissement	45 361		45 361	1	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	8 383 154	7 290 787
Disponibilités	181 054		181 054	164 364	TOTAL PASSIF	16 410 137	14 603 020
Ecarts de conversion actif	6		6		Engagements donnés*		
Charges constatées d'avance	84 294		84 294	94 637			
Comptes de régularisation	84 301		84 301	94 637			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 244 510		4 244 510	2 577 792			
TOTAL ACTIF	20 576 135	4 165 998	16 410 137	14 603 020			
Engagements reçus*	825 000						

*les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

Compte de résultat Fondation MSF au 31 décembre 2014

	en euros			en euros	
Charges	2014	2013	Produits	2014	2013
Matières, fournitures et petit matériel		1 399	Dons privés	1 796 869	1 190 156
Achats de matières & autres appros		1 399	Dons organismes privés	1 004 909	5 968
			Legs et donations	200 894	
Prestations de services diverses	49 528	18 338	Dons privés	3 002 671	1 196 124
Loyers et charges locatives	17 406	20 124			
Entretien, maintenance et réparations	863	-	Groupe MSF	160 068	781 120
Assurances	20 807	20 800	Prestations de services	160 068	781 120
Documentation	245	177			
Honoraires	59 254	58 441	Produits des activités annexes	4 111	4 180
Informations/publications	58 666	58 656	Autres produits de gestion courante	149 890	165 668
Déplacements et frais de mission	15 921	17 836	Autres produits exploitation	154 001	169 848
Frais de représentation	113	158			
Frais postaux et de télécommunication	28 972	28 222			
Frais bancaires et assimilés	1 677	1 244			
Subventions exploitation	1 087 592	847 000			
Services extérieurs	1 341 043	1 070 996			
Achats et services extérieurs	1 341 043	1 072 395			
Impôts, taxes et versements assimilés	62 676	84 737			
Salaires	402 288	462 260			
Charges sociales et assurances	187 336	213 646			
Charges de personnel France	589 625	675 906			
Salaires et charges refacturées	100 968	94 249			
Autres charges de personnel	100 968	94 249			
Charges de personnel	690 593	770 155			
Dotations amortis/prov. - exploitation	548 669	483 647			
CHARGES D'EXPLOITATION	2 642 981	2 410 934	PRODUITS D'EXPLOITATION	3 316 740	2 147 092
Perte de change		14	Intérêts des comptes rémunérés	997	929
Dotations amortis/prov. - financières	6				
CHARGES FINANCIÈRES	6	14	PRODUITS FINANCIERS	997	929
Charges exceptionnelles	6		Produits exceptionnels	40 000	150
			Reprise sur subv / investissements	38 668	44 884
CHARGES EXCEPTIONNELLES	6		PRODUITS EXCEPTIONNELS	78 668	45 034
TOTAL CHARGES	2 642 993	2 410 949	TOTAL PRODUITS	3 396 405	2 193 055
Ressources Affectées Non Utilisées de l'exercice	115 450		Consommation des Ressources Affectées de l'exercice - Non Utilisées des exercices		
RÉSULTAT POSITIF	637 962		RÉSULTAT NÉGATIF	-	217 894
TOTAL GÉNÉRAL	3 396 405	2 410 949	TOTAL GÉNÉRAL	3 396 405	2 410 949

Compte d'emploi des ressources Fondation MSF

	en euros		en euros		
EMPLOIS	Emplois de 2014	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2014	RESSOURCES	Ressources collectées en 2014	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2014
			Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		211 430
1. MISSIONS SOCIALES	2 299 626	1 598 983	1. RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC	2 997 763	2 997 763
1.1 Réalisées en France			1.1 Dons et legs collectés		
Actions réalisées directement	1 299 626	598 983	Dons manuels non affectés	1 750 519	
Versements à d'autres organismes agissant en France	1 000 000	1 000 000	Dons manuels affectés	46 350	
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs et autres libéralités non affectés	200 894	
Actions réalisées directement			1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	1 000 000	
Versements à un organisme central ou d'autres organismes					
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	241 350	241 350	2. AUTRES FONDS PRIVÉS	4 909	
2.1 Frais d'appel à la générosité publique	241 350	241 350	3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS		
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés			4. AUTRES PRODUITS	393 734	
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics					
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	102 012	87 148			
I - Total emplois de l'exercice inscrits au compte de résultat	2 642 987		I - Total des ressources de l'exercice inscrites au compte de résultat	3 396 405	
II - Dotations aux provisions	6		II - Reprises des provisions		
III - Engagements à réaliser sur ressources affectées	115 450		III - Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs		
			IV - Variation des fonds dédiés collectés auprès du public		- 115 450
IV - Excédent de ressources de l'exercice	637 962		V - Insuffisance de ressources de l'exercice		
V - TOTAL GENERAL	3 396 405	1 927 480	VI - TOTAL GÉNÉRAL	3 396 405	2 882 313
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		884 550			
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		2 812 030	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		2 812 030
			Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et utilisées en fin d'exercice		281 712



Médecins Sans Frontières Logistique

Exercice clos le 31 décembre 2014

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons
notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Médecins Sans Frontières Logistique, tels qu'ils
sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de
notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces
normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les
comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par
sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et
informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes
comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.
Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder
notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français,
réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi
que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société constitue des dépréciations des stocks selon les modalités décrites dans la note D « Stocks de marchandises » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue, décrite dans la note D « Stocks de marchandises » de l'annexe sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 26 mai 2015

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Bruno Bizet

Bilan MSF Logistique au 31 décembre 2014

en euros	ACTIF				en euros	PASSIF	
	Brut	Amort.	Net 2014	Net 2013		2014	2013
Concessions/Licences	1 006 664	864 669	141 996	37 393	Fonds associatif	630 195	630 195
Immobilisations en cours	127 985		127 985	53 253			
Immobilisations incorporelles	1 134 649	864 669	269 980	90 646			
Installations et divers aménagements	1 505 404	1 039 777	465 627	546 927	Autres réserves	6 304 091	6 782 634
Matériels, mobilier, informatique	527 573	425 147	102 427	132 603			
Autres immobilisations	95 639	92 564	3 075	9 163			
Immobilisations corporelles	2 128 617	1 557 488	571 129	688 693	Fonds disponibles	6 304 091	6 782 634
Dépôts et cautionnements	24 416		24 416	68 967	Résultat	319 022	-478 543
Immobilisations financières	24 416		24 416	68 967			
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	3 287 682	2 422 157	865 525	848 306	TOTAL FONDS PROPRES	7 253 307	6 934 285
Stock de marchandises	14 135 377	445 210	13 690 166	12 515 759	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES	364 667	
Créances Clients Groupe MSF	615 245		615 245	248 591	Dettes Groupe MSF	7 275 016	6 719 742
Créances sur autres sections MSF	6 211 871		6 211 871	6 244 908	Dettes autres sections MSF	450 575	9 370
Clients, comptes rattachés et avances versées sur commandes	1 204 499	2 992	1 201 507	694 497	Dettes fournisseurs	9 006 276	8 402 095
Autres créances	93 782		93 782	130 374	Dettes fiscales et sociales	1 222 414	1 131 608
Créances brutes	8 125 397	2 992	8 122 404	7 318 371	Autres dettes	77 215	122 006
Banques et CCP	2 215 256		2 215 256	2 364 731	Dettes	18 031 496	16 384 821
Disponibilités	2 215 256		2 215 256	2 364 731	Ecarts de conversion passif	1 505	12 167
Ecarts de conversion actif	29 667		29 667	1 500	Produits constatés d'avance	38 333	
Charges constatées d'avance	766 290		766 290	282 608	Comptes de régularisation	39 838	12 167
Comptes de régularisation	795 957		795 957	284 108			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	25 271 986	448 203	24 823 783	22 482 968	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	18 071 334	16 396 988
TOTAL ACTIF	28 559 668	2 870 360	25 689 308	23 331 274	TOTAL PASSIF	25 689 308	23 331 274
Engagements reçus*					Engagements reçus*		

*les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

Compte de résultat MSF Logistique au 31 décembre 2014

	en euros			en euros	
Charges	2014	2013	Produits	2014	2013
Médicaments et matériel médical	35 468 332	27 658 622	Groupe MSF	20 483 859	21 554 814
Nourriture	1 459 566	1 576 122	Autres MSF	29 620 264	23 224 376
Matériel logistique et sanitation	6 105 907	3 019 364	Extérieur	3 698 460	1 593 115
Équipement et matériel	2 236 002	1 762 143	Ventes de marchandises	53 802 583	46 372 306
Matières, fournitures et petit matériel	636 977	584 202			
Documentation	58 199	16 450	Groupe MSF	5 390 186	4 349 547
Transport et frais sur achats	1 223 410	1 249 871	Autres MSF	16 726 016	11 743 303
Achats de marchandises	47 188 393	35 866 775	Extérieur	202 170	157 152
Variation de stocks de marchandises	- 1 149 673	4 904 311	Ventes de fret	22 318 372	16 250 003
Achats de fret	21 418 635	15 205 547			
Achats stockés de marchandises	67 457 355	55 976 633	Groupe MSF	191 702	188 635
Équipement et matériel	48 788	35 773	Autres MSF	66 744	77 044
Matières, fournitures et petit matériel	205 905	219 154	Extérieur	9 450	31 109
Achats de matières & autres appros	254 693	254 927	Prestations de services	267 896	296 788
Prestations de services diverses	620 045	300 998			
Loyers et charges locatives	241 843	493 559	Financements et subventions d'exploitation	2 000	-
Location de matériel	98 318	101 679	Autres produits de gestion courante	890 835	614 710
Entretien, maintenance et réparations	373 257	286 939	Reprise sur amortis/prov. et transfert de charges d'exploitation	469 944	-
Assurances	78 138	85 284	Autres produits d'exploitation	1 362 779	614 710
Documentation	22 726	6 153			
Honoraires	120 874	91 425			
Informations/publications	224 609	536			
Transports	-	2 452			
Déplacements et frais de mission	101 305	110 331			
Frais de représentation	22 727	26 981			
Frais postaux et de télécommunication	61 367	79 198			
Frais bancaires et assimilés	6 334	8 349			
Services extérieurs	1 971 542	1 593 885			
Achats et services extérieurs	2 226 235	1 848 812			
Impôts, taxes et versements assimilés	610 469	581 749			
Salaires	4 089 704	3 811 751			
Charges sociales et assurances	1 984 798	1 815 792			
Charges de personnel France	6 074 502	5 627 543			
Dotations amortis / prov. - exploitation	1 029 909	718 698			
CHARGES D'EXPLOITATION	77 398 471	64 753 435	PRODUITS D'EXPLOITATION	77 751 630	63 533 807
Agios	3 777	7 104	Produits des placements	-	3 703
Perte de change	194 013	98 878	Intérêts des comptes rémunérés	10 065	-
Dotations amortis/prov. - financières	29 667		Produits de change	153 478	169 809
			Escomptes obtenus	603	558
CHARGES FINANCIERES	227 457	105 983	PRODUITS FINANCIERS	164 145	174 070
Charges exceptionnelles	70 216	203 937	Produits exceptionnels	99 390	189 019
Dotations amortis/prov. - exceptionnelles	0				
CHARGES EXCEPTIONNELLES	70 216	203 937	PRODUITS EXCEPTIONNELS	99 390	189 019
TOTAL CHARGES	77 696 144	65 063 355	TOTAL PRODUITS	78 015 165	63 896 896
RÉSULTAT POSITIF	319 021		RÉSULTAT NÉGATIF		1 166 459
TOTAL GÉNÉRAL	78 015 165	65 063 355	TOTAL GÉNÉRAL	78 015 165	65 063 355



Epicentre

Exercice clos le 31 décembre 2014

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Epicentre, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 12 mai 2015

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit



Bruno Bizet

Bilan Epicentre au 31 décembre 2014

en euros

	ACTIF			
	Brut	Amort.	Net 2014	Net 2013
Concessions/Licences	148 298	100 084	48 215	57 957
Immobilisations incorporelles	148 298	100 084	48 215	57 957
Installations et divers aménagements	1 592	1 592	-	-
Matériels, mobilier, informatique	155 020	114 617	40 403	26 184
Autres immobilisations	19 283	7 818	11 465	11 875
Immobilisations corporelles	175 894	124 027	51 868	38 059
Titres de participation	496		496	496
Dépôts et cautionnements	4 270		4 270	4 183
Immobilisations financières	4 766		4 766	4 679
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	328 959	224 110	104 849	100 695
Financements à recevoir	201 783	111 893	89 890	20 706
Créances Clients Groupe MSF	1 555 760		1 555 760	2 063 673
Créances sur autres sections MSF	3 859 990		3 859 990	1 903 877
Clients et comptes rattachés	69 983		69 983	117 019
Autres créances	85 761		85 761	23 070
Créances brutes	5 773 277	111 893	5 661 384	4 128 345
Banques et CCP	143 689		143 689	161 779
Soldes trésorerie missions	67 250		67 250	46 243
Caisses	5 728		5 728	1 459
Disponibilités	216 666		216 666	209 481
Ecarts de conversion actif	4 407		4 407	451
Charges constatées d'avance	4 356		4 356	23 293
Comptes de régularisation	8 764		8 764	23 745
TOTAL ACTIF CIRCULANT	5 998 707	111 893	5 886 814	4 361 571
TOTAL ACTIF	6 327 665	336 003	5 991 662	4 462 265
Engagements reçus*				

*les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

en euros

	PASSIF	
	2014	2013
Autres réserves	23 867	407 882
Fonds disponibles	23 867	407 882
Résultat	- 11 301	- 384 015
TOTAL FONDS PROPRES	12 565	23 867
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES	7 302	451
Dettes Groupe MSF	4 281 008	2 793 203
Dettes autres sections MSF	169 054	210 385
Dettes fournisseurs	249 232	155 202
Dettes fiscales et sociales	977 623	1 010 494
Autres dettes	29 077	155 669
Dettes	5 705 994	4 324 954
Financements perçus d'avance	259 688	110 784
Ecarts de conversion passif	6 113	2 210
Comptes de régularisation	265 801	112 993
TOTAL PASSIF EXIGIBLE	5 971 795	4 437 947
TOTAL PASSIF	5 991 662	4 462 265
Engagements donnés*		

Compte de résultat Epicentre au 31 décembre 2014

	en euros			en euros	
Charges	2014	2013	Produits	2014	2013
Médicaments et matériel médical	678 921	743 453	Dons organismes privés	1 487 341	1 097 713
Nourriture	57 565	257	Cotisations		20
Matériel logistique et sanitation	151 143	198 101	Dons privés	1 487 341	1 097 733
Équipement et matériel	288 840	233 134			
Matières, fournitures et petit matériel	123 321	196 857			
Études et prestations incorporées	599 278	273 439			
Achats pour revente	29	675			
Achats de matières & autres appros	1 899 098	1 645 917	Groupe MSF	2 935 120	3 106 874
Prestations de services diverses	139 866	169 376	Autres MSF	1 568 920	1 373 989
Loyers et charges locatives	877 054	743 901	Extérieur	42 237	62 945
Location de matériel	-	18 134	Prestations de services	4 546 276	4 543 808
Entretien, maintenance et réparations	354 611	155 476			
Assurances	4 404	38 356			
Documentation	8 795	44 401	Autres financements	43 154	18 463
Honoraires	71 188	19 674	Subventions institutionnelles	43 154	18 463
Informations/publications	6 458	313 821			
Transports	327 822	233 961			
Déplacements et frais de mission	486 832	47 909			
Frais de représentation	22 151	54 273			
Frais postaux et de télécommunication	137 915	98 037			
Frais bancaires et assimilés	4 144	4 980			
Subventions exploitation	-	1 502			
Services extérieurs	2 441 238	2 482 307	Financements et subventions d'exploitation	427 450	211 875
Achats et services extérieurs	4 340 336	4 210 056	Autres produits de gestion courante	4 896 978	4 998 349
Impôts, taxes et versements assimilés	310 957	344 469	Autres produits d'exploitation	5 324 428	5 210 224
Salaires	2 289 764	2 365 418			
Indemnités	-	-			
Charges sociales et assurances	1 077 822	1 145 459			
Charges de personnel France	3 367 585	3 510 877			
Charges de personnel national	2 201 724	1 869 208			
Salaires et charges refacturées	1 145 882	1 308 244			
Autres charges de personnel	1 145 882	1 308 244			
Charges de personnel	6 715 191	6 688 329			
Dotations amortis/prov. - exploitation	41 788	40 616			
CHARGES D'EXPLOITATION	11 408 273	11 283 471	PRODUITS D'EXPLOITATION	11 401 199	10 870 228
Agios	0	21	Produits de change	4 342	17 813
Perte de change	18 544	13 338	Reprise s/amorts et prov. Financières	451	729
Dotations amortis/prov. - financières	7 302	451			
CHARGES FINANCIÈRES	25 846	13 810	PRODUITS FINANCIERS	4 794	18 543
Charges exceptionnelles	441	2 891	Produits exceptionnels	17 265	27 386
CHARGES EXCEPTIONNELLES	441	2 891	PRODUITS EXCEPTIONNELS	17 265	27 386
TOTAL CHARGES	11 434 560	11 300 171	TOTAL PRODUITS	11 423 258	10 916 157
RÉSULTAT POSITIF	-	-	RÉSULTAT NÉGATIF	11 301	384 015
TOTAL GÉNÉRAL	11 434 560	11 300 171	TOTAL GÉNÉRAL	11 434 560	11 300 171

Bilan MSF Assistance au 31 décembre 2014

en euros	ACTIF				en euros	PASSIF	
	Brut	Amort.	Net 2014	Net 2013		2014	2013
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	Autres réserves	50 000	50 000
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	Fonds disponibles	50 000	50 000
Immobilisations financières	-	-	-	-			
					Résultat	55 132	0
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ					TOTAL FONDS PROPRES	105 132	50 000
					TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES	-	-
Créances Clients Groupe MSF	20 808		20 808		Dettes Groupe MSF	-	15 517
Clients et comptes rattachés	58 116		58 116	51 214	Dettes fournisseurs	-	712
Autres créances				1 037	Dettes fiscales et sociales	12 853	13 739
Créances brutes	78 924		78 924	52 251	Autres dettes	-	-
					Dettes	12 853	29 967
Banques et CCP	39 061		39 061	27 716			
Disponibilités	39 061		39 061	27 716			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	117 985		117 985	79 967	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	12 853	29 967
TOTAL ACTIF	117 985		117 985	79 967	TOTAL PASSIF	117 985	79 967

Compte de résultat MSF Assistance au 31 décembre 2014

	en euros			en euros	
Charges	2014	2013	Produits	2014	2013
Prestations de services diverses	44 405	45 346	Partenariats	72 093	80 186
Frais postaux et de télécommunication		59	Ventes de produits	72 093	80 186
Frais bancaires et assimilés	45	132			
Subventions exploitation		26 909			
Services extérieurs	44 450	72 446			
Achats et services extérieurs	44 450	72 446			
Impôts, taxes et versements assimilés					
Charges de personnel national	8 896	19 190	Produits des activités annexes	36 394	43 543
Charges de personnel	8 896	19 190	Autres produits de gestion courante	2	2
			Autres produits d'exploitation	36 396	43 545
Dotations amortis / prov. - exploitation		32 093			
CHARGES D'EXPLOITATION	53 346	123 730	PRODUITS D'EXPLOITATION	108 489	123 731
Perte de change	1	1			
CHARGES FINANCIERES	1	1	PRODUITS FINANCIERS	-	-
Charges exceptionnelles	32 103	-	Reprise/amorts/prov. et transf.	32 093	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	32 103	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	32 093	-
TOTAL CHARGES	85 451	123 731	TOTAL PRODUITS	140 583	123 731
RÉSULTAT POSITIF	55 132	-	RÉSULTAT NÉGATIF	-	0
TOTAL GÉNÉRAL	140 583	123 731	TOTAL GÉNÉRAL	140 583	123 731

Bilan EUP au 31 décembre 2014

en euros	ACTIF				en euros	PASSIF	
	Brut	Amort.	Net 2014	Net 2013		2014	2013
Films produits	2 883 246	2 883 246			Capital	8 000	8 000
Concessions / Licences	2 850	2 850			Réserve Légale	800	800
Immobilisations en cours	10 095		10 095		Report à nouveau	229	253
Immobilisations incorporelles	2 896 190	2 886 096	10 095		Fonds disponibles	1 029	1 053
Matériels, mobilier, informatique	53 473	45 811	7 661	13 677	Résultat		- 24
Autres immobilisations	38 517	37 242	1 275	530	TOTAL FONDS PROPRES	9 029	9 029
Immobilisations corporelles	91 990	83 053	8 936	14 207	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES		
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	2 988 180	2 969 149	19 031	14 207	Dettes Groupe MSF	89 883	29 172
Stock de marchandises	805		805	1 061	Dettes fournisseurs	5 647	1 998
Créances Clients Groupe MSF	146 895		146 895	102 506	Dettes fiscales et sociales	134 002	105 398
Créances sur autres sections MSF	350		350	1 400	Dettes	229 532	136 568
Clients et comptes rattachés				3 550			
Autres créances	66 052		66 052	10 914			
Créances brutes	213 298		213 298	118 370			
Banques et CCP	4 040		4 040	10 981			
Disponibilités	4 040		4 040	10 981			
Charges constatées d'avance	1 387		1 387	978			
Comptes de régularisation	1 387		1 387	978			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	219 530		219 530	131 390	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	229 532	136 568
TOTAL ACTIF	3 207 710	2 969 149	238 561	145 597	TOTAL PASSIF	238 561	145 597
Engagements reçus*					Engagements donnés*		

*les engagements reçus et donnés sont détaillés en annexes

Compte de résultat EUP au 31 décembre 2014

	en euros		en euros		
Charges	2014	2013	Produits	2014	2013
Equipement et matériel	6 691	4 292	Groupe MSF	240 488	224 385
Matières, fournitures et petit matériel	1 623	3 371	Autres MSF	350	3 300
			Extérieur	1 033	51 200
Variation de stocks de matières & autres appros	256	150	Prestations de services	241 871	278 885
Achats de matières & autres appros	8 569	7 814			
Prestations de services diverses	416	4 716			
Loyers et charges locatives	21 468	22 048			
Entretien, maintenance et réparations	355				
Assurances	1 045	1 045			
Honoraires	4 704	12 854			
Déplacements et frais de mission	5 593	5 336	Financements et subventions d'exploitation	52 500	86 371
Frais postaux et de télécommunication	1 394	1 112	Production immobilisée	72 626	140 090
Frais bancaires et assimilés	263	241	Production en cours	10 095	-20 238
Services extérieurs	35 238	47 351	Produits des activités annexes		170
Achats et services extérieurs	43 808	55 165	Autres produits de gestion courante	3	5
			Autres produits d'exploitation		
Impôts, taxes et versements assimilés	4 683	4 357	Autres produits exploitation	135 224	206 398
Salaires	147 066	163 309			
Charges sociales et assurances	78 117	82 565			
Charges de personnel France	225 184	245 874			
Salaires et charges refacturées	24 179	30 302			
Autres charges de personnel	24 179	30 302			
Charges de personnel	249 362	276 176			
Dotations amorts / prov. - exploitation	79 164	149 425			
CHARGES D'EXPLOITATION	377 017	485 123	PRODUITS D'EXPLOITATION	377 095	485 283
Perte de change	4	103	Produits de change		31
CHARGES FINANCIERES	4	103	PRODUITS FINANCIERS		31
Charges exceptionnelles	75	112	Produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	75	112	PRODUITS EXCEPTIONNELS		
TOTAL CHARGES	377 095	485 338	TOTAL PRODUITS	377 095	485 314
RÉSULTAT POSITIF			RÉSULTAT NÉGATIF		24
TOTAL GÉNÉRAL	377 095	485 338	TOTAL GÉNÉRAL	377 095	485 338

Bilan SCI Médecins Sans Frontières au 31 décembre 2014

en euros	ACTIF				en euros	PASSIF	
	Brut	Amort.	Net 2014	Net 2013		2014	2013
Frais de constitution	11 155	11 155			Capital	8 000	8 000
Immobilisations incorporelles	11 155	11 155			Autres réserves	590 708	566 417
Terrains	2 080 993		2 080 993	2 080 993	Fonds disponibles	590 708	566 417
Constructions	2 878 563	2 028 553	850 010	919 904			
Installations et divers aménagements	1 552 765	1 232 577	320 189	345 172			
Immobilisations en cours				20 526			
Immobilisations corporelles	6 512 321	3 261 129	3 251 192	3 366 596	Résultat	20 428	24 291
Titres de participation	9 982		9 982	9 982			
Immobilisations financières	9 982		9 982	9 982			
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	6 533 459	3 272 284	3 261 175	3 376 578	TOTAL FONDS PROPRES	619 136	598 708
					TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES		
Créances Clients Groupe MSF	21 468		21 468		Dettes Groupe MSF	2 673 590	2 749 495
Créances brutes	21 468		21 468		Dettes fournisseurs	19 604	35 960
					Dettes fiscales et sociales	2 361	2 361
Banques et CCP	26 193		26 193	8 323	Dettes	2 695 555	2 787 815
Disponibilités	26 193		26 193	8 323			
Charges constatées d'avance	5 855		5 855	1 623			
Comptes de régularisation	5 855		5 855	1 623			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	53 517		53 517	9 945	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	2 695 555	2 787 815
TOTAL ACTIF	6 586 975	3 272 284	3 314 691	3 386 523	TOTAL PASSIF	3 314 691	3 386 523

Compte de résultat SCI Médecins Sans Frontières au 31 décembre 2014

	en euros		en euros	
Charges	2014	2013	Produits	
Equipement et matériel	-	851	Groupe MSF	499 654
Matières, fournitures et petit matériel	66 468	74 520		514 047
Achats de matières & autres appros	66 468	75 370	Prestations de services	499 654
Entretien, maintenance et réparations	191 005	182 509		514 047
Honoraires	6 826	7 507		
Frais bancaires et assimilés	20	23		
Services extérieurs	197 851	190 039		
Achats et services extérieurs	264 319	265 409		
Impôts, taxes et versements assimilés	37 165	34 893	Autres produits de gestion courante	8 787
Charges de personnel national	5 186	5 867	Autres produits d'exploitation	8 787
Charges de personnel	5 186	5 867		
Dotations amortis / prov. - exploitation	176 160	183 586		
CHARGES D'EXPLOITATION	482 831	489 755	PRODUITS D'EXPLOITATION	508 441
CHARGES FINANCIÈRES	-	-	PRODUITS FINANCIERS	-
Charges exceptionnelles	5 182	-		-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 182	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-
TOTAL CHARGES	488 013	489 755	TOTAL PRODUITS	508 441
RÉSULTAT POSITIF	20 428	24 291	RÉSULTAT NÉGATIF	-
TOTAL GÉNÉRAL	508 441	514 047	TOTAL GÉNÉRAL	508 441
				514 047

Bilan SCI Sabin au 31 décembre 2014

en euros	ACTIF				en euros	PASSIF	
	Brut	Amort.	Net 2014	Net 2013		2014	2013
					Capital	152	152
Constructions	231 440	211 370	20 070	23 456	Autres réserves	85 879	61 495
Installations et divers aménagements	79 930	73 564	6 365	8 246	Fonds disponibles	85 879	61 495
Immobilisations en cours	18 160		18 160	12 125	Résultat	30 894	24 384
Immobilisations corporelles	329 530	284 934	44 596	43 828	TOTAL FONDS PROPRES	116 926	86 032
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	329 530	284 934	44 596	43 828	TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES		
Créances Clients Groupe MSF	41 347		41 347	33 808	Dettes fournisseurs	5 455	1 749
Créances brutes	41 347		41 347	33 808	Dettes fiscales et sociales		905
Banques et CCP	36 180		36 180	10 800	Dettes	5 455	2 654
Disponibilités	36 180		36 180	10 800	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	5 455	2 654
Charges constatées d'avance	257		257	251	TOTAL PASSIF	122 380	88 686
Comptes de régularisation	257		257	251			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	77 785		77 785	44 858			
TOTAL ACTIF	407 315	284 934	122 380	88 686			

Compte de résultat SCI Sabin au 31 décembre 2014

	en euros			en euros	
Charges	2014	2013	Produits	2014	2013
Matières, fournitures et petit matériel	10 906	13 929	Groupe MSF	78 444	78 313
Achats de matières & autres appros	10 906	13 929	Prestations de services	78 444	78 313
Entretien, maintenance et réparations	22 182	25 479			
Honoraires	2 391	1 345			
Frais bancaires et assimilés	8	9			
Services extérieurs	24 581	26 833			
Achats et services extérieurs	35 486	40 762			
Impôts, taxes et versements assimilés	4 204	4 164			
Charges de personnel national	2 593	2 933			
Charges de personnel	2 593	2 933			
Dotations amorts/prov. - exploitation	5 267	6 069			
CHARGES D'EXPLOITATION	47 550	53 929	PRODUITS D'EXPLOITATION	78 444	78 313
CHARGES FINANCIERES	-	-	PRODUITS FINANCIERS	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
TOTAL CHARGES	47 550	53 929	TOTAL PRODUITS	78 444	78 313
RÉSULTAT POSITIF	30 894	24 384	RÉSULTAT NÉGATIF		
TOTAL GÉNÉRAL	78 444	78 313	TOTAL GÉNÉRAL	78 444	78 313

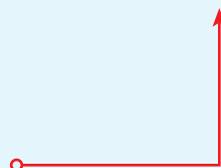


4

Les missions de l'association MSF

Principes généraux
de présentation **106**

Synthèse financière
des opérations **108**



LES MISSIONS DE L'ASSOCIATION MSF

1. Principes généraux de présentation

1.1 Dépenses d'opérations par pays

Les dépenses d'opérations de l'association MSF sont présentées dans le paragraphe 2.1 par pays d'intervention et selon les principales natures de dépenses telles qu'explicitées ci-dessous.

- **Dépenses de personnel** : ce regroupement comprend tous les frais engagés par l'association liés aux acteurs de terrain expatriés ou locaux (éléments de rémunération, charges sociales et assurances, frais médicaux, frais de vie et de logement des équipes).
- **Dépenses médicales et nutrition**: ce poste recouvre les achats des missions en médicaments, vaccins et nourriture, en matériels et équipements médicaux et de laboratoire, ainsi que les dépenses liées aux structures médicales.
- **Logistique et sanitation** : sont compris sous cet intitulé les achats des missions en équipements et matériels logistiques et d'assainissement, en articles de secours non médicaux, ainsi que les travaux de construction et de réhabilitation entrepris.
- **Transport et stockage** : cette famille recense principalement les coûts liés à l'achat, la location et l'entretien des véhicules, au fret

lié à l'approvisionnement des missions, et aux entrepôts de stockage.

- **Frais de déplacement** : ils comprennent les frais de déplacement des expatriés se rendant dans les pays d'intervention (transport, démarches administratives...), ainsi que les coûts du transport des équipes MSF sur les terrains.
- **Frais administratifs et fonctionnement** : cette catégorie recense les charges associées au fonctionnement général et administratif des missions, telles que les loyers, les équipements et dépenses de communication, les équipements et fournitures de bureaux, impositions diverses et frais financiers locaux, les charges exceptionnelles et les écarts de change constatés localement.
- **Autres dépenses (formation, dons...)** : la formation et l'appui local représentent les charges engagées pour l'organisation de formations, les dons en matériel, médicaments... accordés par MSF aux structures de santé sur le terrain.

Les dépenses d'opérations correspondant à l'activité épidémiologique d'Epicentre sur les missions de l'association sont isolées sur une ligne intitulée « Epicentre ». Une colonne met en évidence les versements à d'autres organismes, une autre intègre les dépenses d'opé-

rations engagées pour le compte d'autres sections donnant lieu à refacturation.

1.2 Ressources affectées par pays

Les ressources affectées aux missions, présentées dans le paragraphe 2.2, proviennent des dons issus de la générosité publique affectés par les donateurs à des programmes particuliers, des financements affectés par des bailleurs institutionnels, des conventions de financement conclues avec les autres sections MSF et des autres ressources générées par les activités de terrain. Ces ressources sont présentées nettes de la part allouée au financement du support des missions fourni par le siège. Ce support opérationnel comprend la coordination des programmes, les services d'appui médical et logistique, l'activité du service de gestion financière des missions et le service des ressources humaines terrain. Cette part est déterminée de manière contractuelle pour les financements publics institutionnels, et représente, pour les financements des sections jusqu'à 15% des contributions hors fonds affectés par leurs donateurs. Les fonds affectés par les donateurs et les autres ressources générées sur le terrain sont entièrement alloués aux opérations concernées. Pour chaque pays, les dépenses nettes représentent le montant des opérations qui est financé par des ressources non affectées d'origine privée.

2. Synthèse financière des opérations

2.1 Détail des dépenses d'opérations (en milliers d'euros)

PAYS	Dépenses de personnel	Dépenses médicales et nutrition	Logistique et sanitation	Transport et stockage	Frais de déplacements	Frais administratifs et fonctionnement	Autres dépenses (formation, dons)	Total dépenses d'opérations réalisées en France et à l'étranger	Versements à d'autres organismes	Dépenses d'opérations pour le compte d'autres sections	Res-sources affectées non utilisées de l'exercice	Total
Afghanistan	340	398	409	183	557	140	0	2 026			-	2 026
Arménie	1 430	368	117	132	66	128	0	2 240			-	2 240
Burkina Faso	448	33	10	61	28	67	0	647			-	647
Cambodge	938	246	17	55	50	93	9	1 410			-	1 410
Chine	166	0	-	0	27	15	1	210			-	210
Colombie	632	39	5	31	21	75	3	805			-	805
Congo (RDC)	6 174	1 537	472	894	435	837	38	10 387			-	10 387
Congo Brazzaville	30	-	-	7	4	16	-	57			-	57
Côte d'Ivoire	1 086	262	211	167	113	206	2	2 047			-	2 047
Ethiopie	2 903	2 050	625	1 101	470	553	10	7 713			-	7 713
Géorgie	391	211	4	47	17	95	2	768	65		-	833
Guinée	73	10	100	78	37	37	0	335			-	335
Haiti	5 352	921	44	355	214	639	9	7 533			-	7 533
Irak - Jordanie	6 318	2 406	267	302	267	3 068	6	12 634			-	12 634
Iran	550	40	1	8	45	93	0	735			-	735
Kenya	2 813	795	59	384	143	418	25	4 636			-	4 636
Liberia	527	1 052	354	523	164	260	2	2 881			339	3 220
Madagascar	249	44	1	81	12	19	2	408			-	408
Malawi	1 600	723	53	214	110	167	10	2 877			-	2 877
Mali	3 735	1 675	344	642	207	398	41	7 042			-	7 042
Niger	1 653	801	64	383	87	233	14	3 235	142		-	3 377
Nigéria	2 710	774	240	800	171	431	0	5 127			-	5 127
Ouganda	1 930	1 045	215	423	148	569	7	4 338			-	4 338
Pakistan	2 685	954	108	359	279	410	0	4 795			-	4 795
Palestine	2 032	312	21	175	144	224	0	2 907			-	2 907
Papouasie Nouv. Guinée	784	256	248	273	124	167	5	1 857			-	1 857
Philippines	1 240	191	200	250	140	132	0	2 152			-	2 152
Rep. centrafricaine	5 634	3 11	660	2 653	834	1 045	75	14 020			-	14 020
Russie	809	296	9	25	49	136	8	1 331			-	1 331
Soudan du Sud	5 544	1 332	605	2 052	649	778	1	10 961			-	10 961
Syrie	1 775	717	374	307	111	242	0	3 527			-	3 527
Tchad	2 763	817	560	969	233	599	6	5 948			-	5 948
Yémen	3 792	1 033	58	317	230	267	2	5 700			-	5 700
Epicentre	-	4 855	-	-	-	-	-	4 855	427		-	5 282
Missions Diverses	1 002	191	3	274	133	197	1	1 802	156	5 534	1	7 493
TOTAL	70 110	29 502	6 459	14 527	6 321	12 753	277	139 948	790	5 534	340	146 613

2.2 Ressources affectées à des programmes (y compris utilisation sur 2014 des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs)

PAYS	Dons privés affectés France	Entreprises & autres organismes privés	Financements institutionnels et collectivités locales	MSF Emirats	MSF Australie	MSF Japon	MSF USA	Autres sections MSF	Autres produits	Total financement des opérations	Refac-turation opérations autres sections	Total	Depenses nettes
Afghanistan	0	-	-	2	-	-	1 287	600	-	1 889		1 889	137
Arménie	0	-	-	-	515	511	973	-	42	2 041		2 041	200
Burkina Faso	-	-	-74	-	-	-	525	-	24	475		475	172
Cambodge	1	-	-	-	343	-	620	400	36	1 399		1 399	11
Chine	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0		0	210
Colombie	-	-	-	-	229	-	312	0	29	570		570	235
Congo (RDC)	0	5	405	-	1 429	2 019	5 011	1 000	188	10 057		10 057	329
Congo Brazzaville	-	-	-	-	-	-	-	-	9	9		9	48
Côte d'Ivoire	8	150	-	-	251	536	986	-	0	1 931		1 931	116
Ethiopie	8	-	2 730	-	166	1 327	2 426	290	0	6 947		6 947	765
Géorgie	-	-	-	-	-	-	681	-	8	689		689	144
Guinée	-	-	-	-	162	173	-	-	-	335		335	-0
Haiti	0	2	6	-	1 931	1 371	3 591	500	15	7 416		7 416	118
Irak - Jordanie	25	414	-	19	2 183	1 812	6 608	1 097	6	12 163		12 163	471
Iran	0	-	-	-	-	-	-	5	0	6		6	730
Kenya	0	-	120	-	1 469	1 122	1 790	-	66	4 567		4 567	69
Liberia	1 968	315	4	10	322	601	-	-	-	3 220		3 220	0
Madagascar	-	-	-	-	-	-	290	-	11	301		301	107
Malawi	2	-	732	-	459	717	550	-	9	2 469		2 469	408
Mali	33	81	1 398	-	852	1 361	2 496	500	52	6 771		6 771	270
Niger	56	0	527	0	118	494	1 726	-	25	2 948		2 948	429
Nigéria	0	-	406	-	704	706	2 986	-	88	4 890		4 890	237
Ouganda	-	-	492	-	168	1 055	2 426	-	183	4 323		4 323	15
Pakistan	1	-	-	-	1 381	514	2 747	1	1	4 644		4 644	151
Palestine	33	28	21	46	117	514	1 373	513	42	2 687		2 687	220
Papouasie Nouv. Guinée	-	-	-	-	624	218	931	0	-	1 772		1 772	85
Philippines	-	19	5	3	-	804	1 070	215	1	2 117		2 117	35
Rep. centrafricaine	550	72	1 651	1	3 877	1 515	5 142	1 000	12	13 820		13 820	200
Russie	-	-	-	-	-	514	633	-	9	1 155		1 155	
Soudan du Sud	8	-	411	1	1 338	1 015	8 103	-	5	10 880		10 880	176
Syrie	35	29	-	15	540	890	1 734	-	25	3 268		3 268	81
Tchad	6	117	1 176	-	1 032	30	3 044	-	221	5 626		5 626	259
Yémen	-	-	-	-	1 590	-	3 958	-	57	5 604		5 604	323
Epicentre	-	500	-	-	-	-	2 253	-	-	2 753		2 753	96
Missions Diverses	1	110	-	-	-	-	-	-	508	619	6 464	7 083	2 529
TOTAL	2 734	1 842	10 010	97	21 799	19 818	66 271	6 120	1 672	130 363	6 464	136 827	9 377

A propos de ce rapport

Ce rapport a été réalisé grâce au concours de nombreux intervenants que nous remercions pour leur collaboration.

Il est disponible sur www.msf.fr et sur demande, auprès de notre siège parisien.

Photos

Nous remercions Isabel Corthier (Ouganda, hôpital à Adjumani), Agus Morales (Liberia, équipe Ebola à Monrovia) et Ghazal Sotoudeh (Liban, réfugiés syriens, vallée de la Bekaa) pour le prêt des photographies qui illustrent ce rapport.

Conception et réalisation graphique

Sophie De Vrée



8, rue Saint-Sabin 75011 Paris • Téléphone : +33 (0)1 40 21 29 29